

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU ROLE DU JUGE DE PAIX
EN MATIÈRE
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 mars 1940, à quatorze heures.

PAR

A.-E. BOURGOIN

Président : M. G. RIPERT, Doyen de la Faculté.

Suffragants } MM. M. PICARD, professeur.
SCELLE, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1940

DU ROLE DU JUGE DE PAIX
EN MATIÈRE
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU ROLE DU JUGE DE PAIX
EN MATIÈRE
D'ACCIDENT DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 mars 1940, à quatorze heures.

PAR

A.-E. BOURGOIN

Président : M. G. RIPERT, Doyen de la Faculté.

Suffragants { MM. M. PICARD, professeur.
SCELLE, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1940



DU ROLE DU JUGE DE PAIX

EN MATIÈRE

D'ACCIDENT DU TRAVAIL

INTRODUCTION

Parmi les créations de la Révolution française, une des moins discutables est, certes, celle des juges de paix. Non seulement, en effet, malgré les divers changements de régimes qui se sont succédés depuis sa fondation, cette juridiction n'a jamais été supprimée comme ce fut le cas pour tant d'autres créations révolutionnaires, mais bien au contraire elle n'a jamais donné lieu à la moindre critique et n'a cessé de voir l'importance de son rôle grandir pendant tout le siècle dernier et depuis lors.

C'est la loi des 16-24 août 1790, votée, après d'importants débats, par l'Assemblée constituante, qui institua dans chaque canton une justice de paix. Avant l'établissement de cette nouvelle juridiction qui n'est pas sans analogie avec les *judices pedanei* du Droit romain, les causes minimales étaient jugées par les justices seigneuriales, mais ces tribunaux n'avaient que des rapports assez lointains avec nos juges de paix actuels.

Le but de l'Assemblée constituante, en créant les justices de paix, a été de permettre aux plaideurs d'aborder facilement le juge, d'éviter des frais et les lenteurs de la justice. On peut dire, sans exagération

que ce but a été pleinement atteint et que les magistrats cantonaux ont rendu depuis leur création d'inappréciables services, surtout à nos populations rurales qui trouvent en eux des conseillers paternels et des arbitres pacificateurs et impartiaux.

Sous l'empire de la loi de 1790, les juges de paix étaient élus par les citoyens du canton, ce qui présentait évidemment des inconvénients multiples surtout au point de vue de l'indépendance et de l'impartialité de ces magistrats, mais depuis la charte de 1814 qui a sagement changé ce mode de nomination, ils sont nommés directement par le gouvernement, ce qui leur assure une liberté plus grande vis-à-vis de leurs justiciables.

Avant la loi du 12 juillet 1905, d'ailleurs, le choix du gouvernement n'était soumis à aucune condition d'ordre professionnel ou juridique, et il aurait pu confier cette magistrature à un individu totalement ignorant ou illettré pourvu qu'il fût Français, âgé de 30 ans et qu'il jouît de ses droits civils et politiques. Aucun diplôme, aucune garantie sérieuse d'aptitude professionnelle et de connaissances juridiques n'étaient en effet exigés des juges de paix et le niveau de ces magistrats s'en ressentait fâcheusement.

La loi de 1905, qui avait augmenté la compétence des juges de paix, avait, en contre-partie, amélioré déjà leur recrutement et rendu plus difficile l'accession à la magistrature cantonale, en exigeant des candidats soit un diplôme, soit un stage.

Depuis le décret du 5 novembre 1926, les conditions d'admission aux fonctions de juge de paix ont encore élevé le niveau de ces magistrats par suite de l'exigence imposée aux candidats : d'être titulaires du diplôme de licencié en droit, d'avoir accompli un stage pratique, et enfin d'avoir satisfait à un examen professionnel préalable. Toutes ces mesures ont assuré un recrutement des juges de paix, donnant de solides garanties d'expérience professionnelle et de science juridique.

Il était d'ailleurs devenu indispensable que des

garanties de plus en plus sérieuses soient requises des magistrats cantonaux, car depuis leur création, leur compétence n'a cessé de s'étendre, et leur ancien mode de recrutement n'aurait plus été en rapport avec leurs nouvelles tâches et l'augmentation d'importance des affaires qui leur étaient confiées.

Cette extension continue de la compétence des juges de paix est d'ailleurs une preuve du succès avec lequel ils ont rempli leur mission pacificatrice, à la satisfaction tant du législateur que des justiciables.

Après la loi constitutive du 20 août 1790, les diverses lois et décrets qui les ont concernés, c'est-à-dire : la loi du 29 ventôse de l'an XI ; la loi du 20 mai 1824 ; la loi du 25 mai 1838 ; la loi du 2 mai 1855 ; la grande loi du 12 juillet 1905 qui demeure toujours à l'heure actuelle, la véritable charte des juges de paix ; la loi du 28 avril 1919 ; la loi du 1^{er} janvier 1926 ; le décret du 5 novembre 1926, et enfin le décret du 5 avril 1934, n'ont pas cessé d'étendre les pouvoirs des magistrats cantonaux et les chiffres de leur compétence que ce soit en premier ou en dernier ressort.

C'est ainsi que : la loi du 12 juillet 1905 a porté la compétence des juges de paix en dernier ressort de 100 francs à 300 francs, et en premier ressort de 200 francs à 600 francs, et que la loi du 1^{er} janvier 1926 l'a élevée de 300 francs à 600 francs en dernier ressort et de 600 francs à 1.500 francs en premier ressort. Puis, comme conséquence de la réforme judiciaire réalisée par le décret du 3 septembre 1926 sur l'organisation des tribunaux de première instance, le décret du 5 novembre 1926 a encore étendu plus considérablement la compétence des magistrats cantonaux, en élevant son taux de 600 francs à 1.000 francs en dernier ressort et de 1.500 francs à 3.000 francs à charge d'appel.

Enfin le décret du 5 avril 1934 est venu augmenter encore ces chiffres et a fixé à 1.500 francs en dernier ressort et à 4.500 francs en premier ressort le taux de la compétence des juges de paix.

A l'heure actuelle, il est question d'accroître encore ces chiffres et donc d'étendre davantage la compétence des magistrats cantonaux. C'est ainsi que, lors de la discussion du budget de la justice, à la séance de la Chambre des députés du 15 décembre 1938, après une intervention dans le même sens de M. Badie, M. le député Jean-Pierre Plichon s'est exprimé en ces termes sur la question des justices de paix : « Avec son talent personnel, M. Badie a fait l'éloge de nos justices de paix dont il a vanté le caractère familial, l'économie et la rapidité. Ceci me conduit à vous demander d'en étendre la compétence. La compétence civile des justices de paix a été fixée en dernier ressort par le décret du 28 mars 1934. Au fur et à mesure des dévaluations monétaires successives, elle a été augmentée d'abord en 1926 pour atteindre, en 1934, 1.500 francs pour les affaires jugées en dernier ressort, et 4.500 francs pour celles susceptibles d'appel. Etant donné que depuis 1934, la valeur de notre monnaie a nettement diminué, M. le Garde des Sceaux ne pourrait-il pas augmenter dans la même proportion la compétence civile des justices de paix, dont on fait un éloge si justifié ? Nos population rurales tiennent, en effet, à continuer à profiter d'une juridiction dont elles ont pu apprécier l'impartialité, l'économie et la rapidité ¹. »

Les très nombreux applaudissements, qui ont accueilli cette proposition du député du Nord, montrent qu'elle a de grandes chances d'aboutir à plus ou moins bref délai. Il est certain que, vu la baisse vertigineuse du franc depuis 1936, son idée d'accroître proportionnellement les chiffres de la compétence des magistrats cantonaux, est logique, et qu'elle mériterait d'être prise en considération.

Cela nous amène d'ailleurs à remarquer que les diverses augmentations du taux de la compétence des

1. Ch. des députés, séance du 15 décembre 1938. *Journal Officiel. Déb. parl.*, p. 1814.

juges de paix n'ont fait qu'ajuster celle-ci à la nouvelle valeur de notre monnaie, valeur qui, hélas, a été sans cesse en diminuant, par suite des trop nombreuses dévaluations qu'elle a subies. Et il faut bien reconnaître que la compétence des magistrats cantonaux s'est accrue plus en chiffres nominaux qu'en valeur réelle.

En plus de ses attributions purement civiles, le juge de paix en a d'autres multiples de caractère pénal, administratif et social. C'est peut-être en matière sociale que l'importance du rôle du juge de paix a le plus augmenté : ses attributions dans ce domaine sont en effet extrêmement nombreuses : c'est lui qui s'occupe des litiges auxquels peut donner lieu le contrat d'apprentissage, des réclamations relatives aux salaires inférieurs au minimum fixé, des contestations au sujet des élections aux Sociétés de secours mutuels et aux Caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs ; dans les cantons où il n'y a pas de Conseil des prud'hommes, c'est le juge de paix qui remplace cette juridiction ; il joue également un rôle de premier plan en matière de bien de famille insaisissable et d'habitations à bon marché ; il juge toutes les contraventions au Code du travail ; il préside la Commission cantonale d'admission aux diverses lois d'assistance : assistance médicale gratuite, assistance aux vieillards, infirmes et incurables, assistance aux familles nombreuses, assistance aux femmes en couche, primes d'allaitement, etc.

Il était donc tout naturel que le législateur de 1898 songeât au juge de paix pour lui confier le soin de statuer sur les litiges relatifs à la nouvelle législation sur le risque professionnel, et c'est pourquoi la grande loi de justice sociale du 9 avril 1898 lui a donné à jouer, dans la délicate matière des accidents du travail, un rôle considérable, rôle qui va faire l'objet de notre étude.

Avant 1898, le juge de paix n'avait à s'occuper des accidents du travail que dans les limites de sa compétence de droit commun, c'est-à-dire jusqu'à 100 francs

en dernier ressort et 200 francs en premier ressort, puisque aucune législation spéciale n'existait en faveur des victimes de ces accidents, qui devaient faire la preuve, comme en matière civile ordinaire, de la faute du patron pour pouvoir obtenir réparation. Cette preuve était d'ailleurs bien souvent impossible à administrer et l'ouvrier supportait ainsi tous les cas fortuits et les accidents anonymes. M. de Saint-Pol estime en effet que d'après les statistiques, les accidents dus à la faute du patron ne représentent qu'un quart de la masse totale, les trois quarts des autres étant dus à la faute de l'ouvrier ou à celle de tiers, à des causes inconnues ou à des conditions de l'industrie¹. De nombreux économistes avaient protesté contre la situation lamentable qui était faite ainsi aux malheureux ouvriers, victimes de tels accidents. Sismondi, le premier, avait déjà réclamé la « garantie professionnelle », c'est-à-dire l'obligation pour l'employeur d'entretenir à ses frais l'ouvrier pendant les périodes de maladie, de chômage et de vieillesse. Ces idées du grand économiste, qui fut le premier contradicteur de l'Ecole classique eurent une grande influence surtout à la fin du XIX^e siècle, et un puissant mouvement d'opinion obligea l'Etat à se préoccuper de la question des accidents du travail, dont le nombre avait augmenté considérablement du fait du développement prodigieux du machinisme, et à édicter de nouveaux principes qui renversaient la charge de la preuve et établissaient la responsabilité du patron, responsabilité fondée non plus sur l'idée de faute, mais sur celle de risque inhérent au travail et considéré comme charge de l'industrie en contre-partie des bénéfices réalisés par celle-ci.

Dans ce domaine aussi des accidents du travail, le juge de paix a vu son rôle grandir considérablement, car la loi qui n'avait été faite au début que pour certaines

1. De Saint-Pol, *Compétence du juge de paix en matière d'accidents du travail*, p. 6.

industries, jugées dangereuses par le législateur, a été successivement étendue, par une série de lois, aux exploitations commerciales, forestières, agricoles, aux gens de maison, etc. La loi du 25 octobre 1919 a étendu le système à certaines maladies professionnelles, limitativement énumérées, notamment celles provoquées par les industries employant du phosphore, du plomb, de l'arsenic, du mercure.

Depuis la nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938, on peut dire qu'à peu près toutes les professions y sont assujetties, à condition qu'il existe entre l'employeur et le salarié, un contrat de louage de services. Cela nous montre l'extension énorme de la sphère d'application de la loi et par voie de conséquence du rôle qu'a à jouer le juge de paix en cette matière.

En 1898, on se demandait à quelle sorte de juridiction allait être confiée l'application de cette importante législation, pour laquelle la nécessité d'une procédure gratuite et rapide s'imposait impérieusement. Cette question donna lieu à de vifs débats devant le Parlement et à des discussions ardentes dans la doctrine.

Les pays étrangers qui nous avaient précédé dans cette voie avaient établi sur ce point des systèmes différents. L'Allemagne avait adopté une juridiction arbitrale avec égale participation de l'élément patronal et de l'élément ouvrier. Ses tribunaux arbitraux étaient composés d'un président choisi par le gouvernement et de quatre assesseurs dont deux élus par les représentants des patrons et deux par les représentants des ouvriers. Les décisions de ces tribunaux pouvaient être frappées d'appel devant une juridiction supérieure appelée l'Office d'assurances du Reich, siégeant à Berlin, ayant à sa tête un président désigné par le gouvernement, et composé en outre de deux membres permanents nommés eux aussi par le gouvernement et de huit membres temporaires dont quatre élus par le Conseil fédéral, deux par les Comités des corporations et deux par les délégués ouvriers.

En Autriche, les litiges relatifs aux accidents du travail étaient confiés à des tribunaux arbitraux, composés à peu près de la même façon qu'en Allemagne : on y trouvait un président choisi par le gouvernement et quatre assesseurs dont deux nommés par le gouvernement, un élu par des patrons, un élu par des ouvriers. Ces tribunaux jugeaient en dernier ressort, et leurs sentences n'étaient susceptibles d'aucune voie de recours, ce qui avait pour résultat d'amener des divergences profondes dans la jurisprudence.

En Norvège, les contestations nées des accidents du travail étaient soumises à un tribunal unique, siégeant à Christiania., et composé de sept membres dont trois désignés par le Roi, à savoir : un jurisconsulte remplissant les fonctions de président, un ingénieur et un médecin, puis deux patrons et deux ouvriers élus par la Chambre des députés. Le Danemark et la Suède possédaient un régime analogue à celui de la Norvège avec un Conseil unique d'assurance ouvrière à peu près semblable par sa composition et ses attributions à la juridiction norvégienne.

En Angleterre, tout litige relatif à l'application de la loi sur les accidents du travail était porté en principe devant une commission ayant qualité pour représenter le patron et ses ouvriers, mais en cas d'opposition de la part d'une des parties, le litige était tranché en dernier ressort par un arbitre unique désigné par les parties ou à défaut d'accord entre elles sur ce point, par le juge du tribunal du Comté.

Quant à l'Italie, elle avait confié le soin de trancher ces sortes de contestations aux tribunaux de droit commun.

En France, où la création de tribunaux arbitraux avait trouvé un grand nombre de partisans surtout dans les partis de gauche, cette question souleva à la tribune du Parlement des controverses assez vives. En juin 1893, la Chambre des députés avait voté le principe de la création d'un tribunal arbitral, composé du président

du Tribunal civil qui devait le présider et de six assesseurs dont trois patrons et trois ouvriers. Ces six derniers membres devaient être tirés au sort comme des jurés sur une liste préparée chaque année et qui ne pouvait comprendre que des chefs de service ou des ouvriers âgés de trente ans, sachant lire et écrire, résidant depuis deux ans au moins dans le canton et jouissant de leurs droits civils et politiques. Ce tribunal devait statuer en dernier ressort.

Plusieurs orateurs firent valoir que ce système aurait l'avantage de faire trancher des questions où souvent des connaissances techniques étaient indispensables ou du moins très utiles, par des professionnels.

Mais le Sénat, qui a toujours été assez méfiant à l'égard des innovations et qui s'est toujours montré irréductiblement partisan de l'unité de juridiction, se montra violemment hostile à ce projet et le repoussa, craignant que par esprit de classe les voix des deux groupes d'assesseurs ne se partagent constamment à égalité, sans rechercher objectivement et impartialement la solution équitable de chaque affaire, et qu'en fin de compte cela revienne à faire trancher les litiges par le président, c'est-à-dire par un juge unique, principe auquel le Sénat a toujours été opposé.

Finalement la Chambre des députés finit par se rallier au point de vue de la Haute Assemblée et par abandonner le projet primitif. La compétence pour les litiges relatifs aux accidents du travail fut donnée en partie au juge de paix et en partie au tribunal civil ou à son président. Il fut décidé que le juge de paix jugerait les contestations relatives aux indemnités journalières, aux frais funéraires, médicaux et pharmaceutiques, et que le tribunal civil aurait compétence exclusive pour les demandes de rentes.

Au Sénat, d'assez vives protestations se firent entendre contre l'étendue du pouvoir que la loi avait octroyé au juge de paix en cette matière, en lui donnant le droit de statuer en dernier ressort sur l'indemnité journalière,

surtout étant donné que les incapacités temporaires représentent environ 80 % des affaires de cette nature.

Mais la procédure devant le juge de paix présentait de tels avantages pratiques, surtout au point de vue de l'économie des frais et de la rapidité du jugement de ces litiges, qu'elle n'a jamais eu besoin d'être modifiée et qu'elle a toujours donné entière satisfaction.

La loi ayant partagé la compétence en ce qui regarde les affaires d'accidents du travail entre le juge de paix, le tribunal civil et son président, et certains de ces litiges notamment en matière d'incapacité permanente, chevauchant souvent sur les deux juridictions, il importe de bien délimiter le domaine respectif de chacune d'elles. Nous essaierons de faire ressortir le rôle propre que remplit le juge de paix en cette matière, et qui a été souvent mal dégagé. Nous verrons ainsi que la loi du 9 avril 1898 est une de celles qui ont le plus étendu les attributions des magistrats cantonaux : cette loi leur a donné en effet une compétence illimitée et en dernier ressort dans de nombreux cas ; de plus elle leur a confié l'instruction de procès qui doivent se dérouler devant des tribunaux supérieurs, et cette mission exigera d'eux un soin tout particulier. M. Pabon fait remarquer justement que : « C'est peut-être la première fois qu'une loi a institué, pour une même action, une procédure scindée en deux parties, la première suivie devant un magistrat instructeur appartenant à une autre juridiction et la seconde devant les tribunaux qui statuent sur le fond ¹. »

Nous nous efforcerons d'analyser le rôle exact du juge de paix dans cette matière, parfois difficile et complexe, des accidents du travail. Pour cela, nous examinerons d'abord quel est le juge compétent *ratione loci*, puis selon quelle procédure l'instance se déroule devant lui. Nous montrerons ensuite que ce magistrat doit, avant tout, déterminer si la loi du 9 avril 1898 est bien appli-

1. Pabon, *Traité théorique et pratique des justices de paix*, p. 3, n° 2652, tome III.

cable au cas qui lui est soumis, c'est-à-dire s'il est bien compétent *ratione materiæ*. Nous étudierons alors successivement son rôle en matière d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente. Nous examinerons ensuite, à part, la question des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires. Enfin nous consacrerons un dernier chapitre aux règles spéciales concernant les accidents du travail agricole.

Nous verrons ainsi que le juge de paix joue, dans le domaine des accidents du travail, un rôle de premier plan, qui constitue une des attributions les plus importantes et les plus délicates parfois de ce magistrat cantonal.

CHAPITRE PREMIER

COMPÉTENCE « RATIONE LOCI »

A quel juge de paix la loi a-t-elle donné compétence au point de vue territorial ? L'article 15 de la loi du 9 avril 1898 a décidé de confier, en principe, la charge de statuer en matière d'accidents du travail au juge de paix du canton où s'est produit l'accident.

Cette prescription de la loi est-elle d'ordre public et un autre juge saisi devrait-il se déclarer d'office incompétent ? La question est assez délicate à trancher : d'une part en règle générale, l'incompétence *ratione loci* n'est pas d'ordre public, le juge ne doit pas la prononcer d'office, et les parties peuvent y déroger soit expressément, soit tacitement en négligeant de soulever l'exception d'incompétence avant toute défense du fond ; d'autre part, en matière d'accidents du travail, l'article 30 de la loi de 1898 frappe de nullité toute convention contraire aux dispositions de cette loi, or en saisissant un juge de paix autre que celui du lieu de l'accident, il semble bien que les parties aient fait, au moins tacitement, une convention contraire à l'article 15 de la loi.

Les praticiens et les auteurs diffèrent d'ailleurs d'avis sur ce point, M. Pabon, dont l'autorité en matière de justice de paix est incontestée, estime qu'il s'agit d'une interdiction d'ordre public¹. M. Milhaud, est du même avis et nous dit que : « Pour toutes les contestations qui ont pour objet, soit l'indemnité temporaire, soit les

1. Pabon, *Traité théorique et pratique des justices de paix*, p. 136, n° 2844, tome III.

frais de maladie, soit les frais funéraires, il est absolument interdit aux parties de les porter devant un juge de paix autre que celui du lieu de l'accident et cette interdiction est d'ordre public¹. »

Par contre MM. Ronast et Givord sont d'une opinion exactement inverse et qu'ils expriment en ces termes : « Si un juge de paix incompétent était saisi d'une demande d'indemnité journalière, ou de frais accessoires, et si aucune exception n'était soulevée par le défendeur, il devrait statuer sur le litige et sa décision ne pourrait être critiquée du chef de la compétence². » M. Sachet partage lui aussi l'avis de ces auteurs éminents et estime que le juge ne doit pas se déclarer d'office incompétent, quand aucune exception n'est soulevée³.

Cette question est, à vrai dire, assez difficile à trancher, cependant, à notre avis, les termes impératifs dont s'est servi l'article 30 de la loi, qui stipule que « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit », semblent bien donner raison à l'opinion de MM. Pabon et Milhaud, qui sont tous deux des praticiens, riches d'expérience personnelle en matière de justice de paix. En effet, il n'est pas douteux que la prorogation de juridiction constitue une convention au moins tacite entre les parties, et que cette convention va à l'encontre des dispositions de l'article 15 de la loi de 1898 qui veut que seul le juge de paix du canton où s'est produit l'accident soit compétent. Aussi, à notre avis, l'interdiction faite aux parties de porter les contestations relatives aux accidents du travail devant un juge de paix autre que celui du lieu de l'accident, est d'ordre public, et un magistrat cantonal, irrégulièrement saisi

1. Milhaud, *Répertoire des justices de paix*, p. 623, n° 115, tome IV.

2. Rouast et Givord, *Traité du Droit des accidents du travail et des maladies professionnelles*, p. 350, n° 333.

3. Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, p. 115, n° 1119, tome II.

au point de vue territorial, doit se déclarer d'office incompétent.

Cette disposition de l'article 15 de la loi de 1898 constitue une grave dérogation au droit commun selon lequel le juge de paix compétent est celui du domicile du défendeur, suivant la vieille règle qui nous vient du droit romain *Actor sequitur forum rei*.

Cette atteinte à ce grand principe de procédure s'explique d'abord par un désir de favoriser l'ouvrier, victime d'un accident du travail, en lui évitant des frais de déplacement. De plus, le magistrat, étant sur place, pourra faire un examen plus précis des faits, surtout dans les accidents les plus graves où il procède à l'enquête, et pourra donner au litige une solution plus rapide.

Cependant cette règle, étant faite en faveur de l'ouvrier, ne saurait se retourner contre lui, aussi la loi a-t-elle apporté une dérogation au principe de la compétence exclusive du juge de paix du canton où s'est produit l'accident, en rendant exceptionnellement compétent le juge du canton où est situé l'établissement auquel est attachée la victime : en effet lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé l'établissement auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce canton peut devenir exceptionnellement compétent si la victime, ou ses ayants droit ont adressé à cet effet par lettre recommandée une requête au juge de paix du lieu de l'accident avant qu'il ait été saisi de la demande d'indemnité journalière ou de frais médicaux et pharmaceutiques ; ou avant qu'il ait clos l'enquête s'il s'agit d'une incapacité permanente. Cette disposition prévue d'abord en faveur des employés de chemin de fer, souvent victimes d'un accident loin du lieu de leur domicile, a été généralisée en 1905. Le juge de paix doit faire envoyer de suite un récépissé de la requête au requérant par le greffier, qui avise en même temps que le chef d'entreprise le juge de paix devenu compétent, et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le

dossier de l'enquête dès sa clôture, en avertissant les parties par lettre recommandée.

De même lorsque l'accident est survenu, à l'étranger ou aux colonies, à un ouvrier attaché à un établissement situé en France, le juge de paix compétent est celui du canton où est situé cet établissement, ou du dépôt auquel est attachée la victime. Ici le juge du lieu de l'accident est nécessairement dessaisi.

La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 a apporté dans la compétence *ratione loci* du juge de paix une modification en ce qui concerne les accidents survenus au personnel des entreprises de transport par eau maritime dans le cas où il est assujéti à la loi. L'article 11 de la nouvelle loi décide, en effet, que le juge de paix compétent est celui du siège de l'établissement ou du dépôt du chef d'entreprise.

La règle de la compétence du juge du lieu de l'accident ne vise que les litiges entre l'ouvrier blessé et le patron ; pour les contestations entre la victime et un tiers, par exemple l'auteur de l'accident, ou celles entre le patron et une autre personne que la victime, par exemple son assureur, le droit commun reprend son empire et c'est le juge de paix du domicile du défendeur qui est compétent.

Si dans un accident, il y a plusieurs victimes, les unes appelées à bénéficier de la loi de 1898, les autres placées sous l'empire du droit commun, il y aura plusieurs instances distinctes : l'une conforme à la loi de 1898 et qui devra donc être poursuivie devant le juge du lieu de l'accident ; l'autre suivie selon les règles de procédure du droit commun et ayant sa base dans un quasi-délit, dans ce dernier cas, ce sera le juge du domicile du défendeur qui sera compétent.

Mentionnons que c'est le juge de paix du domicile du patron, qui est chargé de convoquer ce dernier quand il ne paie pas la rente que le tribunal civil l'a condamné à verser à la victime, et d'enregistrer ses déclarations ou son refus de déclarations.

CHAPITRE II

PROCÉDURE

La loi du 9 avril 1898 a organisé la procédure à suivre devant le juge de paix qui a ici une compétence exceptionnelle. L'assistance judiciaire est accordée de plein droit à la victime ou à ses ayants droit, l'ouvrier n'a aucune formalité à faire pour cela et n'a pas besoin du visa du procureur de la République. Le demandeur n'a qu'à s'adresser au greffier de la justice de paix, qui enverra gratuitement le billet d'avertissement à comparaître en conciliation.

Comme c'est la règle en justice de paix, l'instance devra être précédée d'un préliminaire de conciliation, sauf si le défendeur est domicilié hors du canton. Le juge de paix peut aussi dans les cas requérant célérité, dispenser les parties de cette formalité préalable, toutefois il ne devra accorder cette dispense qu'avec la plus grande circonspection ; en effet, comme l'écrit fort justement M. Sachet : « Sans doute notre matière est de celles qui requièrent célérité, mais elle est aussi de celles pour lesquelles on doit s'efforcer d'amener les parties à un arrangement amiable. Aussi, nous semble-t-il conforme à l'administration d'une bonne justice que, à moins de circonstances exceptionnelles, les juges de paix rejettent toute requête tendant à une dispense de préliminaire de conciliation ¹. »

Les parties peuvent comparaître en personne, ce qui est préférable, ou se faire représenter par des man-

1. Sachet, p. 120, n° 1130, tome II.

dataires munis de leurs pouvoirs, mais le juge de paix ne devra accepter ces derniers que s'ils sont sérieux et honorables. Il est fréquent, malheureusement que des agents d'affaires peu scrupuleux exploitent les victimes, en se faisant consentir un pouvoir et en prélevant, à titre d'honoraires, une partie des indemnités accordées à la victime. M. Pabon n'hésite pas à conseiller aux magistrats cantonaux, qui s'apercevraient d'un trafic de cette sorte, d'exiger la comparution personnelle de l'ouvrier et de le mettre en garde : « Ecarter autant que possible les intermédiaires, nous dit-il, telle est la règle à suivre en matière d'accidents du travail ; le patron et l'ouvrier, mis en présence l'un de l'autre, s'entendront toujours mieux que, si, entre eux, viennent s'interposer des mandataires qui ont tout intérêt à les diviser ¹. »

A l'audience de conciliation, le juge de paix doit s'efforcer de mettre d'accord les parties, et, s'il y parvient, il dresse un procès-verbal de conciliation. Si, au contraire, il échoue dans sa tentative, il délivre à la victime un permis de citer le patron à la prochaine audience, permis qui devra mentionner l'assistance judiciaire. Le juge de paix doit également inviter le syndic de la Chambre des huissiers, à désigner celui de ses confrères qui sera chargé de prêter gratuitement son ministère à la victime et notamment de délivrer la citation. Notons d'ailleurs que, le plus souvent, le juge de paix se borne à délivrer à l'ouvrier un permis de citer pour l'huissier audiencier, en mentionnant sur ce permis qu'il s'agit d'un accident du travail. Le juge doit faire parvenir, en même temps, au receveur de l'enregistrement, un avis destiné à suppléer à l'envoi d'un extrait de la décision du bureau d'assistance judiciaire, formalité qui est prescrite en matière ordinaire.

La citation est signifiée au patron par les soins de la victime ou de ses ayants droit avec les délais de comparution ordinaires, tels qu'ils sont fixés par l'article 5

1. Pabon, p. 88, n° 2766, tome III.

du Code de procédure civile, à moins que le juge de paix n'ait autorisé un délai plus court.

L'audience publique se déroule conformément au droit commun. Les parties comparaissent en personne ou par mandataire. Le demandeur, ayant le bénéfice de l'assistance judiciaire, a droit au concours gratuit d'un avocat ou d'un avoué, qui doit venir se présenter à la barre s'il est domicilié dans la commune où se trouve le siège de la justice de paix, et qui dans le cas contraire, doit prodiguer ses conseils au requérant et l'assister dans la rédaction de ses conclusions.

Si les parties ne sont pas d'accord sur l'existence de l'accident, sur la durée de l'incapacité ou sur toute autre circonstance, le juge de paix a recours aux modes de preuve ordinaires et peut ordonner les mesures d'instruction qu'il jugera utiles, telles qu'une enquête, une expertise, une visite de lieux. Il devra, en tout cas, s'efforcer d'éviter tout retard dans la solution du litige et notamment d'imposer aux experts un bref délai pour déposer leur rapport. Même si le patron conteste l'applicabilité de la loi, le juge de paix ne doit pas se déclarer d'office incompétent et il a le droit de statuer sur l'exception, en vertu de la vieille règle, suivant laquelle

«le juge de l'action est juge de l'exception ». Ce n'est que s'il déclare l'exception fondée qu'il doit se déclarer incompétent ; sinon, il rend un jugement, rejetant l'exception et allouant une indemnité journalière, jugement qui sera en premier ressort, comme d'ailleurs toutes les fois que la compétence du juge de paix sera contestée.

Quand le juge de paix désigne un médecin-expert, il lui est interdit de choisir celui de l'entreprise où était employé l'ouvrier blessé ou de la compagnie d'assurance à laquelle est assuré le patron responsable de l'accident.

En cas d'intervention en garantie de la part de l'assureur du patron, sa demande en intervention ne pourra être introduite que par une citation, et non par simples conclusions à l'audience.

Le juge de paix rend son jugement dans la forme ordinaire : celui-ci sera en dernier ressort quand il s'agira des frais funéraires et de l'indemnité journalière ; il sera en premier ressort en matière de frais médicaux et pharmaceutiques, quand ces derniers seront supérieurs à 1.500 francs, et en dernier ressort quand ils seront inférieurs à ce chiffre. Remarquons que quand la compétence du juge de paix, l'applicabilité de la loi, la matérialité de l'accident, la qualité du demandeur, ou l'existence d'un contrat de louage de services seront contestées, le jugement du magistrat cantonal sera toujours en premier ressort .

Le juge de paix doit rendre sa décision dans les quinze jours de la demande. Il convient d'ailleurs de reconnaître que ce délai, qui est dépourvu de sanction, est assez peu observé dans la pratique.

Les jugements des juges de paix en la matière sont susceptibles des voies de recours ordinaires : opposition, appel, pourvoi en cassation. Le délai d'opposition à jugement par défaut, est, comme de coutume, de trois jours à partir de la signification, sauf cas exceptionnels où le juge peut relever le défaillant de la rigueur des délais. En principe la décision du juge de paix sur les frais funéraires, l'indemnité journalière et les frais médicaux et pharmaceutiques ne dépassant pas 1.500 francs, étant en dernier ressort, n'est pas susceptible d'appel, mais si, sur une telle demande, le défendeur avait soulevé une exception d'incompétence, en se fondant par exemple sur l'inapplicabilité de la loi de 1898, l'appel serait possible. De même, les jugements relatifs à des demandes de frais médicaux et pharmaceutiques, dépassant 1.500 francs sont susceptibles d'appel. Le délai d'appel est de quinze jours à dater de la décision du juge de paix, et ce délai part de la date même de la décision et non de sa signification, alors que le délai de droit commun en justice de paix pour l'appel est de trente jours. Les jugements en dernier ressort sont susceptibles du pourvoi en cassation pour excès de pouvoir ou

violation de la loi ; c'est ainsi qu'un pourvoi, critiquant le mode de calcul de l'indemnité journalière par le juge de paix est recevable. Le délai pour intenter ce pourvoi est, comme d'ordinaire de deux mois à partir de la signification du jugement attaqué.

Les actions que la loi de 1898 a données à la victime se prescrivent, aux termes de l'article 12 de la loi, par un an. La prescription peut d'ailleurs être interrompue par une reconnaissance du patron, admettant sa dette à l'égard de l'ouvrier.

Remarquons qu'aux termes de l'article 23 de la loi de 1898, la créance de la victime ou de ses ayants droit, relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'à l'indemnité temporaire est privilégiée et prend rang au numéro 6 parmi les privilèges généraux, énumérés par l'article 2101 du Code civil.

Nous avons examiné la marche de la procédure devant le magistrat cantonal, pour toutes les matières mises dans sa compétence par la loi sur le risque professionnel. Mais à côté de ces questions, les accidents du travail peuvent donner naissance, même indirectement, à des actions, ne rentrant plus dans la compétence exceptionnelle du juge de paix selon la loi de 1898, mais ressortissant à la compétence de droit commun de ce magistrat, c'est-à-dire qu'il peut connaître en dernier ressort jusqu'à 1.500 francs et en premier ressort jusqu'à 4.500 francs. C'est ainsi que l'action du médecin ou du pharmacien, choisi par le patron, contre ce dernier, en paiement de ses honoraires ou fournitures, ne pourra être soumise au juge de paix que si la somme réclamée ne dépasse pas 4.500 francs, et sera soumise à la prescription de droit commun de deux ans. De même, quand c'est un tiers qui a causé l'accident, la victime, outre l'action qu'elle a contre son employeur en paiement de l'indemnité journalière et qui doit s'exercer conformément à la procédure de la loi de 1898, a une autre action, en vertu de l'article 1382 du Code civil, contre l'auteur de l'accident, en réparation du préjudice subi, action

qui suit les règles de la procédure ordinaire et qui doit, notamment, s'intenter devant le juge du domicile du défendeur, suivant le droit commun. De son côté, le patron a aussi le droit d'exercer une action contre le tiers pour se faire indemniser des sommes déboursées par lui par suite de l'accident causé par ce tiers, et cela suivant les règles du droit commun.

CHAPITRE III

DÉTERMINATION DE LA COMPÉTENCE « RATIONE MATERIAE »

La compétence spéciale exceptionnelle dont la loi du 9 avril 1898 a investi le juge de paix ne lui permet de statuer en cette matière que quand les parties se trouvent dans les cas prévus par cette loi. Aussi toutes les fois que le patron défendeur soutient que la loi ne lui est pas applicable, en prétendant soit qu'il n'y a pas eu accident, soit que l'incapacité de travail est due uniquement à une maladie ou à un cas de force majeure, soit que le demandeur n'était plus à son service lorsqu'il a été blessé, il y a là une contestation implicite de la compétence *ratione materiae* du juge de paix, et celui-ci ne pourra statuer qu'en premier ressort, alors même que le défendeur n'aurait pas soulevé de façon expresse l'incompétence du juge de paix. En effet la décision que rendra le juge sur ce point est une décision de compétence, car, comme le font remarquer MM. Rouast et Givord : « Contester que l'accident soit soumis à la loi de 1898, c'est en effet contester la compétence du juge de paix, puisque la condition préalable pour qu'il soit saisi d'un litige relatif à l'incapacité temporaire ou aux frais divers prévus à l'article 15, est que ces diverses indemnités soient réclamées en vertu des lois sur le risque professionnel ¹. » Il s'agit donc ici d'une véritable exception d'incompétence, sur laquelle le juge de paix doit d'abord statuer avant tout : c'est ce qu'il fera en se

1. Rouast et Givord, p. 356.

prononçant soit sur la réalité de l'accident ou de la maladie, soit sur le point de savoir s'ils sont soumis à la loi de 1898.

M. Sachet fait même remarquer, lui aussi, que « comme l'incompétence *ratione materiæ* est d'ordre public et peut être soulevée pour la première fois en appel, tout jugement rendu sur le fond par un juge de paix est susceptible d'appel sur la compétence, c'est-à-dire sur une des causes d'inapplicabilité de la loi de 1898, même si aucune exception d'incompétence n'a été proposée devant le juge de paix. Il en est ainsi notamment si l'appel conteste à la victime de l'accident sa qualité de bénéficiaire de la loi ¹ ».

Avant la nouvelle loi de 1938, le juge de paix devait en outre examiner s'il s'agissait d'une profession assujettie à la législation sur le risque professionnel, car la loi de 1898, qui avait seulement voulu protéger l'ouvrier dans les travaux les plus dangereux et dont les dispositions constituaient une exception au droit commun de la responsabilité, énumérait limitativement les entreprises soumises à ses dispositions, notamment les usines, les manufactures et les entreprises du bâtiment. La Cour de cassation avait d'ailleurs décidé que l'énumération de la loi n'était pas limitative et qu'elle visait toutes les entreprises industrielles à l'exclusion des exploitations commerciales. Puis toute une série de lois successives étendit le bénéfice de cette législation aux exploitations commerciales, agricoles, forestières, aux travaux des gens de service, aux maladies d'origine professionnelle, etc.

Nous verrons que depuis la loi du 1^{er} juillet 1938, le juge de paix n'a plus à s'occuper de savoir s'il s'agit d'une profession assujettie, car, non seulement elles le sont toutes, mais peu importe qu'on exerce ou non une profession, le nouveau critérium de la loi réside dans le louage de services : l'article 1^{er} de celle-ci accorde,

1. Sachet, p. 102, n° 1102, tome II.

en effet, « une indemnité à la charge de l'employeur quel qu'il soit » à quiconque aura prouvé qu'il exécutait un contrat de louage de services.

Avant toute chose, le juge de paix devra donc désormais, pour déterminer si la loi est applicable au cas qui lui est soumis, c'est-à-dire pour savoir s'il est compétent *ratione materiæ* ou si au contraire il doit se déclarer incompétent, examiner s'il y a eu accident du travail et s'il existe un contrat de louage de services, liant la victime au défendeur.

1. L'ACCIDENT DU TRAVAIL. — Si la loi du 9 avril 1898 dispense l'ouvrier ou ses ayants droit de prouver la faute du patron, ils restent néanmoins tenus, pour bénéficier des avantages de cette législation d'exception, de prouver le fait même de l'accident. L'accident du travail est, selon la définition si exacte qu'en ont donné MM. Rouast et Givord : « Un fait soudain et le plus souvent violent, qui est d'origine extérieure au travailleur auquel il cause préjudice par une lésion corporelle ¹. » Cette définition dégage bien les trois caractères essentiels de l'accident : la soudaineté, l'origine dans une cause extérieure à la victime et la lésion causée au corps humain.

La soudaineté déterminant la lésion est le plus souvent un choc, un traumatisme ; le caractère violent de l'accident n'est pas indispensable, c'est ainsi que la jurisprudence considère comme accident du travail la maladie du charbon, provoquée par la manipulation de peaux contaminées car ici la contamination est instantanée, de même que la brûlure provenant de la manipulation instantanée de substances corrosives. La soudaineté exigée exclut donc les maladies à incubation lente comme la typhoïde par exemple, dont il est difficile de déterminer la cause avec certitude. Ce caractère de soudaineté permet d'ailleurs de distinguer l'accident

1. Rouast et Givord, p. 99.

de la maladie, car celle-ci suppose une action prolongée sur l'organisme, tandis qu'en principe, l'accident est dû à une cause instantanée provoquant une lésion corporelle immédiate. A part les maladies d'origine professionnelle énumérées par la loi du 25 octobre 1919 et par celle du 1^{er} janvier 1931, les maladies pouvant survenir aux ouvriers, n'engagent pas la responsabilité du patron, sauf s'il s'agit d'une maladie qui s'est déclarée soudainement dans l'exercice du travail et ayant un lien si étroit avec celui-ci que sans lui, elle n'aurait pas pris naissance, comme par exemple les maladies se déclarant à la suite d'un effort de l'ouvrier, telles que un lumbago, une hernie de force, une rupture de varices, etc.

L'aggravation d'une maladie constitutionnelle dont peut être atteint l'ouvrier, si cette aggravation est due au travail, est considérée également comme un accident : c'est ainsi que la prédisposition à la hernie, ne serait pas de nature à exclure l'indemnité, si cette affection s'est révélée au travail.

L'accident est un fait d'origine extérieure à celui qui en est victime : cet élément extérieur peut être une machine, un outil, un animal, un homme ; ce peut être une chute, une explosion.

L'accident est enfin un fait causant une lésion au corps humain : il faut que l'ouvrier établisse entre l'accident et la lésion dont il se plaint une relation de cause à effet.

Nous venons de déterminer les caractères essentiels de l'accident, mais pour que notre loi lui soit applicable, il faut qu'il s'agisse d'un accident du travail au sens de la loi, c'est-à-dire survenu par le fait ou à l'occasion du travail, « en quelque lieu que celui-ci s'effectue » ajoute l'article 1^{er} de la nouvelle loi de 1938. Il faut donc que la blessure soit la conséquence du travail : il en est ainsi pour un maçon blessé par l'écroulement d'un mur qu'il construit, pour un charpentier qui tombera d'une échelle au cours de son travail. Au contraire, si l'ac-

cident n'a aucun rapport avec le travail, si par exemple il est survenu à l'ouvrier à son domicile, au cours d'un travail purement personnel, le patron ne peut en être rendu responsable.

Donc pour que la victime soit protégée par la loi, l'accident doit être survenu au temps et au lieu du travail. Mais ces deux conditions nécessaires, sont aussi suffisantes, et il n'est pas indispensable que l'accident se rattache d'une façon étroite au travail : en effet la notion d'accident survenu « à l'occasion du travail » est large et permet d'étendre de plus en plus la protection de la loi à tous les accidents qui se rattachent si indirectement que ce soit à celui-ci : c'est ainsi que l'ouvrier, blessé par un camarade de chantier ou d'atelier au cours d'une rixe ayant une cause étrangère au travail, sera considéré comme victime d'un accident du travail ; il en sera de même pour l'ouvrier blessé en se rendant à ses occupations sur un véhicule appartenant au patron. Dans tous les cas, le juge de paix devra considérer ces accidents comme rentrant dans les prévisions de la loi.

La jurisprudence est d'ailleurs de plus en plus large sur ce point : c'est ainsi qu'ont été considérés comme victimes d'accidents du travail, bien que l'accident fut sans rapport avec celui-ci : le chauffeur d'un particulier qui après avoir conduit son maître en un lieu où il devait venir le reprendre, s'est absenté, avec la voiture, sur l'autorisation expresse de celui-ci pour aller voir sa mère et a été mortellement blessé au retour en accomplissant le parcours qu'il devait suivre pour rejoindre son maître¹ ; ... le journalier qui conduisait pour le compte de son patron une charrette chargée de fumier et qui, sans abandonner son attelage, s'est éloigné légèrement pour jeter des boules de neige à un camarade, a glissé sous les roues d'un camion et a eu la jambe fracturée² ; ... l'ouvrier employé sur un bateau qui a, le

1. Civ., 2 août 1934, D. H., 1934, 489.

2. Req., 3 décembre 1934, D. H., 1935, 33.

travail terminé, prolongé de quelques minutes son séjour sur le bateau pour ses besoins personnels et qui, à ce moment, a été victime d'un accident ¹.

Nous avons vu que la loi exige que l'accident se soit produit au lieu du travail. Nous retrouvons ici le critérium de subordination, car on considère que l'ouvrier est au lieu du travail dès qu'il est sous l'autorité du patron, c'est-à-dire dès le moment de son entrée dans l'usine ou ses dépendances jusqu'au moment de sa sortie : aussi l'ouvrier qui est frappé d'une insolation dans son chantier ; la bonne à tout faire qui va au marché ; le domestique même retiré dans sa chambre, sont protégés par la loi s'il leur arrive un accident.

Il existe des cas assez délicats où le lieu du travail est plus difficile à déterminer, tel est par exemple celui du voyageur de commerce, qui se déplace constamment, et qui selon l'expression de M. Sicot « se trouve en réalité en permanence sur le lieu du travail, où qu'il soit, tant qu'il visite sa clientèle ² ». La jurisprudence lui accorde très libéralement la protection de la loi, même dans des cas, où l'accident n'a que des rapports très vagues et indirects avec son travail.

Le nouveau texte de 1938, par ces mots : « en quelque lieu que celui-ci s'effectue », a voulu bien marquer que la loi n'exigeait plus que l'ouvrier travaille sous la surveillance immédiate et effective du patron. Il suffit que le lien de subordination existe, alors même que l'ouvrier travaille hors des chantiers.

Comme nous l'avons dit, la nouvelle loi a laissé à l'ouvrier demandeur la charge de prouver l'existence de l'accident, mais la Cour de cassation a élaboré à ce sujet, une nouvelle théorie jurisprudentielle, à laquelle on a donné le nom de théorie de la « présomption d'imputation », et qui est surtout importante en matière de

1. Civ., 6 mars 1935. D. H., 1935, 253.

2. Sicot, p. 37, *La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 sur les accidents du travail*.

mort subite survenue au temps et au lieu du travail. La Cour de cassation a établi cette théorie dans un arrêt célèbre de ses Chambres réunies, où il est dit notamment : « Toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant de cet accident ¹. »

Cela signifie donc qu'une lésion survenue pendant le travail est présumée avoir été causée par l'accident. Mais M. Gazier, dans son magistral commentaire sur la loi nouvelle voit aussi dans ces termes de l'arrêt de la Cour suprême, une seconde présomption : « Il faut en conclure, écrit-il, que non seulement la lésion qui se produit pendant le travail est présumée la conséquence de l'accident, mais que la lésion elle-même fait présumer l'accident ². »

Comme nous le fait remarquer le même auteur, cette seconde présomption est affirmée aujourd'hui par une jurisprudence très ferme de la Cour de cassation, qui considère que l'apparition d'une lésion pendant le travail ou à l'occasion de celui-ci crée la présomption qu'il y a eu accident.

Cette double présomption peut être combattue par la preuve contraire : ainsi en pareille hypothèse, l'accident demeurera à la charge du patron, à moins qu'il ne parvienne à prouver que le travail n'a joué aucun rôle dans la lésion de la victime. En réalité, le fardeau de la preuve se trouve ainsi déplacé, et il s'agit bien là d'un revirement complet de la jurisprudence en la matière.

M. Gazier nous donne plusieurs exemples de cette jurisprudence : « Cette jurisprudence, écrit-il, décide aujourd'hui qu'est présumée être la victime d'un accident du travail (toujours sous la réserve de la preuve

1. Chambres réunies, 7 avril 1921, *Bull. civ.*, n° 61, S., 1921, 1, 81, D., 1936.

2. Gazier, p. 95, n° 119, *Commentaire de la loi du 1^{er} juillet 1938 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.

contraire)... le charretier trouvé mort à côté de son tombereau, le carrier frappé mortellement en déplaçant un bloc de pierre, l'ouvrier d'une filature découvert décédé au bas d'un escalier, le chauffeur décédé à côté de la chaudière qu'il surveillait, le manœuvre mort en déchargeant des rails, l'encaisseur succombant dans la rue au cours de sa tournée, et ce qui donne à ces décisions de la Chambre civile toute leur portée juridique, c'est que dans ces différentes espèces... les médecins avaient conclu que la cause de la mort demeurerait inconnue ¹. »

Ces décisions de la jurisprudence montrent bien la volonté de celle-ci d'étendre d'une façon de plus en plus large la notion d'accident du travail et d'accorder de plus en plus libéralement le bénéfice de la protection de la loi.

2. LES PROFESSIONS ASSUJETTIES ET LE CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICE. — Nous avons vu que la loi du 9 avril 1898, qui fut modifiée par des lois successives, énumérait les professions assujetties à son empire. L'article premier de la loi sur le risque professionnel stipulait en effet que les accidents du travail donnaient lieu à l'application de la loi, lorsqu'ils se produisaient dans une entreprise assujettie. Tel était le cas pour les entreprises du bâtiment ou de transport, les usines, les manufactures, les chantiers, les magasins publics, les mines, minières et carrières. Alors que le législateur de 1938 a cherché à étendre le plus possible le domaine de la loi, celui de 1898 méfiant à l'égard des répercussions économiques de la loi, avait restreint son champ d'application aux industries qui lui paraissaient dangereuses. Le rapporteur au Sénat de la Commission de législation civile, M. Gasnier-Duparc a bien résumé l'état d'esprit du législateur de 1898 et les motifs qui l'ont guidé, quand il s'est exprimé de la façon suivante : « La nomenclature des

1. Gazier, p. 97, n° 123.

professions assujetties avait sa raison d'être en 1898, c'était la première loi française sur la matière, le législateur innovait. Il voulait faire preuve d'une grande prudence, il s'engageait sur un terrain inconnu et mouvant, il était inquiet des conséquences que la loi pouvait engendrer. Telle est la raison de son souci d'indiquer d'une façon précise, les professions limitées auxquelles le risque professionnel devait s'appliquer. Il avait peur d'aller trop loin et il voulait tracer avec soin les limites qu'il ne fallait pas dépasser. Comme il avait été impressionné surtout par les accidents causés par les machines, il voulait en réalité restreindre au machinisme l'application de la loi nouvelle, d'où la nomenclature des professions ¹. »

On s'était demandé si la loi du 9 avril 1898 avait voulu donner une énumération limitative ou non des professions assujetties, mais la Cour de cassation a estimé que la loi avait entendu viser toutes les industries quelles qu'elles fussent.

Malgré cette jurisprudence de la Cour suprême, qui manifestait en l'espèce une haute compréhension sociale, beaucoup de salariés ne bénéficiaient pas des bienfaits de la législation sur le risque professionnel, aussi toute une série de lois sociales vint combler ces lacunes en étendant la protection de la loi aux exploitations commerciales, agricoles, forestières, aux gens de maison, aux maladies d'origine professionnelle, etc.

Néanmoins, malgré cette extension considérable du domaine de la loi du 9 avril 1898, certaines professions continuaient à demeurer exclues de la protection légale : notamment les professions libérales n'y étaient pas assujetties, ainsi les clercs, secrétaires, dactylographes, précepteurs ne bénéficiaient pas de l'application de la loi.

La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 a voulu étendre

1. Sénat, Séance du 31 mars 1938, *Journal Officiel*, 1^{er} avril 1938. Sénat, *Débats parl.*, p. 435.

ses bienfaits à tous les salariés et a décidé que toute personne, liée à un employeur par un contrat de louage de services pourrait se prévaloir de la législation sur le risque professionnel, c'est pourquoi son article premier a supprimé toute énumération de professions assujetties. A ce propos, M. Gazier fait remarquer avec justesse que le terme « chef d'entreprise » que la loi continue d'employer dans certains articles, n'a plus sa raison d'être et qu'il devrait être remplacé par celui d'employeur, puisqu'il n'est plus nécessaire depuis la nouvelle loi, qu'il s'agisse d'une entreprise industrielle ou commerciale.

Le rapporteur de la Commission législation civile du Sénat, M. Gasnier-Duparc, a d'ailleurs parfaitement indiqué lors de la discussion du projet de loi devant la Haute Assemblée, quel était le but du législateur qui voulait étendre de plus en plus le champ d'application de la loi : « Les conséquences de la loi de 1898, disait-il, ont été heureuses et nous voulons qu'elle s'applique à tous les salariés, notre souci est d'empêcher que le domaine en soit rétréci. Nous voulons que toute personne figurant dans un contrat de travail puisse invoquer le principe du risque professionnel. Il suffit donc que l'article premier mentionne le contrat ¹. »

Il suffit donc désormais d'un contrat de louage de services pour bénéficier des dispositions de la législation sur le risque professionnel, c'est ce que M. Gasnier-Duparc a expliqué très explicitement en ces termes : « Qu'avons-nous dit ? que pour engager la responsabilité patronale en matière d'accident du travail, il suffit d'un contrat. Les parties à ce contrat sont d'une part un patron, un employeur, un maître, d'autre part, un ouvrier, un employé, un domestique. La matière du contrat ? Un travail à accomplir ayant comme contrepartie un salaire. Entre les parties ainsi dénommées une dépendance que la jurisprudence a déjà définie et

1. Sénat, Séance du 31 mars 1938, *J. O.*, 1^{er} avril 1938. Sénat, *Déb. parl.*, p. 435.

qu'elle pourra continuer à définir. Et c'est tout. Peu importe la nature du travail, qu'il soit manuel ou intellectuel ; peu importe la constitution des parties, qu'elles soient des personnes morales ou des personnes physiques ; peu importe leurs qualités, qu'elles soient commerciales ou industrielles ; peu importe qu'elles exercent une profession libérale ou même qu'elles soient de simples particuliers ¹. »

Il résulte donc des dispositions de la loi nouvelle que les personnes exerçant des professions libérales comme les architectes, les avocats, les chefs d'institutions d'enseignement, les chirurgiens, les dentistes, les hommes de lettres, les ingénieurs, les journalistes, les médecins, les officiers publics tels que les notaires, les greffiers ; les officiers ministériels tels que les avoués, les huissiers, les commissaires-priseurs ; les peintres, les sculpteurs, les vétérinaires, etc., sont assujettis à la loi sur le risque professionnel à l'égard des salariés qu'ils emploient. Le législateur de 1938 a entendu en effet faire bénéficier des dispositions de la loi tous les travailleurs aussi bien intellectuels que manuels et c'est là une mesure de justice et d'équité qui s'imposait d'une façon particulièrement urgente. Ainsi donc désormais les secrétaires, commis, clercs, dactylographes, sténographes, précepteurs, institutrices, professeurs d'écoles privées, interprètes, externes ou internes des hôpitaux ou des cliniques sont compris dans le champ d'application de la loi sur les accidents du travail, s'ils sont liés à leur patron par un contrat de louage de services.

On s'est demandé à propos de cet assujettissement des professions libérales à la loi, si le médecin pouvait en être le bénéficiaire quand il donne ses soins à un malade ou qu'il est attaché par un contrat à une clinique, mais la jurisprudence a décidé qu'il ne s'agissait pas là d'un contrat de louage de services, mais d'un contrat *sui*

1. Sénat, Séance du 31 mars, *J. O.*, 1^{er} avril 1938. Sénat, *Déb. parl.*, p. 435.

generis, et que par conséquent il n'était pas protégé par la loi.

Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, les établissements du culte n'étaient assujettis à la loi que pour leur personnel domestique, ce qui excluait donc du champ d'application de la loi, par exemple les chantres, les organistes, les maîtres de chapelle ; depuis la loi nouvelle tout le personnel lié par un contrat de louage de services bénéficie des dispositions de la loi.

Le personnel des théâtres et cinémas est de même protégé par la loi à condition qu'il soit lié par un contrat de louage de services : ce contrat est caractérisé par le lien de subordination qui unit les salariés à leurs employeurs : c'est ainsi que les figurants, les machinistes, les décorateurs, les ouvreuses, les metteurs en scène sont incontestablement protégés par la loi, tandis que de grands et célèbres artistes, au talent original et personnel et pour lesquels aucun lien de subordination ne saurait se concevoir vis-à-vis des directeurs, échappent très certainement à l'empire de notre loi.

Aux termes de la loi du 9 avril 1898, seuls les entrepreneurs étaient soumis à la loi, le particulier n'y était pas assujetti, quand il employait des ouvriers pour son propre compte et s'il leur arrivait un accident, il n'en devait la réparation que selon le droit commun. Ainsi un propriétaire qui faisait exécuter des travaux à son immeuble n'était pas soumis aux dispositions de la loi. La Cour de cassation avait jugé dans ce sens qu'un ingénieur qui faisait construire pour son usage personnel un garage, sur un terrain lui appartenant, par des ouvriers qu'il avait embauchés et qui travaillaient sous sa direction, n'était pas assujetti à la loi à l'occasion d'un accident survenu à l'un de ceux-ci. La Cour suprême estimait qu'en l'espèce, c'était le droit commun qui devait s'appliquer.

Au contraire depuis la nouvelle loi de 1938, peu importe qu'un travail soit exécuté par un particulier ou un professionnel, peu importe la nature de la besogne

à effectuer, peu importe la qualité de la personne qui le fait exécuter, dès qu'il y a contrat de louage de services, il y a assujettissement à la loi. C'est ainsi que si un particulier effectue le déménagement de ses meubles avec l'aide d'un ouvrier qu'il a engagé dans ce but, et s'il arrive un accident à cet ouvrier, notre législation s'appliquera alors que sous l'empire de la loi de 1898 c'eût été le droit commun qui eût régi la matière. De même seront assujettis au risque professionnel les particuliers occupant des ouvriers, dans leur domicile privé, à des travaux de construction, d'installation et de réparation.

Ainsi donc il suffit qu'un contrat de louage de services existe entre un particulier et un tiers pour que ce particulier soit responsable de tous les accidents qui pourront survenir à ce tiers dans l'exécution de ce contrat de travail. Comme l'a fait remarquer, lors de la discussion au Sénat, un des plus éminents juristes de la Haute Assemblée, M. le sénateur Louis Linyer : « Ce nouveau principe est de nature à entraîner une véritable révolution dans les rapports que les particuliers établissent quelquefois avec des tiers ¹. »

Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, seules les collectivités ayant un caractère commercial étaient assujetties à la législation sur le risque professionnel, ainsi les employés des coopératives de consommation qui ne recherchaient aucun bénéfice, ceux des établissements hospitaliers, scientifiques, charitables, des syndicats professionnels, des sociétés civiles et sportives, ne bénéficiaient pas de la protection de la loi ; au contraire depuis la nouvelle loi de 1938, ces diverses catégories de salariés sont protégés, comme cela a été expressément stipulé lors de la discussion de la loi et on n'a plus à se préoccuper de savoir si le but poursuivi par la société est commercial ou civil : il suffit qu'elle soit liée à des

1. Sénat, Séance du 1^{er} avril 1938, *J. O.*, 2 avril 1938. *Déb. parl.*, Sénat, p. 465.

employés par un contrat de louage de services. Ainsi donc sont dorénavant assujettis au risque professionnel des groupements comme les sociétés coopératives, les sociétés de constructions à bon marché, les établissements d'assistance, les colonies de vacances, les cercles, les syndicats d'initiative, les syndicats professionnels, etc.

Quid des fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes ? Les fonctionnaires du cadre permanent sont liés à l'Etat non pas par un contrat de louage de services, mais par un contrat de droit public, qui les fait bénéficier d'avantages encore plus considérables que ceux qui sont procurés par la législation sur le risque professionnel. Ils sont exclus de la protection de la loi du 1^{er} juillet 1938 et sont uniquement régis par la loi du 14 avril 1924 qui a remplacé la loi du 9 juin 1853.

Au contraire, les agents ou sous-agents du cadre auxiliaire, les employés et ouvriers, liés à la collectivité publique par un contrat de louage de services ne sont pas soumis à la loi du 14 avril 1924, mais sont protégés par la loi sur les accidents du travail.

Tous les fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes, qui bénéficient de pensions de retraites ou de pensions d'invalidité organisées par une loi sont donc exclus du bénéfice de la loi de 1898. Par contre tous les employés ou ouvriers qui jouissent seulement d'un statut municipal restent protégés par la législation sur les accidents du travail, car comme le fait très justement remarquer M. Gazier : « La loi de 1898 est une loi d'ordre public, et si une autre loi peut bien déroger à ses dispositions, un arrêté municipal ne saurait avoir un tel effet ¹. »

En somme, le personnel des collectivités publiques n'est exclu de la législation sur le risque professionnel qu'à la condition expresse qu'il soit protégé par des lois,

1. Gazier, p. 46, n° 59.

ordonnances ou règlements lui assurant la réparation des accidents dont il pourrait être victime dans l'exercice de sa profession ; dans le cas contraire, il est protégé par la loi de 1898.

Les fonctionnaires, non liés par un contrat de louage de services, mais liés par un contrat de droit public, comme par exemple les sapeurs-pompiers, les agents de police, les gardes champêtres ne peuvent pas bénéficier de la loi de 1898.

Si le personnel de toutes les entreprises de transports, et notamment de transports fluviaux a toujours été soumis à la loi de 1898, par contre le personnel des entreprises maritimes échappait totalement à la protection de la législation sur le risque professionnel. Les inscrits maritimes étaient protégés par une loi du 23 avril 1898. Mais la loi du 12 avril 1906, qui étendait à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi de 1898, vint faire tomber sous l'empire de cette loi toutes les entreprises maritimes à caractère commercial, ce qui était le cas pour la plupart d'entre elles. Remarquons qu'en pareil cas, c'est le juge de paix du siège de l'établissement ou du dépôt du chef d'entreprise qui est compétent ; l'article 11 de la nouvelle loi stipule en effet que « toutes contestations relatives aux accidents survenus au personnel des entreprises de transports par eau maritime, seront soumises à la juridiction compétente dans le ressort du port d'attache du navire, le juge de paix compétent étant celui du siège de l'établissement ou du dépôt du chef d'entreprise ».

Depuis la loi du 18 juillet 1937, il est admis que les conventions qui lient des industriels et commerçants aux voyageurs de commerce sont des contrats de louage de services, lorsque ces voyageurs exercent d'une façon exclusive leur métier sans faire aucune opération pour leur compte personnel et sont liés aux entreprises qu'ils représentent par un contrat indiquant les conditions de leur travail et de leur salaire. C'est pourquoi la législation sur le risque professionnel sera applicable à

tous les accidents dont pourront être victimes dans leur travail les voyageurs et représentants de commerce. On entend par accident survenu dans le travail pour cette catégorie de travailleurs celui qui se produit au cours des déplacements et visites faits conformément aux stipulations de leur contrat. C'est ainsi que la jurisprudence considère comme un accident du travail celui qui est survenu à un représentant de commerce à l'hôtel, ou bien en entrant ou en sortant de l'hôtel.

Mais une difficulté peut se présenter : si un accident survient à un voyageur de commerce au cours d'un déplacement effectué pour le compte de plusieurs maisons à la fois, lequel des employeurs sera responsable ? Depuis le décret du 7 avril 1938, il n'y a plus à rechercher si le voyage au cours duquel s'est produit l'accident est effectué pour le compte de tel ou tel employeur, car l'obligation de réparer les conséquences de l'accident incombe solidairement à tous les chefs d'entreprise, sauf la possibilité qu'ils ont d'exercer un recours entre eux d'après les règles du droit commun. Ainsi donc l'accidenté aura, grâce à cette solidarité entre employeurs, la possibilité de réclamer les indemnités légales à n'importe lequel des patrons pour lesquels il travaillait au moment de l'accident. Remarquons d'ailleurs que tout employeur a la possibilité de se dégager de cette obligation solidaire en donnant mandat à son voyageur ou représentant de conclure pour son compte une police d'assurance, garantissant le paiement des rentes et indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898. Les primes de cette police sont remboursées au souscripteur par chaque employeur, proportionnellement au chiffre du salaire versé par chacun d'eux.

Ainsi donc, comme nous venons de le voir, à part certains cas spéciaux comme celui des fonctionnaires publics, depuis la nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938, le juge de paix n'a plus besoin de rechercher s'il se trouve en présence d'une profession assujettie à la loi, puisqu'elles le sont toutes et que le critérium de la nouvelle loi

réside dans l'existence d'un contrat de louage de services. Ce nouveau critérium de la loi de 1938, qui attache une importance primordiale au lien de subordination, semble bien d'ailleurs donner raison à la théorie soutenue avec tant de talent par MM. le professeur Rouast et Givord, dans leur magistral *Traité du Droit des Accidents du Travail*, qui estiment que notre législation sur les accidents du travail est fondée non pas sur le risque professionnel, mais plutôt sur le risque d'autorité. Comme le font remarquer ces juristes éminents « l'autorité entraîne la responsabilité », elle « est une source de risques » : en effet le contrat de travail place l'ouvrier sous la dépendance du patron ; le salarié doit travailler au temps, au lieu et avec le matériel prescrits par le patron, aussi est-il juste que celui-ci supporte les risques d'accident que comporte le travail fait sous sa direction.

Il semble bien que ces idées aient influencé fortement le législateur de 1938, nous en trouvons la preuve dans les dispositions de l'article 1^{er} de la nouvelle loi qui accorde « une indemnité, à la charge de l'employeur quel qu'il soit, à quiconque aura prouvé par tous les moyens qu'il exécutait à un titre quelconque, même d'essai ou d'apprentissage, un contrat valable ou non de louage de services ».

Ce critérium du louage de services est basé sur le lien de subordination qui unit la victime de l'accident à celui qui en est responsable. C'est ce qu'a, du reste, bien exprimé M. le sénateur Georges Pernot quand il est intervenu lors de la discussion au Sénat de la loi, en disant que « du moment qu'il y a un lien contractuel, établissant le caractère de subordination, la loi sur les accidents du travail doit jouer, et que par conséquent toute énumération est superflue ¹ ».

Dans le même sens et au cours de la même séance, M. le sénateur Linyer a bien souligné, lui aussi, l'idée

1. Sénat, Séance du 31 mars 1938, *J. O.*, 1^{er} avril 1938.

directrice qui a inspiré la nouvelle loi. L'éminent parlementaire s'est exprimé en ces termes : « La grande nouveauté de la loi actuelle c'est qu'elle substitue à la théorie du risque professionnel celle du risque de louage de services en ce sens qu'il suffit pour que l'accidenté soit couvert par la loi, qu'il prouve qu'il y avait entre le patron et lui-même un louage de services ¹. »

Lors de cette même discussion devant la Haute Assemblée, le ministre du Travail, M. Albert Sérol, a tenu, lui aussi, à bien marquer l'importance essentielle attachée par le législateur au lien de subordination pour l'applicabilité de la loi ; il s'est exprimé en effet en ces termes : « Pour que la loi soit applicable, il faut à la base un contrat de louage de services ; ne peut être bénéficiaire de la loi que celui qui travaille pour le compte d'autrui et sous sa dépendance... le critérium du louage de services, c'est le lien juridique de subordination qui doit unir la victime de l'accident à celui qui en est déclaré responsable ². »

Le ministre alla même plus loin et lors de cette même discussion devant le Sénat, il émit le vœu que la jurisprudence se montrât encore plus extensive en adoptant un critérium plus large encore que celui qui avait été adopté par le législateur : celui de la dépendance ou subordination économique. Mais ce souhait du ministre souleva les plus vives critiques sur les bancs de la Haute Assemblée et le Sénat se refusa à suivre le ministre dans cette voie. Le texte de la nouvelle loi maintient formellement la nécessité d'un contrat de travail, c'est-à-dire d'un lien juridique de subordination et d'autorité. Dans une remarquable intervention, M. le sénateur Georges Pernot avait d'ailleurs adjuré le Sénat de ne pas modifier le critérium existant afin de ne pas

1. Sénat, Séance du 1^{er} avril 1938. *J. O.*, 2 avril 1938. *Déb. parl.*, Sénat, p. 465.

2. Sénat, Séance du 31 mars 1938. *J. O.*, 1^{er} avril 1938. *Déb. parl.*, Sénat, p. 430.

multiplier les procès. Le sénateur du Doubs s'était exprimé en ces termes : « M. le ministre du Travail, tout en reconnaissant qu'il ne voulait pas demander aujourd'hui une modification du texte proposé, a suggéré en quelque sorte à la jurisprudence, une extension du champ d'application de la loi. Il a formulé le vœu ardent qu'au critérium de la dépendance juridique, on substituât le critérium de la dépendance économique. Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous indiquer le grave danger que présenterait une pareille conception et de mettre les tribunaux en garde contre les indications que vous avez données avec l'autorité qui s'attache à vos fonctions de ministre du Travail. Je crois, en effet, qu'il y a une grave erreur à prétendre vouloir assimiler la matière des accidents du travail à celles des assurances sociales... les deux notions sont tout à fait différentes. La loi des assurances sociales est une loi de prévoyance, tandis que la loi sur les accidents du travail est essentiellement une loi de responsabilité, professionnelle et patronale, qui suppose à la base un lien de subordination entre l'employeur et l'employé. Je supplie le Sénat de bien marquer sa volonté, affirmée par M. le rapporteur de la Commission de législation, que la loi ne s'appliquera que pour autant qu'on aura prouvé les rapports de subordination qui existent entre l'employeur et l'employé... Si vous maintenez le critérium de la jurisprudence, vous n'aurez pas de procès, car la jurisprudence est maintenant très fixe et tout à fait constante. Elle ne prête à aucune équivoque. Si au contraire on modifie d'une façon quelconque le texte qui a été admis jusqu'à présent par tous les tribunaux, si on substitue à la dépendance directe de subordination, la simple dépendance économique, on aura demain les pires difficultés. Je vous en supplie, Messieurs, ne multipliez pas les procès ¹. » Il est certain

1. Sénat, Séance du 31 mars 1938, *J. O. Déb. parl., Sénat*, p. 437.

que si seul un lien de dépendance économique avait été nécessaire pour l'application de la loi sur le risque professionnel, cela eût présenté des dangers certains, par suite du manque de précision de cette formule qui aurait laissé une marge d'appréciation trop large aux juges et qui aurait risqué d'aboutir à des solutions divergentes et à des injustices.

La jurisprudence récente s'est d'ailleurs prononcée clairement sur ce point et s'est attachée formellement dans ses décisions, au critérium du lien juridique de subordination. C'est ainsi qu'il a été décidé que pour le personnel du théâtre, sont seuls protégés ceux qui sont sous la subordination et l'autorité du directeur de l'établissement, tandis que les artistes faisant preuve d'un talent personnel et original ne le sont pas.

Le contrat de louage de services qui entraîne obligatoirement l'application de la législation sur le risque professionnel ne doit pas être confondu avec le contrat d'entreprise qui l'exclut. C'est ainsi qu'un entrepreneur qui s'engage à édifier un immeuble souscrit un contrat d'entreprise et non un contrat de louage de services. Cet entrepreneur, qui a conclu avec ses ouvriers des contrats de louage de services, est lié à son client par un contrat d'entreprise, et le client ne sera en aucune façon responsable suivant la loi du 9 avril 1898, si un accident survient.

De même les petits artisans, travaillant en vertu d'un contrat d'entreprise ne pourront pas bénéficier de la protection de la loi sur le risque professionnel, car la nécessité de l'existence d'un contrat de travail est impérieusement stipulée par la loi du 1^{er} juillet 1938.

En somme le critérium pour distinguer le contrat d'entreprise du contrat de louage de services et par conséquent pour savoir si la loi sur le risque professionnel est applicable ou non, c'est la subordination du salarié ou au contraire son indépendance vis-à-vis de l'employeur. M. Gazier expose, avec une parfaite clarté, cette distinction en ces termes : « Pour déterminer les cas

d'application ou de non-application de la loi forfaitaire, la seule question qu'il faille considérer, c'est la subordination du salarié, ou au contraire l'autonomie, l'indépendance technique dont il jouit. Là où se rencontre cette indépendance, le contrat d'entreprise n'est pas discutable, et la loi du risque professionnel est sans application, là au contraire où dans l'exécution du travail se trouve l'existence d'un lien de subordination, le contrat a le caractère d'un louage de services, et il confère à l'employeur la qualité de patron qui le rend responsable dans les termes de la loi de 1898¹. »

Les bénéficiaires de la loi sont donc tous les ouvriers ou employés liés avec le patron par un contrat de travail quelconque. Peu importe que la rémunération soit payée au mois, au jour, à l'heure, à la tâche, à la commission, au pourboire. Même en l'absence de tout salaire, il peut y avoir lieu à l'application de la loi : c'est le cas, par exemple, pour l'apprenti non payé ou pour celui qui donne un « coup de main » bénévole, ce qui se produit si fréquemment entre exploitants agricoles. Remarquons que si les ouvriers et employés de l'Etat, des départements et les communes, non-fonctionnaires, bénéficient de la loi, par contre, comme nous l'avons vu précédemment, les fonctionnaires du cadre permanent ne tombent pas sous le coup de notre législation et jouissent d'un régime spécial.

La durée du contrat de louage de services est sans influence sur l'application de la loi, il suffit d'un travail de quelques heures, même de quelques instants pour que celle-ci devienne applicable. Peu importe qu'il s'agisse d'un travail habituel ou occasionnel, rémunéré ou non.

A ce propos une discussion assez vive eut lieu au Sénat à la suite d'une réponse du ministre du Travail à une question qui lui était posée par M. le sénateur Louis Linyer. Le sénateur de la Loire-Inférieure demandait

1. Gazier, p. 72, n° 94.

au ministre de préciser si la loi s'appliquait à certains cas tels que celui d'un automobiliste dont le pneu vient à éclater sur une route et qui fait appel pour l'aider à remettre sa roue de rechange à un cultivateur se trouvant dans un champ voisin, ou celui d'une personne, envoyant le premier gamin qu'elle rencontre dans la rue, porter son courrier à la poste. Si un outil vient à blesser le cultivateur, par exemple lui crève un œil, l'automobiliste sera-t-il responsable ? Si l'enfant, en traversant la rue pour porter les lettres à la poste est blessé par une automobile, la personne qui l'a envoyé sera-t-elle responsable ? Voici en quels termes, M. le sénateur Linyer interrogeait le ministre sur la façon dont il fallait interpréter la loi en l'espèce : « Voici un automobiliste roulant sur la route, son pneu éclate, cela l'ennuie ou le fatigue de le remettre. Il fait appel au premier passant venu, à un cultivateur qui est dans un champ voisin et il lui dit : voulez-vous me remettre mon pneu ? Qu'une rémunération ait été convenue ou non, peu importe ; instantanément un louage de services va s'établir. Et voilà que le tiers aux offices duquel notre automobiliste a fait appel est blessé. Un outil le frappe à la figure, lui crève un œil, qui sera responsable ? Il y a louage de services incontestablement. Car quelle est la limite de temps qui est nécessaire pour qu'un louage de services, produise, aux termes de la loi, tous ses effets ? Voici un autre exemple. Vous venez d'achever votre courrier ; cela vous ennue d'aller à la poste, ou bien vous n'en avez pas le temps. Vous faites appel au premier gamin que vous voyez dans la rue et vous lui demandez de porter votre courrier à la poste. Il traverse la rue, il est blessé par une automobile. Il y a contrat de louage de services. Serez-vous responsable de l'accident ? Je demande à M. le Ministre, si dans la pensée des auteurs de la loi, les dispositions de cette loi comportent un champ aussi vaste ¹. »

1. Sénat, Séance du 1^{er} avril 1938. *J. O.*, 2 avril 1938. *Déb. parl.*, Sénat, p. 466.

A cette question précise de M. le sénateur Linyer, le ministre du Travail répondit en disant qu'à ses yeux il y avait bien louage de services en pareil cas et que la loi devait par conséquent s'appliquer : « A mon sens, dit-il, dans tous les exemples que M. Linyer a cités, s'il y a louage de services, quelles que soient la nature du travail, sa durée, sa rémunération, il y a responsabilité. »

Cette interprétation du ministre souleva d'ailleurs de vigoureuses protestations et de très nombreuses critiques sur la plupart des bancs du Sénat. Plusieurs membres de la Haute Assemblée firent très justement remarquer au ministre qu'il serait presque impossible de se protéger par des polices d'assurances, dans des cas semblables tout à fait imprévisibles.

En outre, de nombreux auteurs combattent l'interprétation donnée par le ministre du Travail, et parmi eux, notamment M. Gazier, qui estime que si le collaborateur occasionnel est protégé en matière agricole par l'article 1^{er} de la loi du 15 décembre 1922, il ne l'est plus quand il s'agit de l'application de la loi du 1^{er} juillet 1938 : « Non seulement, nous dit-il, elle ne prévoit pas la protection du collaborateur occasionnel, mais encore elle exige impérieusement pour l'application de ses dispositions l'existence d'un contrat de louage de services. Nous en devons conclure que l'assimilation de deux lois dont les textes sont complètement différents ne saurait être justifiée et que les hypothèses de coup de main et d'entr'aide ne rentrent pas dans les précisions de la loi nouvelle. Pour reprendre les deux exemples cités par M. le sénateur Linyer, nous dirons que ni dans un cas, ni dans l'autre, la théorie du risque professionnel n'aurait à jouer en cas d'accident¹. »

Il semble bien qu'il faille se ranger à l'avis de l'éminent juriste, car l'interprétation donnée par le ministre paraît tout à fait insoutenable, et la réponse qu'il a

1. Gazier, p. 31, n° 38.

faite à M. Louis Linyer a très probablement outrepassé sa pensée. Rien ne permet en effet de donner une aussi large extension au texte du législateur. Il faut cependant reconnaître que bien souvent la distinction entre le coup de main et le contrat de louage de services pourra être très délicate.

Sous l'empire de la loi de 1898, l'accidenté cessait d'être protégé quand il était au service de l'employeur en vertu d'un contrat de travail nul, et en pareil cas, on retombait dans le droit commun de la responsabilité des articles 1382 et 1384 du Code civil. C'est ainsi que la jurisprudence refusait l'application de la loi en raison de la nullité du contrat de louage de services, à l'accident survenu à l'enfant encore soumis à l'obligation scolaire¹, à l'étranger non muni de la carte de travailleur, au déserteur contractant sous un faux nom, à l'ouvrier produisant un faux état civil pour dissimuler son âge, à l'insoumis engagé chez un patron sous un faux état civil.

La doctrine s'était déjà élevée avec véhémence contre la rigueur de la jurisprudence dans l'exigence d'un contrat valable. M. Sachet, en particulier, faisait ressortir les injustices qu'entraînait cette solution et s'exprimait en ces termes : « S'il est vrai que la responsabilité du risque professionnel est une conséquence directe du contrat de travail, c'est en raison de ce que ce contrat est caractérisé par le lien de subordination qui unit l'ouvrier au chef d'entreprise... Peut-il être soutenu que, par cela seul, qu'un contrat de louage de services, en cours d'exécution, est annulable, le lien de subordination qui en constitue l'élément essentiel, y fait nécessairement défaut ? Ce refus à l'ouvrier du bénéfice de la législation spéciale est encore plus injuste quand la nullité qui affecte le contrat est une nullité d'ordre public. Dans ce cas, le patron lui-même a participé à la violation de la

1. Civ., 28 juin 1932. D. H., 1932, 458.

loi et c'est cette violation qu'il invoque pour échapper à la responsabilité du risque professionnel ¹. »

Par les exemples de contrats nuls que nous avons donnés, on peut se rendre compte des injustices auxquelles aboutissait bien souvent le système de la loi de 1898. Ce sont ces situations dont le législateur s'est préoccupé et auxquelles il a voulu remédier par le nouveau texte de 1938. C'est en ces termes, en effet, que s'exprimait le rapporteur de la Commission de législation civile, M. Gasnier-Duparc, lors de la discussion de la loi au Sénat : « La considération qui a guidé la commission de l'hygiène est la situation faite aux ouvriers et employés, quand le contrat qui les lie à un employeur vient à être annulé. Il est arrivé en effet qu'un contrat de louage ait été annulé ou déclaré inexistant, pour des motifs incontestablement opérants : dol, erreur, inobservation de règles d'ordre public. L'annulation, la proclamation de l'inexistence du contrat, frappant ce contrat dès le début, ont eu pour conséquence d'enlever tout droit à la victime de l'accident, accident survenu pendant la période où tout le monde croyait le contrat valable. Tel a été le cas des ouvriers de moins de 13 ans. L'engagement de tels ouvriers, de tels mineurs est certainement contraire à l'ordre public et à la loi. Donc contrat annulé, et plus de contrat, plus d'application de la loi sur les accidents. Et cependant, il y avait là un enfant accidenté, estropié, dans l'impossibilité peut-être de gagner jamais sa vie. Nous avons voulu mettre fin à ces situations, nous vous proposons donc un texte qui les prévoit exactement. La loi, disons-nous, s'appliquera à tout accident survenu à tout ouvrier, même si le contrat est déclaré postérieurement imparfait ou nul juridiquement, après avoir été exécuté comme valable ². »

La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 stipule qu'elle s'appli-

1. Sachet, p. 138, n° 184, tome I.

2. Sénat, séance du 29 mars 1938, *J. O.*, 30 mars 1938. *Déb. parl.* Sénat, p. 408.

quera pourvu qu'il s'agisse d'un contrat valable ou non de louage de services. Donc le travailleur sera protégé, même si son contrat est nul, comme c'est le cas pour le mineur de 14 ans astreint à l'obligation scolaire, pour l'étranger non muni des autorisations nécessaires, etc.

On peut donc dire que depuis le nouveau texte, l'application de la loi résultera non pas seulement de l'existence du contrat de louage de services, mais de la seule exécution d'un contrat de cette nature que les parties ont tenu pour valable. Donc pour que l'accident demeure soumis à la loi de 1898, il suffit de l'existence en fait, du lien de subordination. Ce n'est que lorsqu'il est manifeste que les parties n'ont pas eu l'intention de former ce lien que la loi sur le risque professionnel n'est plus applicable. M. Gazier nous donne l'exemple du contrat conclu par l'aliéné : « Si l'état de cet aliéné, écrit-il, est tel que de toute évidence, l'un des contractants n'ait pas pu avoir la pensée d'exécuter le contrat comme valable, il ne saurait être question de louage de services et la loi de 1898 ne pourrait recevoir d'application. Si au contraire, de bonne foi, le cocontractant, employeur ou employé, s'est cru lié par un contrat de louage de services, toutes les dispositions de la loi demeurent applicables au cas de survenance d'un accident ¹. »

La jurisprudence aura donc dans chaque cas de cette nature à interpréter l'intention des parties et à examiner les circonstances de la cause, avant de se prononcer dans un sens ou dans l'autre.

Ce sera au blessé d'apporter la preuve, « par tous les moyens », nous dit le texte de la nouvelle loi, en plus de la matérialité de l'accident et de son rapport avec le travail, de l'existence d'un contrat de louage de services le rattachant au patron défendeur. Qu'a voulu dire le législateur par l'expression « par tous les moyens » ? Pour connaître le fond de sa pensée, nous ne pouvons

1. Gazier, p. 86, n° 111.

mieux faire que de citer les propres termes dont s'est servi le rapporteur de la Commission de législation civile au Sénat, M. Gasnier-Duparc : « En disant « par tous les moyens », nous améliorons la situation du travailleur, puisque actuellement si l'on n'est pas en matière commerciale, et si le contrat est supérieur à une valeur de 500 francs, le travailleur est obligé pour faire sa preuve d'avoir un commencement de preuve par écrit... Avec le texte nouveau, au contraire, on pourra toujours faire la preuve par témoins ou par présomptions, quelle que soit la valeur du contrat. Cette innovation a une importance particulière, parce qu'elle étend la possibilité d'appliquer ce moyen de preuve à des cas qui ne sont pas commerciaux, ni industriels, par conséquent à des cas où l'employé ne pourrait faire sa preuve qu'avec un écrit, ou un commencement de preuve par écrit, si la valeur du contrat est supérieure à 500 francs¹. »

Ainsi donc, si la règle selon laquelle le fardeau de la preuve incombe au demandeur continue à s'appliquer à notre espèce, et si par conséquent c'est au requérant à apporter la preuve de l'existence du contrat de louage de services, par contre le législateur a expressément décidé que cette preuve pouvait être rapportée, non pas seulement par écrit quand sa valeur dépasse 500 francs, mais par tous les moyens, c'est-à-dire par témoins et par présomptions sans que ce dernier mode de preuve soit aucunement subordonné à la nécessité d'un commencement de preuve par écrit.

Remarquons que les ouvriers étrangers sont protégés par notre loi et qu'ils ont pour le paiement de l'indemnité temporaire les mêmes droits que l'ouvrier français. Toutefois, en certains cas, la loi réduit leur rente en cas d'incapacité permanente.

Comme nous venons de le voir, le juge de paix devra

1. Sénat, séance du 31 mars 1938. *J. O.* 1^{er} avril 1938. *Déb. parl.*, Sénat p. 441.

donc avant de statuer sur toute demande d'indemnités de la part d'une victime d'un accident du travail, déterminer tout d'abord si toutes ces conditions d'application de la loi se trouvent réalisées, c'est-à-dire qu'il devra s'assurer qu'il y a bien eu accident du travail, puis qu'un contrat de louage de services existait entre la victime et son employeur, au moment où l'accident s'est produit. C'est en effet de la réunion de toutes ces conditions que dépend la compétence *ratione materiæ* du juge de paix.

CHAPITRE IV

ROLE DU JUGE DE PAIX EN CAS D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

C'est en matière d'incapacité temporaire que le juge de paix a à statuer la plupart du temps, car les accidents du travail, et cela fort heureusement, aboutissent dans les quatre cinquièmes des cas environ, à une incapacité seulement provisoire.

On entend par incapacité temporaire l'incapacité momentanée qu'a l'ouvrier victime d'un accident du travail à continuer ce travail et par là à toucher le salaire qui en est la rémunération. C'est donc une incapacité qui prend fin avec la guérison complète de la blessure, c'est-à-dire au moment où l'ouvrier se retrouve dans les mêmes conditions de santé qu'avant l'accident. Elle n'a pour conséquence qu'une simple suspension de salaire, et non une réduction définitive de celui-ci dans l'avenir. Elle donne droit à une indemnité purement temporaire comme elle-même, et non à une indemnité viagère comme c'est le cas pour l'incapacité permanente. Le nom d'indemnité journalière exprime d'ailleurs bien ce caractère essentiellement provisoire.

Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, la victime n'avait droit à être indemnisée que si l'incapacité de travail avait duré plus de quatre jours ; le législateur avait craint en effet de voir se multiplier de petites interruptions de travail sans cause bien sérieuse, qui pourraient grever lourdement l'industrie. La loi du 31 mars 1905 avait restreint cette disposition au cas où l'incapacité n'avait pas duré plus de dix jours. Ainsi en

cas d'incapacité ne dépassant pas une durée de quatre jours, la victime n'avait droit à aucune indemnité. Si la durée de l'incapacité ne dépassait pas dix jours l'indemnité n'était due qu'à partir du cinquième jour ; elle était due, au contraire, dès le lendemain de l'accident si l'incapacité avait duré plus de dix jours.

La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938, dans son article 4, est venue apporter une profonde modification à ces règles, en supprimant en principe le délai de carence établi par la loi de 1898, et en décidant que l'indemnité serait due à partir du premier jour qui suit l'accident. Remarquons d'ailleurs que la plupart des Compagnies d'assurances avaient devancé le législateur en accordant le paiement dès le premier jour.

Cette suppression du délai de carence ne fut votée au Sénat qu'après de vives discussions. Alors que M. Chauveau plaidait en faveur de son maintien, en faisant entrevoir les lourdes charges que sa suppression allait entraîner pour l'industrie et les abus qui risquaient de se produire par suite de l'extrême difficulté de contrôle pour les petites incapacités, M. Louis Gros, au contraire, insista en faveur de la suppression, estimant que celle-ci mettrait fin à l'abus des certificats médicaux de complaisance, qui prolongeaient au delà de quatre jours l'incapacité de travail de l'ouvrier afin de le faire bénéficier des indemnités, et son amendement en ce sens fut voté par la Haute Assemblée ¹, mais à titre de mesure transactionnelle, on décida pour éviter le risque d'abus de ne pas supprimer le délai de carence lorsque l'accident se produit la veille d'un jour ouvrable. La loi nous dit en effet qu'« il ne sera pas dû d'indemnité pour le ou les jours non ouvrables, suivant immédiatement le jour de l'accident ». Ainsi un ouvrier, blessé les premiers jours de la semaine, ne supportera pas le délai de carence, tandis qu'un autre blessé le dernier jour de la

1. Sénat, séance 1^{er} avril 1938. *Journal Officiel*, 2 avril, p. 458.

semaine n'aura droit à une indemnité qu'à partir du lendemain du ou des jours non ouvrables.

Quant à la journée où l'accident s'est produit, la nouvelle loi précise qu'elle est intégralement à la charge du patron, et que l'ouvrier doit toucher son salaire intégral pour ce jour là. La majorité de la jurisprudence avait d'ailleurs déjà admis cette solution, mais certaines divergences subsistaient sur le point de savoir, en cas de travail rémunéré à l'heure, si la victime avait droit au paiement de toute la journée ou seulement au salaire effectivement gagné pendant les heures ayant précédé l'accident. Le nouveau texte éclaire ce point et supprime ainsi toute incertitude à cet égard.

La victime atteinte d'une incapacité temporaire a droit, en réparation du préjudice que lui cause celle-ci, à diverses indemnités : tout d'abord à une indemnité journalière forfaitaire et de caractère alimentaire qui a pour but de compenser la perte de son salaire, et qui lui est payée jusqu'à son complet rétablissement ; et en outre au remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques, mais nous étudierons cette question dans un chapitre séparé.

C'est le juge de paix qui a compétence exclusive pour fixer le point de départ, le taux, et la date de cessation du paiement de l'indemnité journalière. Il ne peut pas d'ailleurs fixer ce taux à sa guise et il est tenu d'appliquer strictement les règles édictées par la loi en cette matière. Il doit se borner à allouer à la victime le forfait proportionnel au salaire que la loi lui accorde.

Pour cela, avant toute chose, il devra déterminer le salaire de la victime, qui lui servira de base pour calculer le chiffre de l'indemnité journalière. La loi de 1898 fixait le taux de celle-ci à 50 % du salaire, d'où le nom de demi-salaire qui a toujours servi à la désigner. La nouvelle loi de 1938 est venu apporter là une importante modification en décidant qu'à partir du trente-troisième jour après l'accident, le taux de l'indemnité

journalière serait non plus de 50 %, mais de 66 % du salaire journalier.

1. CALCUL DU SALAIRE DE BASE. — Le salaire comprend l'ensemble des rémunérations en argent ou en nature, allouées à l'ouvrier et provenant soit du patron, soit même d'un tiers sous forme de pourboires, d'étrennes. On ne doit pas y faire rentrer les allocations familiales, car elles sont payées intégralement pendant toute la période d'incapacité temporaire. Quant au montant des cotisations patronales et ouvrières aux Assurances sociales, doit-il être compris dans le salaire de base ? La cotisation ouvrière est un prélèvement sur le salaire gagné, tandis que celle du patron pourrait sembler de prime abord en pas devoir être comprise dans celui-ci. Cependant comme le font judicieusement remarquer MM. Rouast et Givord, la cotisation du chef d'entreprise comme celle de l'ouvrier est uniquement destinée à fournir les fonds indispensables au fonctionnement de la loi sur les assurances sociales dans l'intérêt exclusif de l'ouvrier. Elle est inscrite à son nom et conditionne son droit aux prestations auxquelles il pourra éventuellement prétendre. L'ouvrier qui s'embauche sait qu'il peut compter sur les avantages divers que peut lui procurer la loi du 5 mars 1928. Ainsi sont réunies les conditions auxquelles se reconnaît un salaire. Il n'y a donc aucune différence entre la cotisation du salarié et celle de l'employeur¹ ». Toutes deux devront donc être comprises dans le salaire.

Comment le juge de paix va-t-il déterminer le salaire qui va servir de base à l'indemnité journalière et dont dépend le taux de celle-ci ? Il devra ici faire une distinction suivant qu'il s'agit d'un salaire fixe, d'un salaire variable ou d'un travail discontinu. Les modes de détermination du salaire de base ne sont en effet pas les mêmes pour ces diverses hypothèses.

1. Rouast et Givord, p. 217.

a) *Salaire fixe*. — On entend par salaire fixe celui qui est calculé par jour, par semaine, ou par mois. C'est de beaucoup le cas le plus fréquent. Sous l'empire de la loi de 1898, l'indemnité journalière était égale à la moitié du prix de la journée de travail si le salaire était payé à la journée ; s'il l'était au mois ou à l'année, le juge de paix devait diviser le salaire mensuel ou annuel par le nombre de journées de travail effectif pour en déduire le salaire journalier.

L'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1938 apporte une modification en ce qui concerne ce mode de calcul, en précisant que « le salaire journalier s'entend du salaire hebdomadaire divisé par 6 ». Cette précision n'était pas inutile, car depuis l'établissement de la semaine de quarante heures, des divergences s'étaient produites dans la jurisprudence des juges de paix à ce sujet. En effet, certaines entreprises avaient réparti le travail des quarante heures en cinq jours, d'autres en six, aussi certains magistrats cantonaux admettaient la division par cinq et d'autres par six du salaire hebdomadaire. Cette situation incertaine aurait abouti à des injustices et aurait favorisé les ouvriers qui effectuaient leurs quarantes heures en cinq jours, c'est pourquoi la nouvelle loi y a mis fin. Lors de la discussion au Sénat, M. Pernot avait d'ailleurs exposé lumineusement la question en ces termes : « Si vous voulez bien y réfléchir, pourquoi a-t-on institué l'indemnité journalière, quand l'ouvrier ne peut pas travailler en raison d'un accident ? C'est pour lui permettre de trouver dans cette indemnité de quoi vivre au jour le jour, en touchant la moitié de la somme qu'il aurait normalement gagnée s'il avait travaillé. Supposez qu'il travaille cinq jours par semaine. En réalité le salaire afférent à un travail de cinq jours doit lui permettre de vivre le sixième et le septième jour pendant lesquels il se repose. Par conséquent, le salaire hebdomadaire couvre tous les jours de la semaine ¹. »

1. *Journal Officiel*. Sénat, 7 avril 1938, p. 521.

Si la victime est payée au mois ou à l'année, le juge de paix, pour trouver le salaire quotidien, déterminera le salaire hebdomadaire, puis le divisera par six.

Si l'ouvrier n'a pas travaillé une semaine entière, par exemple s'il a été blessé le jour même où il a été embauché et qu'il n'ait fait ainsi qu'une journée de travail, l'indemnité journalière sera égale à la moitié du salaire de cette journée.

b) *Salaire variable*. — Le salaire variable est celui qui est calculé autrement qu'à la journée, par exemple à la tâche ou aux pièces. En ce cas, le juge de paix doit calculer l'indemnité journalière d'après le salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. Celle-ci sera égale à la moitié de ce salaire moyen.

Pour déterminer le salaire moyen, le juge de paix n'aura qu'à totaliser les salaires perçus par la victime pendant le mois ayant précédé l'accident, puis à diviser le total obtenu par le nombre de journées de travail, effectuées dans l'entreprise par l'ouvrier pendant le même laps de temps. On obtiendra ainsi le salaire journalier moyen, et le juge n'aura qu'à le diviser par deux.

Si pendant le mois qui a précédé l'accident, l'ouvrier à salaire variable n'avait fait qu'une journée de travail, la jurisprudence a décidé que le salaire moyen se confondait avec celui qu'il touchait au moment de l'accident, comme au cas de salaire fixe ².

Si l'accident dont l'ouvrier a été victime s'est produit le jour même où il a été embauché, le salaire moyen se confond en principe avec le salaire touché le jour de l'accident, cependant si ce jour là par suite de circonstances exceptionnelles, l'ouvrier avait reçu un salaire particulièrement élevé qu'il n'avait jamais tou-

1. Civ. 24 mars 1931. D. H. 1931, 286.

ché auparavant, il appartient au juge du fond de fixer le demi-salaire d'après les éléments de la cause¹.

Si l'ouvrier travaillait pour le compte de plusieurs patrons, le juge de paix n'aura pas à tenir compte dans le calcul du salaire de base, des gains de la victime dans d'autres entreprises pendant le même temps.

Si le calcul du salaire moyen de la journée fait ressortir que celle-ci excède la durée maxima fixée par la loi, la jurisprudence décide avec raison, qu'en ce cas, de telles journées doivent compter sans réduction pour le calcul du salaire de base, le patron ne pouvant invoquer à sa décharge une infraction dont il est l'auteur, et cela en vertu du vieux précepte : *Nemo auditur turpitudinem suam allegans*.

Quand il s'agit d'un travail payé à la tâche, M. Milhaud nous indique comment devra procéder le juge de paix pour déterminer le salaire moyen, en nous donnant comme exemple le cas d'un ouvrier carrier payé à tant le mètre cube de sable : « On totalisera, écrit-il, les mètres cubes de sable fournis par l'ouvrier pendant le mois qui a précédé l'accident, on multipliera le nombre ainsi obtenu par le chiffre représentant le prix du mètre cube de sable et l'on divisera le produit ainsi obtenu par le nombre de jours ouvrables du mois qui a précédé l'accident². »

c) *Travail discontinu*. — On entend par travail discontinu le travail des salariés employés dans des entreprises n'ayant au cours de l'année qu'une activité momentanée, comme c'est le cas par exemple pour les industries saisonnières telles que les fabriques de conserves de sardines, de primeurs, de sucre. En pareil cas, le juge de paix calcule le salaire annuel tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité de l'entreprise que d'après le gain que l'ouvrier a réalisé par ailleurs dans le reste de l'année.

1. Req. 3 janvier 1934. D. H. 1934, 117.

2. Milhaud, p. 606, n° 99.

Mais on peut également considérer comme travail discontinu celui de salariés ne travaillant que quelques jours ou quelques heures par semaine, c'est-à-dire d'une manière discontinue, dans des entreprises de caractère continu : c'est le cas de l'infirmière soignant un malade à domicile, de la femme de ménage qui travaille seulement deux ou trois heures par jour ou deux ou trois jours par semaine chez un particulier.

Jusqu'à la nouvelle loi, cette catégorie de salariés était très défavorisée quant à l'indemnité journalière, car le salaire de base était calculé d'après le gain touché chez le seul patron au service duquel le salarié avait été blessé sans considération pour les autres gains qu'il pouvait réaliser chez d'autres employeurs. On aboutissait ainsi à des salaires infimes n'ayant aucun rapport avec le préjudice à réparer, et à des injustices flagrantes.

La loi de 1938 est venue mettre fin à cette situation, en décidant dans son article 9 que « si le travail n'est pas continu ou si au cours de l'année précédant l'accident, la victime n'a pas effectué dans l'entreprise la totalité des journées de travail, correspondant aux jours ouvrables légalement prévus pour celle-ci, le salaire annuel est calculé d'après le nombre total de ces jours ouvrables ». Ce texte vise incontestablement des professions comme celles de la femme de ménage et de l'infirmière à domicile. Donc pour calculer l'indemnité journalière en pareil cas, le juge de paix devra se baser non pas sur le gain effectif de la femme de ménage par exemple, mais sur ce qu'elle aurait gagné si elle avait travaillé des journées entières pendant toute l'année.

Le juge devra faire le même calcul, si par suite de chômage accidentel ou de maladie, l'ouvrier n'a travaillé pendant une certaine période qu'un nombre d'heures inférieur à la normale. Dans ce cas il calculera le salaire annuel en le complétant avec ce qu'il aurait été dans le cas d'un nombre normal d'heures de travail.

Le législateur, en édictant ces nouvelles mesures, a

voulu mettre fin aux injustices qui frappaient antérieurement ces sortes de travailleurs, et M. Gasnier-Duparc a bien exprimé le but de ces dispositions quand il a déclaré à la Haute Assemblée que « la Commission du Sénat a voulu par cet ensemble de dispositions, éviter que des rentes infimes soient versées à certains accidentés ».

d) *Dispositions particulières.* — Des dispositions spéciales ont été établies par un certain nombre de lois : c'est ainsi que la loi du 30 juin 1899, sur les accidents causés dans les exploitations agricoles par les machines mues par des moteurs inanimés, décide que lorsque la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune. De même la loi du 15 juillet 1914, relative aux exploitations forestières, indique qu'en cas d'accident survenu à une victime non salariée ou n'ayant pas un salaire fixe, l'indemnité se calcule aussi sur la base du salaire moyen des ouvriers de la même catégorie, lequel est fixé par arrêté préfectoral.

La loi du 15 décembre 1922, modifiée par celle du 30 avril 1926, qui a généralisé l'application de la législation des accidents du travail aux exploitations agricoles, dispose que quand il s'agit de salaire variable, l'indemnité variera de taux elle aussi : pendant la période correspondant à un travail exceptionnel (tel que les moissons, les fenaisons, les vendanges, les battaisons, etc.), l'indemnité journalière se calcule sur le salaire effectivement payé au blessé ; puis à l'expiration de la période de travail exceptionnel, sur le salaire moyen des ouvriers agricoles de sa catégorie, tel qu'il résulte de l'arrêté préfectoral, prescrit par la loi pour le déterminer. Quand il s'agit, non plus d'un salarié agricole, mais d'un voisin ou d'un ami, venu donner un « coup de main » par complaisance et sans toucher aucun salaire, le juge de paix devra également calculer

l'indemnité en se basant sur le salaire moyen des ouvriers agricoles, fixé par arrêté préfectoral.

En ce qui concerne les accidents survenus à des exploitants agricoles qui ont contracté une assurance pour se placer eux-mêmes sous le bénéfice de la loi, le juge de paix calculera l'indemnité journalière en se basant sur le gain annuel par eux déclaré dans leur contrat d'assurance, et en divisant le bénéfice annuel par le nombre de jours ouvrables.

La loi du 2 août 1923 sur les gens de maison, ne fait entrer dans le calcul du salaire quotidien, servant de base à l'indemnité journalière, que le salaire payé directement par le maître, à l'exclusion des étrennes et pourboires. Le juge devra comprendre seulement dans le salaire les prestations en nature allouées par le maître, telles que nourriture, logement, chauffage, etc.

e) *Règles spéciales pour les mineurs de 18 ans et les apprentis.* — L'article 7 de la loi du 1^{er} juillet 1938 stipule que « le salaire, qui servira de base à la fixation des rentes et des indemnités allouées à l'ouvrier âgé de moins de 18 ans ou à l'apprenti victime d'un accident ou à leurs ayants droit, ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie, occupés dans l'entreprise ».

Le juge de paix devra donc prendre comme base, en pareil cas, le salaire que les mineurs ou apprentis touchaient effectivement au moment de l'accident, si ce salaire est au moins égal à celui le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie. Que faut-il entendre par ce terme « même catégorie » ? Le législateur a, sans aucun doute, voulu viser ici celle à laquelle se destine le jeune homme. Les jeunes ouvriers ne gagnent en général qu'un salaire infime et les apprentis ne touchent bien souvent aucun salaire, aussi la loi a-t-elle été obligée d'envisager pour eux un salaire comparatif.

La loi apporte toutefois une restriction à cette disposition de faveur et décide qu'« en cas d'incapacité tem-

poraire, l'indemnité évaluée comme ci-dessus et due au salarié âgé de moins de 18 ans, ne pourra dépasser le montant de son salaire ». Donc, en aucun cas, pour le mineur de 18 ans, l'indemnité journalière ne devra dépasser le chiffre de son salaire journalier.

Au contraire, l'apprenti aura droit à la moitié du salaire touché par un ouvrier de même catégorie, même si ce demi-salaire est supérieur au salaire touché par l'apprenti.

Remarquons que la loi de 1898 ne visait que les mineurs de 16 ans ; la loi de 1938 a donc étendu le bénéfice de cette disposition à ceux de deux ans plus âgés.

Toutes ces observations nous ont montré combien était, parfois délicate, la tâche du juge de paix, dans la fixation du salaire de base qui va lui servir à calculer l'indemnité journalière à laquelle la victime peut prétendre.

2. INDEMNITÉ JOURNALIÈRE. — Une fois que le juge de paix a obtenu le salaire de base, il fixe comme nous l'avons vu l'indemnité journalière qui part du premier jour après l'accident et qui est égale, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanche et jours fériés, à 50 % du salaire journalier touché au moment de l'accident, salaire tel que nous l'avons entendu précédemment, c'est-à-dire en distinguant suivant qu'il s'agit de salaire fixe, ou variable, ou que le travail est discontinu. C'est le demi-salaire.

La loi du 1^{er} juillet 1938 a d'ailleurs porté, à partir du trente-troisième jour après l'accident ce taux de 50 % à 66, 66 % du salaire. Cela est juste car la privation du salaire total se fait sentir bien plus cruellement quand l'incapacité dure longtemps, plus d'un mois par exemple comme l'a prévu la loi, que quand elle est de courte durée. M. Chauveau a d'ailleurs parfaitement expliqué au Sénat, les raisons qui ont amené le législateur à décider cette majoration : « Votre Commission, a-t-il dit, a maintenu le taux de 50 % pour le premier

mois, mais elle a estimé aussi qu'une affection qui dure devient une charge lourde pour le blessé, et comme la loi allemande, elle a porté à partir du deuxième mois, l'indemnité à 66 % du salaire, chiffre prévu par la Convention internationale de Genève, il faut le noter, pour l'incapacité permanente totale¹. »

L'indemnité journalière, en cas d'incapacité temporaire, est due depuis l'accident jusqu'à la guérison complète de la victime, même si entre temps celle-ci s'était livrée à des occupations compatibles avec son état maladif. L'indemnité journalière, étant essentiellement forfaitaire, n'est pas susceptible en effet de varier suivant les circonstances. Mais, comme elle a sa cause dans l'incapacité de travail, elle ne peut se cumuler avec un salaire normal, aussi le juge de paix doit-il ordonner la cessation du paiement de l'indemnité journalière, si la victime a retrouvé son salaire intégral.

Le juge de paix, en fixant le taux de l'indemnité journalière, statue également sur la durée de l'incapacité temporaire en déterminant le point de départ et la date de cessation du paiement de l'indemnité. Nous verrons qu'il n'en est pas de même en cas d'incapacité permanente.

Remarquons que cette indemnité journalière, ayant un caractère essentiellement alimentaire, est incessible, bien qu'aucun texte ne le précise alors que pour la rente la loi décide formellement qu'elle est incessible et insaisissable.

3. ASTREINTE. — L'indemnité journalière doit être payée aux époques et lieux de paye usités dans l'entreprise sans que l'intervalle entre deux paiements puisse excéder seize jours. En cas de non-paiement ou de retard dans le paiement, c'est le juge de paix qui est compétent pour statuer sur la demande de la victime quel qu'en soit le montant.

1. *Journal Officiel*, 25 mars 1938, p. 319. Sénat du 24 mars 1938.

Le législateur s'est efforcé d'empêcher et a sanctionné sévèrement tout retard injustifié dans le versement de ces indemnités, étant donné le caractère urgent de ces secours à des victimes dépourvues en général de ressources.

Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, le juge de paix avait pour mission d'allouer au blessé des dommages-intérêts qu'il fixait suivant le préjudice que le retard lui avait causé. La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 a apporté ici une innovation considérable, en établissant un système d'astreinte, que le juge de paix est chargé d'appliquer. L'article 4 s'exprime, en effet, dans les termes suivants : « tout retard apporté au paiement soit de l'indemnité journalière, soit des rentes, donnera droit au créancier, à partir du huitième jour de leur échéance, à une astreinte quotidienne de 1 % du montant des sommes non payées. Les contestations sur l'application de l'astreinte ou de son montant, s'il s'agit d'indemnités temporaires, seront de la compétence du juge de paix lequel jugera en dernier ressort, quel que soit le montant de la demande et même si celle-ci est indéterminée. »

Il s'agit donc là d'une sanction civile, et non pénale, établie par la loi, contre le débiteur négligent ou de mauvaise volonté, et qui frappera celui-ci à partir du huitième jour de retard. Le juge à partir de cette date devra automatiquement accorder cette indemnité morale de 1%, à moins que l'employeur ou l'assureur ne prouvent que l'exécution de leur obligation leur a été rendue impossible par un cas fortuit ou de force majeure.

M. Gasnier-Duparc a expliqué en ces termes au Sénat, pourquoi c'est le magistrat cantonal qui a été chargé de l'application de l'astreinte en cas d'indemnité temporaire : « Le juge de paix étant compétent en matière d'indemnités journalières, nous lui avons laissé la compétence pour dire s'il y a lieu ou non d'accorder une

astreinte au point de vue de l'indemnité temporaire ¹. » Cette solution est très logique et on n'eût pas compris que la loi ait fait appel à une autre juridiction pour appliquer cette mesure, qui est si intimement liée à l'indemnité journalière elle-même.

4. EXÉCUTION PROVISOIRE. — En principe la décision du juge de paix sur l'indemnité journalière, étant en dernier ressort, n'est pas susceptible d'appel, mais si le défendeur avait soulevé une exception d'incompétence, l'appel serait possible.

Jusqu'à la nouvelle loi de 1938, les jugements des juges de paix en matière d'indemnités journalières étaient exécutoires par provision nonobstant opposition, mais non lorsqu'il y avait lieu à appel, c'est-à-dire quand la compétence du juge ou l'applicabilité de la loi étaient contestées. La nouvelle loi, dans une de ses dispositions qui a été le plus discuté, a institué l'exécution provisoire nonobstant appel ; elle a voulu par là éviter les manœuvres procédurières de certains patrons, désireux de retarder le paiement de l'indemnité journalière. Son article 14 nous dit en effet que « les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont, nonobstant appel ou opposition, exécutoires par provision pour l'indemnité échue depuis l'accident jusqu'au trentième jour qui suit l'appel. Passé ce délai, l'exécution provisoire ne pourra être continuée que de mois en mois, sur nouveau recours en référé devant le juge l'ayant autorisée, pour une nouvelle période de trente jours ». Donc il n'y a rien de changé en cas d'opposition où l'exécution provisoire aura toujours lieu quelle que soit la durée de temps nécessaire pour que cette opposition soit jugée, tandis que l'exécution provisoire nonobstant appel n'aura lieu que pour une durée limitée. Le rapporteur de la nouvelle loi au Sénat, M. Chauveau avait

1. *Journal Officiel* du 6 avril 1938. Sénat, séance du 5 avril 1938, p. 479.

justifié cette mesure en ces termes : « C'est qu'en effet bien que le juge de paix statue en dernier ressort sur les contestations relatives aux indemnités temporaires, il peut arriver qu'un appel soit interjeté par le chef d'entreprise, soutenant que la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable en l'espèce. Dès lors, s'il est admis par le juge d'appel qu'il n'y avait pas accident du travail, l'ouvrier devra rembourser les sommes touchées par lui à titre de provision. Afin d'atténuer le plus possible cet inconvénient, votre Commission vous propose de limiter cette exécution provisoire à trente jours, quitte à la continuer de mois en mois sur nouveau recours en référé devant le juge l'ayant autorisée¹. »

Si nous examinons de près le texte de l'article 14 de la nouvelle loi, nous nous rendons compte que l'exécution provisoire en cas d'appel ne joue automatiquement qu'en ce qui concerne le paiement de l'indemnité journalière due pour la période de temps, comprise entre le jour de l'accident et le trentième jour qui suit l'acte d'appel. Quand arrivera le trentième jour qui suit l'acte d'appel, l'exécution provisoire pourra être continuée, mais ne le sera plus automatiquement. La victime qui voudra se voir continuer le versement de l'indemnité journalière jusqu'à ce que les juges d'appel aient statué, devra venir en référé devant le juge de paix pour lui demander d'ordonner le paiement de l'indemnité journalière pendant un nouveau mois ; la victime devra d'ailleurs revenir en référé devant le magistrat cantonal, à l'expiration de chaque période de trente jours.

Le juge de paix a le pouvoir souverain d'accorder ou de refuser pour ces périodes successives l'exécution provisoire de sa décision. M. Gazier nous explique clairement quel a été le but de la loi dans l'édictation de ces prescriptions : « En réalité, le législateur a voulu laisser au juge de paix le soin d'apprécier lui-même, si l'appel dont a été frappée sa décision repose sur des bases

1. Sénat. Annexe n° 423 de 1930.

sérieuses ou s'il ne constitue qu'un appel dilatoire, si la situation de la victime est telle que le paiement immédiat de l'allocation journalière lui est absolument indispensable pour assurer la vie de chaque jour, ou si au contraire, il n'est pas imprudent d'exposer cette victime à une action en restitution de sommes indûment perçues, au cas où la décision originale ne serait pas maintenue¹. »

La loi parle de recours en référé devant le juge de paix, il conviendra donc de suivre les règles du référé ordinaire, et par conséquent la partie adverse devra être citée par les soins du demandeur. Le juge aura, en effet, intérêt, avant de rendre sa décision, à entendre les objections de l'adversaire et les motifs de son appel.

L'ordonnance, qu'il rendra sur l'exécution provisoire n'est pas susceptible d'appel, étant donné qu'il s'agit d'indemnité journalière et que sur ce point, ses décisions sont toujours en dernier ressort, sauf quand une exception d'incompétence est soulevée. Mais par contre, cette ordonnance est susceptible de pourvoi en cassation.

Ainsi donc, depuis la nouvelle loi, la partie bénéficiaire du jugement pourra en obtenir l'exécution, même si ce jugement est frappé d'appel. Même si le patron nie l'accident ou l'applicabilité de la loi, il sera obligé de faire des avances de fonds, et si les juges d'appel reconnaissent le bien-fondé de ses prétentions et lui donnent gain de cause, il lui sera bien souvent très difficile de se faire rembourser les sommes qu'il a été contraint d'avancer en vertu de l'exécution provisoire. C'est là un risque certain pour les chefs d'entreprises.

5. CONTROLE PATRONAL. -- Afin d'éviter des abus de la part de blessés qui pourraient vouloir faire durer leur période d'incapacité temporaire même après leur guérison, l'employeur ou son assureur peut désigner au

1. Gazier, p. 353, n° 470.

juge de paix, un ou plusieurs médecins chargés de le renseigner au cours du traitement sur l'état du blessé, victime d'un accident du travail. Le médecin, dont la désignation est visée par le juge, peut examiner le blessé une fois par semaine en présence de son médecin traitant, qui devra être prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée ; si la victime refusait sans motifs légitimes de se soumettre à l'examen du médecin contrôleur, le juge de paix pourrait suspendre le paiement de l'indemnité journalière. Si le médecin contrôleur estime que la victime est guérie et par conséquent en état de reprendre son travail, il devra donner son avis par lettre recommandée, adressée à cette dernière. Si celle-ci conteste les conclusions de ce praticien, elle devra le faire également par lettre recommandée adressée au patron. En ce cas, l'employeur ou l'ouvrier pourra requérir du juge de paix une expertise médicale, qui doit avoir lieu dans les cinq jours. L'assureur aura-t-il le même droit ? Bien que la loi ne le dise pas, M. Gazier estime que oui et donne les raisons de son avis : « Malgré le silence regrettable de la loi, nous n'hésitons pas à le penser, dès lors qu'elle reconnaît le droit à cet assureur de désigner un médecin contrôleur, il faut bien que ce contrôle puisse avoir un effet utile et qu'au cas de négligence de l'assuré, la Compagnie d'assurances, principale intéressée, puisse elle aussi réclamer une expertise, si elle la juge indispensable ¹. » Cette opinion semble la plus logique et nous n'hésitons pas à nous y rallier.

En tout cas, le juge de paix ne pourra jamais désigner comme expert le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurances à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

6. PRESCRIPTION. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an, à dater du jour

1. Gazier, p. 208, n° 274.

de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge de paix ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire. Cette prescription, le texte de la nouvelle loi, l'a formellement précisé, est soumise aux règles de droit commun, c'est-à-dire qu'elle est susceptible d'être interrompue par certaines causes de suspension et d'interruption, notamment au profit des mineurs, et en vertu du vieil adage qui nous vient du droit romain *contra non valentem agere non currit prescriptio*.

Au lendemain de la loi de 1898, la jurisprudence, dont les décisions avaient d'ailleurs soulevé de vives critiques, avait décidé qu'il ne s'agissait pas là d'une véritable prescription, soumise comme telle aux causes de suspension et d'interruption du droit commun, mais d'un délai préfixe à l'expiration duquel l'action était définitivement éteinte quoiqu'il arrive, et qu'il n'y avait par conséquent pas lieu à suspension.

Lors de la discussion au Sénat de la nouvelle loi de 1938, M. Pernot s'est élevé vigoureusement contre cette jurisprudence et a demandé au Sénat de bien spécifier dans le texte de la loi que cette prescription était soumise aux règles du droit commun. M. Pernot s'était exprimé en ces termes : « Je vous demande de vouloir bien modifier sur ce point la jurisprudence stipulant que la prescription sera soumise aux règles du droit commun. Ce faisant, j'agis, vous allez le voir dans l'intérêt de la classe ouvrière. J'ai constaté quelquefois des situations douloureuses que je veux signaler au Sénat. Un ouvrier est tué au cours d'un accident ; il laisse une veuve et des enfants mineurs. Cette veuve est peu au courant des affaires ; dans la localité qu'elle habite, il n'y a pas de syndicats ouvriers s'intéressant à elle, elle ignore les formalités à remplir et pendant un an on ne fait rien. A l'expiration de l'année, quoi qu'il arrive, aucune indemnité ne peut être accordée aux orphelins. Il y a là, je crois, une mesure de justice qui s'impose ¹. »

1. *Journal Officiel* du 8 avril, p. 503. Sénat, séance du 7 avril 1938.

Le Parlement se rendit à ces raisons si péremptoires et vota l'adjonction demandée par le sénateur du Doubs, ce qui met fin à la jurisprudence de la Cour de cassation sur ce point. Le juge de paix doit donc rejeter l'exception de prescription, bien que plus d'un an se soit déjà écoulé depuis que l'action aurait dû être intentée, s'il existe une cause de suspension ou d'interruption, telle que la minorité par exemple.

7. RÉVISION. — L'article 19 de la loi de 1898 nous dit que lorsqu'à la suite d'un accident n'ayant entraîné qu'une incapacité temporaire, l'ouvrier a repris son travail, après avoir été déclaré guéri, et qu'il vient à être victime d'une rechute n'entraînant elle-même qu'une seconde incapacité temporaire, non suivie d'incapacité permanente, le juge de paix est seul compétent pour les contestations, relatives à l'indemnité journalière, pendant la durée de la rechute. Cette action en révision, fondée sur une rechute de la victime est ouverte pendant trois ans, à compter de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière.

La nouvelle loi de 1938 apporte dans son article 18 une innovation remarquable, dans une hypothèse spéciale : elle décide en effet que la victime d'un accident, qui n'a pas interrompu son travail et qui n'a pas touché d'indemnité journalière, pourra cependant obtenir une indemnité temporaire dans un délai de deux ans à compter de la déclaration de l'accident, à condition qu'elle prouve la matérialité de celui-ci et le lien de cause à effet qui le relie à la lésion dont elle se plaint. Donc, pour que l'exercice de cette action soit possible, une déclaration d'accident est nécessaire, faute de quoi le juge de paix devrait la déclarer irrecevable. Le délai sera de deux ans et non de trois comme pour l'action en révision, et en effet, il ne s'agit pas là d'une révision. Comme le remarque M. le professeur Rouast : « Il semble qu'il s'agisse non de prescription, mais d'un droit nouveau, ouvert à la victime dans un délai de rigueur

qui n'est susceptible d'aucune suspension. Ce droit n'étant pas une révision, la victime qui en a usé, conservera ultérieurement la faculté de demander la révision¹. »

8. REMARQUE. — L'article 5 de la loi de 1898 stipule que les patrons peuvent se décharger de l'obligation de payer l'indemnité journalière, pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours après l'accident s'ils justifient : 1° qu'ils ont affilié leurs ouvriers, avec le libre consentement de ceux-ci, à des sociétés de secours mutuels dont les statuts soient conformes aux statuts-types du ministère de l'Intérieur, et pris à leur charge, en vertu d'une convention expresse intervenue préalablement entre le patron et l'ouvrier, ou entre le patron et la société de secours mutuels, une quote-part de la cotisation, qui ne soit pas inférieure au tiers de celle-ci ; 2° que ces sociétés assurent à leurs membres blessés, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, une indemnité journalière. Si l'indemnité fournie par la société est inférieure au demi-salaire, le patron est tenu de servir la différence.

Si les statuts de la société prévoient que l'indemnité journalière peut être payée pendant une durée supérieure à quatre-vingt-dix jours, rien ne s'opposera à ce que l'ouvrier cumule l'indemnité payée par la société avec celle versée par le patron si la prolongation du paiement par la société après quatre-vingt-dix jours est la contre-partie de la cotisation ouvrière.

L'intérêt de ces dispositions est d'ailleurs minime, car en pratique, les patrons ont préféré s'adresser au même assureur pour tous les risques.

1. D. P. Notes Rouast, p. 44, 2^e cahier, 1939.

CHAPITRE V

ROLE DU JUGE DE PAIX EN CAS D'INCAPACITÉ PERMANENTE

L'incapacité temporaire n'est que momentanée et se termine, comme nous l'avons vu, par la guérison de la victime, qui se retrouve après un certain temps, dans les mêmes conditions de force et de santé qu'avant l'accident. L'incapacité permanente, au contraire, qu'elle soit totale ou partielle, produit des effets durables jusqu'à la mort de la victime et entraîne une diminution définitive dans la capacité de travail de celle-ci. Dans ce cas, l'indemnité n'est pas définitivement fixée dès le moment de l'accident ; après une période plus ou moins longue, la blessure se consolide et l'état du blessé devient stable, soit qu'il puisse recommencer à travailler avec une capacité diminuée, soit qu'il soit devenu inapte à tout travail. La victime d'un accident entraînant une incapacité permanente a droit à deux sortes d'indemnités : pendant une première période qui va de l'accident jusqu'à la consolidation, elle a droit à une indemnité journalière et au remboursement de ses frais médicaux et pharmaceutiques, et c'est le juge de paix qui est chargé de statuer sur toutes les demandes ou contestations s'y rapportant ; pendant une deuxième période qui part de la consolidation de la blessure et dure tout le reste de la vie de l'ouvrier, elle a droit à une rente viagère, dont le taux varie suivant le degré de son invalidité, et c'est là le domaine du tribunal civil, où le juge de paix est radicalement incompétent.

En matière d'incapacité permanente, le juge de paix a plusieurs attributions à remplir : il est tout d'abord chargé d'effectuer une enquête sur l'accident ; puis il a à fixer le taux de l'indemnité journalière ; enfin, il a un rôle à jouer quand le débiteur de la rente allouée par le tribunal civil ne la paie pas.

A) ENQUÊTE. — La loi allemande a confié à la police les enquêtes en matière d'accidents du travail. La loi anglaise les a confiées à un médecin, du moins pour les accidents non mortels. La législation française en a chargé le juge de paix : en cas d'incapacité permanente l'enquête est obligatoire ; en cas d'incapacité temporaire, le juge de paix a également le droit de procéder à une enquête, mais il n'y est pas obligé, il apprécie souverainement si elle est ou non nécessaire.

Quand un accident du travail s'est produit, il doit être déclaré dans les quarante-huit heures (non compris les dimanche et jours fériés), par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune où a eu lieu l'accident, qui en dresse procès-verbal. La déclaration doit indiquer les nom, qualité et adresse du patron, le lieu, l'heure, la nature et les circonstances de l'accident, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Quant à la victime, elle doit, sauf impossibilité absolue, avertir le patron dans la journée ou au plus tard dans les quarante-huit heures de l'accident ; elle-même ou ses représentants pourront également déclarer l'accident à la mairie jusqu'à l'expiration de l'année qui suit celui-ci.

Dès que les conséquences sont connues et au plus tard dans les dix jours après l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le patron doit déposer à la mairie un certificat médical indiquant l'état du blessé et les conséquences ou les suites probables de l'accident.

Le maire doit transmettre au juge de paix dans les dix jours, qui suivent la déclaration de l'accident, cette déclaration accompagnée du certificat médical ou de

l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat. Le greffier de la justice de paix doit mentionner sur un registre spécial, dans les quarante-huit heures de sa réception, cette déclaration d'accident, transmise par le maire et lui en adresser un récépissé. Le deuxième certificat médical, qui est déposé à la mairie dans les dix jours qui suivent l'accident, est, s'il y a lieu, transmis au juge de paix de la même manière. Remarquons que la loi du 1^{er} juillet 1938 a porté de cinq à dix jours, le délai maximum, accordé au maire pour effectuer la transmission de la déclaration au juge de paix. Un retard de la part du maire peut rendre celui-ci passible de dommages-intérêts vis-à-vis de la victime.

Il est permis de se demander s'il ne vaudrait pas mieux que la déclaration d'accident soit faite directement au juge de paix plutôt que de passer d'abord à la mairie, ce qui amène des retards et des complications.

Lorsque, soit d'après le certificat médical transmis avec la déclaration d'accident, soit d'après un certificat médical produit à n'importe quel moment au juge de paix par la victime ou ses ayants droit, ce magistrat estime que la blessure semble devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle, de travail, ou si la victime est décédée des suites de l'accident, le juge de paix doit procéder, dans les vingt-quatre heures à une enquête. Remarquons que quand la victime est décédée, l'enquête s'impose, alors même qu'aucun certificat médical n'aurait été produit. Au cas où la mort de la victime survient après la clôture de l'enquête et l'envoi du dossier au président du tribunal, le juge de paix doit procéder à une nouvelle enquête pour rechercher si le décès a été causé par l'accident.

Si le juge de paix a des doutes sur le caractère permanent ou temporaire de l'incapacité, ce qui peut arriver si par exemple il y a divergence entre les conclusions de plusieurs certificats médicaux ; ou s'il n'avait pas été joint de certificat médical à la déclaration, alors que celle-ci semble indiquer que l'accident risque d'avoir

des suites graves, rien ne s'opposerait à ce que le juge commette d'office un expert médical, pour se renseigner sur la nature et la gravité de la blessure ou de la maladie.

D'ailleurs le juge apprécie souverainement s'il doit ou non effectuer une enquête, et même si l'accident ne semble pas devoir entraîner une incapacité permanente, il peut y procéder s'il estime que cela peut être de quelque utilité. La jurisprudence et la doctrine admettent que cette décision du magistrat cantonal, ne portant pas sur le fond du droit, n'a pas le caractère d'un jugement et n'est pas susceptible d'appel.

Au reste, si le juge de paix refuse de procéder à l'enquête, la victime peut exercer directement devant le tribunal civil son action en indemnité. Dans ce cas, le tribunal peut procéder lui-même à l'enquête ou donner commission rogatoire, pour cela, au juge de paix du canton où s'est produit l'accident.

Remarquons que le juge n'a pas à faire état des déclarations, non accompagnées de certificat médical, à moins que postérieurement, dans un délai de moins d'un an, il ne lui soit adressé un certificat médical constatant une incapacité permanente.

L'enquête que le juge de paix est chargé d'effectuer a pour but de rechercher :

1. Les causes, la nature et les circonstances de l'accident ; pour cela le juge s'entourera de tous les témoignages possibles pour savoir si l'accident a été causé par une faute du patron, ou de ses préposés, ou de la victime, ou d'un tiers, par un mauvais état de l'outillage, ou par un cas de force majeure. Il doit s'efforcer de dégager le plus nettement possible la cause de l'accident, car cela a de l'importance pour la fixation du taux de la rente qui peut varier en cas de faute inexcusable du patron ou de la victime.

2. Les personnes victimes de l'accident, le lieu où elles se trouvent, et leur état civil. Le juge de paix devra donc rechercher les nom, prénoms et adresses des

blessés, leur profession, leur date et lieu de naissance ; s'il s'agit d'un mineur les nom et adresse de son représentant légal ; s'il s'agit d'un étranger sa nationalité.

3. La nature des lésions. Le juge doit les préciser, soit à l'aide d'un certificat médical, soit à l'aide des déclarations de la victime et des témoins, soit au moyen d'une expertise qu'il peut ordonner. Il importe en effet que la relation de cause à effet entre l'accident et les blessures, soit établie d'une façon indiscutable.

4. Les ayants droit, pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, et leur état civil. Il s'agit de ceux qui sont visés dans l'article 3 de la loi de 1898, en cas d'accident mortel, c'est-à-dire le conjoint survivant, les enfants mineurs de 16 ans, les ascendants ou descendants. Quand l'accident entraîne des suites mortelles, il est, en effet, indispensable de les connaître, car c'est dans leur intérêt qu'est faite l'enquête. Le juge de paix doit bien préciser la date de naissance de chaque enfant ; s'il s'agit d'enfants naturels la date de la reconnaissance par la victime ; les noms et adresses des représentants légaux des dits enfants s'il y a lieu. Il devra indiquer en outre si ces ayants droit étaient à la charge de la victime.

Quand l'accident n'a pas été mortel, seul le blessé sera convoqué à l'enquête, néanmoins le juge devra mentionner les ayants droit qui seraient susceptibles de prétendre à une indemnité si la victime venait à mourir des suites de la blessure. Cela vaut mieux, en effet, car le juge n'a pas la compétence technique voulue pour juger de la gravité de la blessure et de ses suites éventuelles.

5. Le salaire quotidien et le salaire annuel de la victime. Le juge de paix doit mentionner, avec précision, ces indications qui seront indispensables pour calculer les indemnités. En effet, le salaire quotidien, touché au moment de l'accident, servira de base à l'indemnité journalière. En cas de salaire variable, le juge devra chercher celui que le blessé a touché chez l'employeur responsable, pendant le mois qui a précédé l'accident.

Le salaire annuel est celui qui a été réellement gagné par la victime, pendant l'année qui a précédé l'accident, et son mode de calcul est différent selon qu'il s'agit d'un travail continu ou discontinu.

S'il s'agit d'un accident du travail agricole, le magistrat cantonal devra préciser dans son enquête la nature et les conditions du travail de la victime, de façon à permettre au tribunal civil d'apprécier s'il s'agit d'un salaire variable ou non, selon l'interprétation de la loi du 15 décembre 1922.

6. La société d'assurances à laquelle était assuré le patron ou le syndicat de garantie auquel il était affilié, afin qu'ils puissent être ultérieurement mis en cause, car ce sont eux qui couvrent les risques. Si le patron n'est pas assuré, le juge devra mentionner ce fait dans le procès-verbal d'enquête. Si le patron a affilié ses ouvriers à une société de secours mutuels, le juge doit également en faire mention.

Avant la loi de 1938, le juge de paix avait le droit, d'après la doctrine et la jurisprudence, d'ordonner l'autopsie du corps de la victime, tandis que l'article 12 de la nouvelle loi, dans son dernier alinéa, l'oblige, si une partie demande l'autopsie ou s'il la juge utile, à présenter au procureur de la République de l'arrondissement, une requête à fin d'autopsie du cadavre. Il est compétent pour demander l'autopsie, même après la clôture de l'enquête et jusqu'à la transmission des pièces au président du tribunal.

Pour garantir la précision des témoignages et pour que les constatations soient faites, avant que des modifications dans l'état des lieux ne surviennent, qui rendraient les recherches plus difficiles, la loi oblige en principe le juge de paix à procéder à l'enquête dans les vingt-quatre heures, mais ce délai est si bref que bien souvent il serait impossible à celui-ci de convoquer les témoins pour être entendus, dans un laps de temps aussi court, aussi la plupart des auteurs estiment-ils, avec juste raison, qu'il ne faut pas interpréter trop strictement

cette disposition de la loi et qu'il suffit pour y satisfaire qu'il ouvre son enquête dans les vingt-quatre heures, soit en recherchant les nom et domicile de la victime de l'accident et le lieu où elle se trouve, ou les noms et domiciles des ayants droit, pouvant prétendre à une indemnité, soit en se transportant auprès du blessé pour recevoir sa déclaration ou en envoyant une commission rogatoire si la victime a été transportée hors du canton, soit simplement en adressant aux intéressés les lettres de convocation pour assister à l'enquête.

Quand l'accident est régi par la loi du 30 décembre 1922, le délai pour ouvrir l'enquête est de trois jours.

Les parties intéressées, y compris l'assureur, doivent être convoquées par lettre recommandée ; si elles ne se présentent pas, le juge peut passer outre à l'enquête, sans qu'il soit nécessaire de les faire citer par huissier. Le juge de paix peut avertir les témoins par simple avis verbal ou lettre ordinaire ; s'ils ne se présentent pas, ils doivent être cités par huissier ; s'ils ne défèrent pas à la citation, le juge pourra condamner les témoins défaillants à une amende, conformément aux articles 263, 264 et 265 du Code de procédure civile, et ordonner leur réassignation ; au cas de nouveau défaut, il pourra les contraindre à comparaître en décernant contre eux un mandat d'amener.

Remarquons que le patron ou son assureur doivent être convoqués au moins quatre jours à l'avance.

En cas de décès de la victime, le juge de paix doit convoquer à l'enquête, par lettre recommandée, les ayants droit du défunt, c'est-à-dire : le conjoint survivant, le tuteur des enfants légitimes ou naturels de moins de 16 ans et à défaut les ascendants et descendants à sa charge. Si des mineurs, étaient dépourvus de tuteur, le juge devrait provoquer immédiatement l'organisation de la tutelle. Si la victime a laissé un conjoint divorcé ou un enfant de plus de 16 ans, ces personnes ne font pas échec au droit de rente des ascendants, et le

juge devrait, par conséquent, convoquer à l'enquête ces derniers.

L'enquête a lieu contradictoirement et dans les formes déterminées par le Code de procédure civile pour les enquêtes ordinaires en justice de paix. Le juge peut y procéder en Chambre du conseil, ou se rendre sur les lieux de l'accident s'il l'estime utile à la manifestation de la vérité. Il doit entendre les témoins, après leur avoir fait décliner leurs nom, profession, âge et domicile, leur avoir fait prêter serment de dire la vérité, et fait déclarer s'ils sont parents, alliés ou serviteurs des parties. Il doit les entendre séparément, en présence des parties si celles-ci ont comparu. Il doit réprimer toute interruption à l'adresse des témoins pendant leurs dépositions. Il pourra seulement leur poser les questions qui lui paraîtront nécessaires, soit d'office, soit à la demande des parties.

Avant la déposition des témoins, les parties peuvent les reprocher, et, en ce cas, le juge de paix doit leur en donner acte, et recevoir ensuite la déposition de ces témoins, de façon à ce que le tribunal, qui sera saisi ultérieurement, puisse apprécier celle-ci et statuer sur les reproches. Ceux-ci ne peuvent être reçus après le commencement de la déposition, qu'autant qu'ils sont justifiés par écrit.

Si des témoins étaient dans l'impossibilité de se déplacer, le juge de paix pourrait les entendre sur place, ou recevoir leur déposition par le moyen d'une commission rogatoire.

Le greffier devra soigneusement dresser procès-verbal de l'audition des témoins, et mentionner leur serment, ainsi que les reproches qui ont pu être fournis contre eux. Il devra lire à chacun d'eux sa déposition et la lui faire signer. Si un témoin ne sait pas signer, il doit en être fait mention dans le procès-verbal.

Le juge de paix doit interroger les témoins sur la date, le lieu, les circonstances, les causes de l'accident, sur la question de savoir s'il y a eu faute de la part

du patron ou de la victime, sur le salaire touché par le blessé.

Lorsque la victime est dans l'impossibilité de se déplacer par suite de l'état de sa blessure, le juge de paix, accompagné du greffier et s'il y a lieu d'un médecin, doit se transporter auprès d'elle pour constater son état, et apprécier, d'après l'avis du médecin traitant, si elle est en état de discuter ses intérêts et si les témoins peuvent être entendus devant elle. S'il estime qu'une telle audition serait susceptible de nuire à la santé du blessé, il fera simplement connaître à celui-ci les déclarations des témoins, et, s'il est en état pour cela, le juge l'interrogera sur la nature et les circonstances de l'accident, sur sa situation de famille de façon à connaître les ayants droit en cas de décès ultérieur, et son salaire. En somme, en pareil cas, comme le disent MM. Rouast et Givord, le juge de paix doit s'efforcer « de donner à l'enquête un caractère contradictoire dans son procès-verbal ¹. »

Si la victime avait été emmenée dans un autre canton et qu'elle soit intransportable, le juge du canton où a eu lieu l'accident adresse une commission rogatoire à son collègue du canton où la victime est soignée. Le juge commis doit exécuter sa commission dans le plus bref délai pour permettre au juge chargé de l'enquête de clore celle-ci dans les délais voulus ; en effet ce dernier ne peut clôturer son enquête qu'après avoir pris connaissance du procès-verbal de son collègue commis, car il peut avoir à la compléter après avoir lu les déclarations de la victime.

Le juge de paix doit entendre le patron ou son représentant : si ce dernier conteste l'accident ou la qualité de la victime, le magistrat cantonal doit se borner à mentionner dans son procès-verbal cette contestation, sans donner son appréciation à ce sujet, ainsi que la déclaration du patron au sujet du salaire de la victime.

1. Rouast et Givord, p. 343, n° 323.

En effet, en cas d'incapacité permanente, le juge de paix n'a pas à apprécier dans l'enquête si l'accident s'est produit à l'occasion du travail, ni si un contrat de louage de services existait entre le patron et la victime, il laissera ces questions à l'appréciation du tribunal civil.

Il ne doit pas manquer de faire préciser à l'employeur s'il est assuré et dans l'affirmative à quelle compagnie.

Les déclarations du patron et de l'ouvrier doivent indiquer la date d'entrée de ce dernier, la date de l'accident, et le salaire payé dans le mois et dans l'année ayant précédé l'accident. Ce dernier point devra être précisé avec le plus grand soin par le juge de paix.

Ce magistrat est autorisé, sauf dans certains cas exceptionnels, à commettre un expert technique pour l'assister dans son enquête, notamment s'il y a des questions ou des faits d'ordre professionnel qu'il n'a pas les connaissances voulues pour apprécier. Mais il ne doit user de cette faculté qu'avec une grande réserve. Il ne peut désigner qu'un seul expert, et ce dernier doit toujours prêter serment, à moins d'en être formellement dispensé par les parties. Si l'expert assiste le juge sur les lieux de l'accident, toutes ses explications techniques et scientifiques doivent être relatées dans le procès-verbal. S'il procède hors de la présence du juge, ou s'il s'agit de dresser un plan ou un croquis, l'expert rédige un rapport écrit qui sera annexé au procès-verbal.

Il est pourtant certains cas où le juge de paix n'a pas le droit de nommer un expert, c'est quand il s'agit d'un accident survenu dans trois catégories d'établissements :

1. Dans des entreprises privées, administrativement surveillées, telles que les mines, minières, carrières, chemins de fer, etc.
2. Dans des entreprises de l'Etat, placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, telles que les chemins de fer de l'Etat par exemple ;
3. Dans des établissements nationaux où s'effectuent

des travaux que l'intérêt de la défense nationale oblige à tenir secrets.

Dans ces différents cas, des fonctionnaires spécialisés chargés du contrôle et de la surveillance de ces établissements, dressent, pour chaque accident, un rapport constituant une véritable expertise technique, et dont ils transmettent un exemplaire au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête. Cependant, comme le fait remarquer M. Bonnefoy, « si le juge de paix n'a pas le droit d'exiger que ces fonctionnaires l'assistent dans son enquête, il a le droit et même le devoir de se transporter sur les lieux de l'accident, d'entendre des témoins, etc.¹ ».

Lorsqu'il s'agit d'exploitations minières, le délégué mineur établit lui aussi son rapport dont un exemplaire est adressé au juge avec celui du Service des mines.

Le juge peut, lorsque le certificat médical lui paraît insuffisant ou est contesté par la partie adverse, ou lorsqu'il n'a pas été dressé de certificat médical, commettre un médecin à titre d'expert pour l'assister dans l'enquête et examiner le blessé. De plus, la nouvelle loi de 1938, a donné également à la victime le droit de requérir du juge de paix, même dans le cas où la matérialité de l'accident est contestée, une expertise médicale qui doit avoir lieu dans les cinq jours. Le juge est-il obligé d'accéder à cette requête et d'ordonner cette expertise ? La doctrine est ici assez divisée : certains auteurs estiment qu'il a parfaitement le droit de refuser cette mesure d'instruction s'il la trouve inutile ; d'autres, tels que M. Gazier sont d'une opinion inverse et pensent, avec raison, croyons-nous, que dans tous les cas, le juge doit déférer à la demande de la victime et ordonner cette expertise dont il n'a pas à apprécier l'utilité. « Des termes impératifs de la loi, nous dit M. Gazier, il résulte que le juge de paix n'a pas à apprécier l'opportunité de

1. Bonnefoy : La nouvelle législation sur les accidents du travail, *Journal des Juges de Paix*, mars-avril 1939, p. 95(n° 149 bis.

cette expertise, il suffit que la victime la requiert, pour qu'il soit tenu de l'ordonner¹. »

L'expertise pourra être utile quand le certificat ne décrira pas avec assez de précision la blessure, ou sera rédigé en termes équivoques et pouvant donner naissance à des discussions ultérieures, ou ne s'expliquera pas sur le caractère permanent ou seulement temporaire des conséquences probables de la blessure ; ou quand il y a contradiction entre les attestations du médecin de la victime et celles de celui du patron ou de son assureur ; ou quand il y a lieu de recourir à un examen urgent de la victime en danger de mort ; ou si le patron prétend que la victime refuse de suivre les prescriptions du médecin.

Le juge de paix ne pourra désigner comme expert, ni le médecin qui a soigné le blessé, ni celui qui est attaché à l'entreprise, ou à la compagnie d'assurances à laquelle est affilié l'employeur, mais il pourra parfaitement le choisir en dehors de la liste dressée en vertu de la loi du 30 novembre 1892.

Les parties doivent être convoquées à l'expertise. Le médecin-expert doit prêter serment, à moins qu'il n'en soit dispensé par les parties, et déposer son rapport dans les délais impartis au juge de paix par l'article 13 de la loi de 1898.

Le rapport de l'expert devra constater l'identité de la victime ; il devra résumer les circonstances de l'accident, décrire la lésion et dire si elle a été causée par l'accident, indiquer le traitement qu'a suivi le blessé, préciser si la blessure entraînera une incapacité permanente totale ou partielle, ou seulement temporaire, enfin indiquer la date approximative de la consolidation de l'état du blessé.

Remarquons qu'une disposition d'un décret-loi de mai 1938, qui avait complété l'article 12 de la loi de 1898 et qui obligeait le juge de paix à entendre, dans tous les

1. Gazier, p. 344, n° 458.

cas, le délégué mineur dans l'enquête, n'a pas été reproduite par la loi du 1^{er} juillet 1938. M. Gazier, qui trouve d'ailleurs cette disposition inutile, estime qu'elle n'a donc plus à être observée, et il nous donne les motifs de son opinion en ces termes : « Ou le délégué mineur ne sait rien tant de l'accident que de ses causes et son témoignage est sans intérêt, ou au contraire il peut fournir des précisions utiles à l'enquête, et le devoir élémentaire du juge de paix sera alors de le faire comparaître comme témoin ¹. »

Si l'accident a été causé par un crime ou un délit, par exemple un homicide par imprudence, ou s'il y a doute sur sa cause, qu'on hésite entre plusieurs hypothèses : accident, crime ou suicide, et qu'une information pénale soit ouverte, à la requête du ministère public, le juge de paix doit s'abstenir de mener une enquête parallèle, en vertu du vieil adage : « le criminel tient le civil en état ».

Mais le juge, s'il doit suspendre les recherches qui se confondent avec l'objet de l'information pénale, n'en doit pas moins procéder à l'enquête en la limitant aux points qui sont étrangers à l'action publique. C'est ainsi qu'il doit déterminer le salaire journalier et le salaire annuel de la victime, et rechercher les ayants droit éventuels à l'indemnité. Au contraire, tout ce qui regarde la cause de l'accident, les victimes, la nature des lésions sera réservé à l'examen du juge d'instruction.

Le juge de paix ne transmettra donc au président du tribunal civil qu'une enquête incomplète, mais les lacunes de celle-ci sont comblées par la communication du dossier correctionnel, prescrite par l'article 20 de la loi de 1898.

Le juge de paix doit dresser un procès-verbal de toutes ces opérations, et sauf le cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans ce procès-verbal, il doit clôturer l'enquête dans le plus bref délai et au plus

1. Gazier, p. 346, n° 460.

tard dans les dix jours qui suivent la réception des pièces par le greffier de la justice de paix. Avant la nouvelle loi, ce délai de dix jours partait du jour de l'accident, ce qui laissait souvent au juge un temps insuffisant, étant donné qu'il pouvait ne recevoir les pièces que dix jours après l'accident. La loi du 1^{er} juillet 1938 a donc apporté ici une heureuse innovation en décidant que le délai ne courrait que du jour de la réception de ces pièces, réception qui est mentionnée à sa date sur le registre spécial, tenu à cet effet au greffe.

Il est à remarquer que, même ainsi compris, le délai de dix jours sera souvent trop court par suite de certaines mesures d'instruction telles que l'expertise. Dans ce cas, le juge indiquera dans un procès-verbal les causes de ce retard, qui de toutes façons ne pourrait aucunement préjudicier aux parties et ne pourrait être sanctionné que par une mesure disciplinaire contre le magistrat trop peu diligent.

Notons que s'il s'agit d'un accident du travail, régi par la loi du 30 décembre 1922, le délai de clôture de l'enquête est de quinze jours.

Le juge de paix doit avertir par lettre recommandée les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elle reste déposée pendant cinq jours, à partir de l'envoi de la lettre recommandée. Les parties peuvent, pendant toute la durée de ce délai de cinq jours, en prendre connaissance au greffe, ou s'en faire délivrer une expédition sur papier libre. Celle-ci sera délivrée gratuitement à la victime ou à ses ayants droit, mais le chef d'entreprise ou l'assureur doivent en payer le coût suivant le tarif établi.

Après l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis intégralement au président du tribunal et déposé au greffe du tribunal civil. A partir de cette transmission, le magistrat cantonal se trouve définitivement dessaisi.

Si l'enquête et l'expertise démontraient de façon cer-

taine au juge de paix que la blessure de la victime est moins grave qu'on ne l'avait cru tout d'abord et qu'elle ne doit entraîner qu'une incapacité temporaire de travail, il n'aurait pas, dans cette hypothèse, à transmettre au président du tribunal le dossier de l'enquête, cette transmission en effet n'aurait plus d'objet puisque le juge de paix est seul compétent pour fixer l'indemnité journalière.

Remarquons que les règles sont un peu différentes quand il s'agit d'un accident du travail agricole, prévu par la loi du 15 décembre 1922 : en ce cas, en effet, le juge de paix doit procéder à l'enquête dans les trois jours après la transmission que lui a faite le maire de la déclaration de l'exploitant et la clôturer dans les quinze jours. Les médecins experts doivent déposer leur rapport dans le délai d'un mois. Comme on le voit, les délais sont ici un peu plus longs que pour les accidents du travail ordinaires.

L'inobservation d'une des règles de procédure que nous venons d'exposer ci-dessus et la violation d'une des formalités substantielles prescrites, par exemple le défaut de prestation de serment des témoins, peut entraîner la nullité de l'enquête du juge de paix, mais seul le tribunal pourrait prononcer cette nullité, qui serait couverte si elle n'avait pas été présentée *in limine litis*.

Nous avons pu nous rendre compte en examinant le rôle du juge de paix dans la conduite de l'enquête, que la tâche de ce magistrat est souvent délicate et complexe. Son rôle en cette matière a été très justement appréciée par MM. Rouast et Givord, en ces termes : « L'enquête qui leur a été ainsi confiée par la loi de 1898 rend les plus grands services. Elle facilite la mission du président du tribunal en conciliation, et s'il y a litige, fournit des éléments d'appréciation d'autant plus précieux qu'ils ont été recueillis à une date rapprochée de l'accident ¹. »

1. Rouast et Givord, p. 342, n° 323.

B) FIXATION DE L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE ET DÉCLARATION D'INCOMPÉTENCE. — La victime d'un accident ayant causé une incapacité permanente, a droit, jusqu'à la consolidation de sa blessure, date où elle touchera une rente, au remboursement de ses frais médicaux et pharmaceutiques (question que nous étudierons dans un chapitre spécial), et au paiement d'une indemnité journalière ; c'est le juge de paix qui est compétent pour fixer celle-ci comme en matière d'incapacité temporaire, et il statue en dernier ressort, sauf en cas de contestation sur la matérialité de l'accident, l'applicabilité de la loi ou la compétence, cas dans lesquels l'appel est possible. Bien que, comme nous le verrons, le juge n'ait pas le droit d'apprécier le caractère permanent ou non de l'incapacité, il ne doit pas cependant se borner à fixer d'une façon aveugle l'indemnité journalière ; comme le dit M. Sachet : « Il est juge et il doit rester juge. Aussi toutes les fois que le chef d'entreprise conteste au blessé le droit de se prévaloir du bénéfice de la loi de 1898, soit à raison du défaut de relation de cause à effet entre l'accident et le travail, ..., soit, pour absence de contrat de louage, le juge de paix doit au préalable statuer sur cette exception d'incompétence, qui, si elle est reconnue fondée, met obstacle à la fixation de l'indemnité temporaire. C'est seulement dans le cas où il jugerait cette exception mal fondée qu'il aurait qualité pour déterminer le montant de l'allocation journalière... Il n'est pas permis au juge de paix d'éluder les dispositions législatives en se déclarant incompétent sur la question de savoir si la loi de 1898 est ou non applicable et en sursoyant à statuer sur l'indemnité temporaire jusqu'à ce que le tribunal se soit prononcé sur la même question ¹. »

L'article 14 de la loi de 1898 nous dit que : « si l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui que l'incapacité est permanente, le juge de paix après

1. Sachet, p. 104, n° 1107, tome 2.

fixation de l'indemnité journalière, en ordonne le paiement jusqu'à décision contraire du tribunal civil ou de son président, et se déclare incompétent pour le surplus par une décision dont il transmet, dans les trois jours, expédition au président du tribunal civil. » Le juge de paix doit donc, après avoir fixé l'indemnité journalière et condamné le patron à la payer, se déclarer incompétent, mais seulement sur la nature de l'incapacité et sur la date de consolidation de la blessure, c'est-à-dire sur la date de cessation du paiement de l'indemnité journalière ; il se borne à ordonner que celle-ci sera payée jusqu'à décision contraire du tribunal civil ou de son président.

Ainsi donc, le juge de paix est incompétent pour déterminer le total des indemnités journalières que devra toucher le blessé, mais il reste compétent pour fixer la date de consolidation de la blessure, c'est-à-dire le quantum du demi-salaire, et condamner le patron à le payer jusqu'à une décision contraire du président ou du tribunal civil, ou jusqu'à ce qu'une provision inférieure lui ait été substituée par le président.

Mais si devant le juge de paix, la victime réclame son indemnité journalière, sans produire aucun certificat médical concluant à une incapacité permanente, le magistrat cantonal ne doit tenir aucun compte de ses affirmations quant à la permanence de son incapacité. et statue comme s'il ne s'agissait que d'une incapacité temporaire. Suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, le juge de paix n'est dessaisi du droit de fixer la date de la consolidation de la blessure que lorsqu'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente. Dans ce cas, comme nous l'avons vu, après avoir fixé le taux de l'indemnité journalière et condamné le patron à la payer jusqu'à décision contraire du tribunal civil ou de son président, il doit se déclarer incompétent ; et même si le tribunal ou la Cour d'appel décidait ultérieurement que l'incapacité était seulement temporaire, il ne peut retrouver

sa compétence perdue pour déterminer la date de la consolidation, c'est-à-dire de la cessation du paiement de l'indemnité journalière¹. En effet, après avoir fixé le taux de l'indemnité journalière et s'être déclaré incompétent, il a épuisé définitivement sa compétence et le tribunal civil est désormais seul compétent².

Par contre, lorsque les parties, en cas d'incapacité permanente, ont comparu devant le président du tribunal, le juge de paix reste compétent pour statuer sur l'indemnité journalière, si le président n'a pas statué à ce sujet. Il y a lieu sur ce point de bien faire la distinction suivante : si les parties étaient d'accord sur la rente à payer, le président se borne à constater cet accord dans son procès-verbal, sans s'occuper de l'indemnité journalière, et dans ce cas le juge de paix reste parfaitement compétent pour statuer sur la demande relative à cette indemnité et pour en ordonner le paiement jusqu'à la date de consolidation, fixée dans l'ordonnance du président ; si au contraire les parties ne se sont pas mises d'accord et que le président les ait renvoyées devant le tribunal : ou bien le président a alloué au blessé une provision qu'il a déclaré substituer à l'indemnité journalière, et dans ce cas le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande d'indemnité journalière, intentée devant lui postérieurement à cette décision du président ; ou bien au contraire le président n'a pas statué sur l'indemnité journalière et dans ce cas le juge de paix reste compétent sur ce point.

Remarquons que même s'il n'y avait pas de certificat concluant à une incapacité permanente, le juge de paix devrait néanmoins se déclarer incompétent si le rapport de l'expert qu'il avait commis, concluait à une telle incapacité. De même, s'il n'y avait aucun certificat, mais s'il était évident que la victime restera définitivement

1. D. P. 1913, 1, 348.

2. Cass. Civ., 6 juillet 1908. D. P. 1909, 1, 137.

infirmes, il devrait d'office se déclarer incompétent et s'abstenir de fixer la date de la consolidation.

Les règles de fixation, d'après le salaire, du taux de l'indemnité journalière en matière d'incapacité permanente, sont les mêmes qu'en matière d'incapacité temporaire ; le juge de paix statue également en dernier ressort, sauf exception d'incompétence ou d'inapplicabilité de la loi, et en principe dans les quinze jours de la demande ; son jugement est susceptible des mêmes voies de recours, et l'exécution provisoire de sa décision a lieu dans les mêmes conditions.

C) RÔLE DU JUGE DE PAIX QUAND LE PATRON NE PAIE PAS LES INDEMNITÉS MISES À SA CHARGE EN CAS D'INCAPACITÉ PERMANENTE. — Le juge de paix qui intervient en cas d'incapacité permanente, avant la décision du tribunal civil, pour effectuer l'enquête et fixer le taux de l'indemnité journalière, a parfois un rôle à jouer postérieurement à la décision de ce tribunal, quand le patron ou son assureur ne paie pas les indemnités qui ont été mises à la charge du premier, soit par le procès-verbal du président du tribunal civil qui a constaté l'accord des parties, soit par le jugement de ce même tribunal.

En effet le bénéficiaire de l'indemnité n'a pas à suivre la voie de l'exécution forcée quand le patron ou la société d'assurances de celui-ci ne lui paie pas ce qui lui est dû, car le décret du 28 février 1899 lui permet de se faire payer directement par la Caisse nationale des retraites. Pour éviter que la victime d'un accident du travail puisse être lésée par l'insolvabilité ou la négligence d'un employeur non assuré, la loi du 9 avril 1898, dans ses articles 24 et suivants, a organisé un recours en garantie du créancier de rente impayé contre la Caisse nationale des retraites ; c'est en somme l'Etat qui par l'entremise de cette caisse, se constitue la caution des industriels ou des sociétés d'assurances insolubles. Si le patron débiteur ou la société d'assurances ne se sont pas acquittés, au moment de leur exigibilité

des indemnités mises à leur charge, le paiement en sera assuré aux intéressés par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie, alimenté par les contributions de tous les employeurs.

En cas de non-paiement à l'époque de leur exigibilité des sommes qui lui sont dues, le bénéficiaire des indemnités, ou son représentant légal, ou son mandataire, en fait la déclaration au maire de sa commune. Cette déclaration doit indiquer :

1. Les nom, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité ;

2. Les nom et domicile du patron débiteur ou l'indication du siège de la société d'assurances ou du syndicat de garantie, qui aurait dû acquitter la dette aux lieu et place du débiteur ;

3. La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée ;

4. L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire ;

5. S'il y a intervention d'un représentant légal ou d'un mandataire, les nom, prénoms, profession et domicile de l'un ou de l'autre.

Cette déclaration doit être signée par le déclarant à qui il en est remis un récépissé. Le maire, après avoir joint à celle-ci toutes les pièces qui lui ont été remises dans le but d'établir l'origine de la créance et le refus de paiement, opposé par le débiteur, la transmet dans les vingt-quatre heures au directeur de la Caisse des dépôts et consignations, qui est en même temps celui de la Caisse des retraites. Ce dernier, dans les quarante-huit heures de sa réception adresse le dossier au juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

C'est ici qu'intervient le juge de paix, qui doit inviter d'urgence par lettre recommandée le patron débiteur de l'indemnité à comparaître devant lui aux jour et heure fixés dans la convocation. Le débiteur doit com-

paraître à la date fixée; soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un mandataire. Le juge lui fait connaître la réclamation faite contre lui et recueille ses explications au sujet de son refus de paiement. Remarquons qu'il s'agit ici d'un acte de juridiction gracieuse du juge de paix, qui se borne à consigner dans un procès-verbal, en présence de son greffier, les déclarations que lui fait le débiteur qui les signe. Au cas de refus de signer de la part de ce dernier, le juge devra mentionner ce refus et le motif qui en est allégué. Notons que si le patron était assuré à une compagnie d'assurances ou affilié à un syndicat de garantie, le juge de paix compétent serait celui du siège social de ces établissements.

Le décret du 28 février 1899 a prévu plusieurs hypothèses pour ces déclarations du débiteur, qui peut prendre cinq partis différents :

Première hypothèse. — Le débiteur ne comparaît pas : dans ce cas, le juge de paix, assisté du greffier, donne défaut contre lui dans un procès-verbal de non-comparution, et il doit procéder, dans le délai de huit jours à une enquête, afin de rechercher si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ou s'il n'a pas cessé son industrie. Aucune forme n'est prescrite pour cette enquête et, notamment, les témoins n'ont pas besoin de prêter serment. Le juge peut demander des renseignements à toute personne susceptible de lui en fournir, par exemple au maire de la commune où est domicilié le débiteur, au commissaire de police, au percepteur, à la gendarmerie, aux voisins, au greffier du tribunal de commerce, etc.

Si le juge apprend que le débiteur convoqué a changé de domicile, il renvoie le dossier au directeur de la Caisse des dépôts et consignations en lui indiquant ce changement ; le directeur enverra alors le dossier au juge de paix du nouveau domicile.

Si le magistrat cantonal apprend que le patron a cessé son industrie, par suite de décès, ou de cession,

ou de faillite, ou de liquidation judiciaire, il indiquera le résultat de ses recherches dans son procès-verbal, en mentionnant qui représente la succession en cas de décès, et quel est le syndic en cas de faillite.

Le procès-verbal du juge de paix constate la non-comparution et expose les résultats de l'enquête. Ce magistrat envoie, ensuite, dans les deux jours qui suivent la clôture du procès-verbal d'enquête, le dossier et le procès-verbal au directeur de la Caisse des dépôts et consignations à Paris.

Remarquons que si le débiteur n'avait pas comparu par suite d'un empêchement légitime, dont il s'est excusé le juge pourrait le convoquer à nouveau par lettre recommandée.

Deuxième hypothèse. — Le débiteur comparaît au jour fixé par la convocation, il ne conteste ni la réalité, ni le montant de la créance et offre de se libérer immédiatement. Il peut arriver, en effet, que le créancier ait commis une erreur en croyant à un refus de payer, ou que le débiteur, après réflexion, se décide à payer. En ce cas, le juge de paix reçoit sa déclaration et la lui fait signer, puis il invite le débiteur soit à s'acquitter immédiatement de sa dette en en versant le montant entre les mains du greffier, auquel cas il lui donne acte de son versement dans le procès-verbal, soit à expédier, au créancier, la somme due, au moyen d'un mandat-carte, en en communiquant au greffe le récépissé au plus tard le deuxième jour après la comparution.

Le juge ne clôture son procès-verbal qu'à l'expiration du délai de deux jours, fixé ci-dessus, en y mentionnant soit que le débiteur a tenu son engagement, soit qu'il l'a violé. En effet, s'il ne s'est pas acquitté à cette date, il est considéré comme ayant refusé de payer.

Le juge de paix a également à statuer sur les frais de convocation. En principe, ces derniers sont dus par le débiteur qui en est la cause par suite de son refus injustifié de payer sa dette, mais le juge a ici un pou-

voir souverain d'appréciation, et, s'il estime que la faute incombe au créancier, qui peut s'être trompé ou s'être trop pressé, il peut mettre ces frais à la charge de ce dernier.

Troisième hypothèse. — Le débiteur comparaît, reconnaît sa dette, mais déclare ne pas être en état de l'acquitter immédiatement et demande un délai pour se libérer. Le juge de paix a le pouvoir de lui accorder un délai, qui ne doit pas dépasser un mois, si les motifs allégués lui paraissent justifiés : dans ce cas il indique dans son procès-verbal qu'il fait signer au débiteur, la durée du délai consenti et l'engagement pris par le comparant de s'acquitter dans ce délai. Le juge peut aussi, si les motifs de retard invoqués ne lui paraissent pas sérieux, refuser tout délai au débiteur, dans ce cas il clôt le procès-verbal en indiquant les motifs du refus, et transmet, dans les deux jours de la comparution, le procès-verbal et le dossier au directeur de la Caisse des dépôts.

Quatrième hypothèse. — Le débiteur comparaît, mais ne reconnaît devoir qu'une partie de la somme réclamée. Dans ce cas, le juge de paix n'a pas à statuer sur ses moyens de défense, et il doit, après avoir constaté le refus partiel de paiement, l'inviter à payer la partie non contestée de la somme réclamée, soit en la versant entre les mains du greffier, soit en l'envoyant, dans les deux jours, au créancier, par mandat-carte dont il devra remettre le récépissé au greffier. Si le débiteur se libère de suite ou s'il produit, en temps voulu, son récépissé, le juge de paix lui donne acte de son paiement partiel et adresse, dans les deux jours, son dossier au directeur de la Caisse des dépôts. S'il ne produit pas son récépissé en temps voulu, le juge clôture son procès-verbal et l'envoie dans les deux jours. Si le débiteur demandait un délai pour se libérer de la partie de la somme qu'il reconnaît devoir, le juge peut le lui accorder.

Cinquième hypothèse. — Le débiteur comparaît mais nie la totalité de la dette. Dans ce cas, le juge de paix se borne à dresser un procès-verbal, constatant le refus total de paiement et les motifs qui en ont été donnés et qu'il n'a pas à juger, puis il l'envoie dans les deux jours au directeur de la Caisse des dépôts et consignations.

Ces cinq hypothèses nous indiquent quelles sont les diverses éventualités, susceptibles de se présenter, en cas de non paiement à la date voulue des indemnités dues en réparation d'une incapacité permanente, et nous montrent que, là encore, le juge de paix rend des services importants, dans la matière des accidents du travail et de leurs conséquences.

CHAPITRE VI

FRAIS MÉDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET FUNÉRAIRES

Outre l'indemnité journalière qu'il doit verser à la victime jusqu'à la guérison en cas d'incapacité temporaire, et jusqu'à la consolidation en cas d'incapacité permanente, le patron est, également, tenu, en même temps, de payer les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et accessoires, qui sont nécessités par l'état du blessé. De plus, si l'accident a entraîné la mort, l'employeur doit payer les frais funéraires, faits pour l'inhumation de la victime. Le juge de paix est compétent pour statuer sur les demandes, relatives au paiement de ces divers frais.

1. FRAIS MÉDICAUX, CHIRURGICAUX, PHARMACEUTIQUES ET ACCESSOIRES. — Les frais médicaux et pharmaceutiques sont mis par la loi à la charge du patron, quelle que soit la gravité de l'accident, qu'il ait entraîné une infirmité définitive ou une incapacité seulement temporaire de travail, ou même qu'il n'ait entraîné aucune interruption de travail. Ces frais sont dus par l'employeur, en plus de l'indemnité journalière : jusqu'au jour de la guérison complète s'il s'agit d'une incapacité temporaire, de la consolidation de la blessure s'il s'agit d'une incapacité permanente, totale ou partielle, ou du décès s'il s'agit d'un accident ayant entraîné la mort.

Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, la victime d'un accident du travail n'avait droit au remboursement des

frais médicaux et pharmaceutiques que si l'incapacité avait duré plus de quatre jours, mais la loi du 17 octobre 1919 a amélioré le sort des victimes de blessures légères en supprimant cette exigence et a décidé que l'employeur serait tenu de ces frais même si l'incapacité avait duré moins de quatre jours. La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 est encore allée plus loin dans cette voie et a apporté une importante réforme en cette matière, en décidant que les frais médicaux et pharmaceutiques seraient dus par le patron, même s'il n'y avait pas eu interruption de travail ; ainsi donc, maintenant, ces frais devront être payés par l'employeur, de toute façon, à partir du jour de l'accident.

Remarquons, d'ailleurs, que, de même que pour l'indemnité journalière, les patrons peuvent se dispenser de l'obligation de payer ces frais pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours, à partir de l'accident, s'ils justifient : a) qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation, qui aura été déterminée d'un commun accord et qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ; b) que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessure, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques que nécessite leur état.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, jusqu'à 1.500 francs en dernier ressort, et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel, dans les quinze jours de sa décision. Si le défendeur soulève une exception d'incompétence ou d'inapplicabilité de la loi, le juge ne statue qu'en premier ressort, même si la somme réclamée est inférieure à 1.500 francs.

Lorsque plusieurs demandes sont réunies en une seule instance, comme c'est le cas lorsqu'un médecin réclame au patron le paiement d'honoraires pour soins donnés à plusieurs ouvriers blessés, la jurisprudence estime qu'il faut, pour savoir si la demande rentre dans la com-

pétence en premier ressort du juge de paix, considérer, conformément à l'article 8 de la loi du 12 juillet 1905, le total des sommes réclamées, même si les demandes ainsi jointes sont distinctes. Donc, si, par exemple, un médecin réclame une somme de 1.600 francs, à savoir 900 francs pour soins donnés à l'ouvrier X et 700 francs pour soins donnés à l'ouvrier Y, et cela à un même employeur dans une même instance, le juge de paix ne pourra statuer qu'en premier ressort ; tandis que si le médecin demande une somme de 1.500 francs pour soins prodigués à un seul ouvrier, il statuera en dernier ressort.

Quelle est exactement l'étendue de l'obligation patronale relative à ces « frais médicaux », expression que la nouvelle loi de 1938 a d'ailleurs remplacée par celle d' « honoraires des praticiens » ? La loi a voulu ici mettre à la charge de l'employeur non seulement les honoraires des médecins et chirurgiens et le prix des médicaments fournis par les pharmaciens, mais aussi les frais de dentistes, sages-femmes, masseurs, infirmières, garde-malades, de traitements électriques, hydrothérapiques, ainsi que les frais de voyage exposés par la victime pour se faire soigner. Toutefois, ces soins, traitements et médicaments doivent avoir été reconnus indispensables par le médecin traitant qui doit les contrôler.

Pour les appareils orthopédiques, jusqu'à la loi de 1938, le patron n'en était tenu que jusqu'à la consolidation de la blessure, tandis que la nouvelle loi a augmenté sur ce point les charges patronales, en décidant que la victime aurait le droit de réclamer à son employeur soit la fourniture et le renouvellement des appareils de prothèse, nécessaires à cause de son infirmité, soit une indemnité représentative de leur acquisition et de leur renouvellement, indemnité qui devra être ajoutée au montant de la rente.

Le juge de paix a un pouvoir souverain d'appréciation pour fixer le montant de ces frais : son rôle

consiste, en cas de contestation, à les réviser et à les réduire dans la mesure où ils diffèrent d'un tarif, établi par arrêté du ministre du Travail, après avis d'une commission spéciale, et dont la durée d'application est d'au moins un an. Le juge doit donc fixer ces frais en se conformant strictement à ce tarif. De plus, il peut supprimer ceux qui lui paraissent manifestement exagérés et sans aucune utilité pour le traitement de la victime.

Les frais d'hospitalisation du blessé sont également mis par la loi, à la charge du patron. Avant la loi du 1^{er} juillet 1938, ils étaient limités pour lui à un maximum qui ne pouvait excéder le tarif établi pour le prix de journée, dû par les collectivités, majoré de 30 %. Depuis la nouvelle loi, l'employeur est tenu des frais d'hospitalisation jusqu'à concurrence du prix de journée, applicable aux malades payants dans les salles communes, étant bien entendu qu'il doit en plus les honoraires des médecins et chirurgiens, ayant prodigué leurs soins à la victime pendant qu'elle se trouvait hospitalisée. Si le blessé préfère aller dans une clinique privée, dont les tarifs sont en général plus élevés que ceux des établissements hospitaliers publics, ce sera à lui de payer la différence entre le prix de sa clinique et celui des établissements publics. En principe donc, à moins de convention expresse, la clinique, en pareil cas, ne pourrait rien réclamer au patron ou à l'assureur pour cette différence. Cependant la jurisprudence admet, dans un esprit d'humanité et pour faciliter l'entrée des blessés graves dans les cliniques privées, que l'employeur pourra être tenu de l'intégralité du prix de la clinique, même si celui-ci dépasse le tarif établi pour les établissements publics, dans les cas où le blessé y a été admis à cause de l'urgence, ou de la nature de ses lésions, ou du trop grand éloignement d'un établissement hospitalier public. En pareil cas, c'est le juge de paix qui fixera le montant des frais dus : il ne devra pas perdre de vue que l'hospitalisation constitue une lourde charge pour le patron et

l'assureur et que cette dépense ne doit leur être imposée qu'en cas de nécessité, par exemple quand des opérations ou des traitements spéciaux sont indispensables, ou quand la famille ne peut s'occuper suffisamment du blessé. Notons que les frais de transport au lieu d'hospitalisation sont, dans tous les cas, à la charge du patron.

Le tarif officiel, fixé par arrêté ministériel, dont nous avons parlé plus haut et auquel le juge est tenu de se conformer n'a été prévu que pour le cas où la victime choisirait elle-même son médecin ou son pharmacien, et il n'est pas applicable lorsque le choix émane du patron. Dans ce dernier cas, l'ouvrier n'aura pas à intervenir et aucune réclamation ne pourra lui être adressée, le médecin n'aura qu'à s'adresser à l'employeur et cela en intentant une action devant le juge de paix, qui statuera suivant le droit commun et non plus suivant la procédure exceptionnelle de la loi du 9 avril 1898.

Si au contraire, le blessé a, comme c'est son droit, choisi lui-même son médecin et son pharmacien, le patron ne peut être tenu au delà du tarif officiel. Dans ce cas, les médecins, pharmaciens et établissements hospitaliers peuvent intenter une action directe en vertu de la loi de 1898 contre le chef d'entreprise, ou l'action oblique contre l'assureur, en vertu de l'article 1166 du Code civil, pour le remboursement des frais qui leur sont dus, mais seulement dans la limite où ils ont été fixés par le juge de paix, conformément au tarif établi par le ministre du Travail. Pour la partie des honoraires qui excède ce tarif, la jurisprudence admet que le médecin a une action contre la victime qui l'a choisi ¹.

Pourquoi cette action directe, qui constitue une exception au droit commun, a-t-elle été donnée aux médecins, pharmaciens et établissements hospitaliers ? En réalité, son but est d'éviter des transferts de fonds du patron à l'ouvrier, et de celui-ci aux médecins, pharmaciens et établissements hospitaliers. La Cour de

1. Cass. 16 juillet 1934. *Bull civ.*, n° 149.

cassation a vu là une cession légale de créance, faite par la victime à ces derniers contre le patron. C'est donc une action en tous points semblable à celle de la victime elle-même et qui est soumise aux mêmes règles : ainsi, elle se prescrit par un an, et elle bénéficie pour sa garantie du privilège de l'article 2101 du Code civil ; elle est soumise aux mêmes exceptions et limitations que celles que le patron pouvait opposer à l'ouvrier.

D'après MM. Rouast et Givord, « le transport éventuel de créance qui résultera de l'action directe a pour effet d'immobiliser la créance dès avant son exercice ² ». Cette créance ne peut donc pas être éteinte par un paiement, ni faire l'objet d'une cession à un tiers, ni être compensée avec une autre créance que l'employeur pourrait avoir contre la victime. De plus, si le blessé lui-même obtenait une condamnation contre son patron au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, il ne pourrait la faire exécuter sans justifier qu'il a lui-même acquitté les frais en question.

L'article 4 de la loi de 1898 stipule que la victime pourra toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Le législateur a craint, en effet, que si le blessé était obligé de recourir aux soins du médecin du patron ou de l'assureur, ces derniers manquent d'une impartialité suffisante et tentent d'exercer sur la victime une pression dans un sens défavorable à ses intérêts. La loi punit, d'ailleurs, sévèrement toute pression pour contraindre, par menace de renvoi, l'ouvrier à s'adresser à tel médecin ou à tel pharmacien. Il est bien entendu toutefois que le choix de la victime ne peut se porter que sur un médecin, ayant légalement qualité pour exercer la médecine et non sur un rebouteux ou un charlatan : le patron ne peut être en aucun cas contraint de payer les pratiques de ces derniers.

Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, que ce système

1. Rouast et Givord, p. 353, n° 336.

du libre choix du médecin par la victime n'est pas sans inconvénients, car bien souvent l'ouvrier manque de discernement et s'adresse à des praticiens peu capables ou pu scrupuleux. Certaines cliniques dirigées par des médecins marrons, se sont spécialisées dans le racolage des blessés, victimes d'accidents du travail, et M. Sicot fait remarquer qu'« il n'est pas rare de constater que les blessés, surtout dans ces officines, portent des plaies fabriquées de toute pièce¹ ».

Pour garantir ce libre choix du médecin, la loi oblige le patron à délivrer à la victime un bulletin de visite, sur lequel il est interdit de mentionner le nom et l'adresse d'un médecin, d'un pharmacien ou d'une clinique quelconque. Ce bulletin est remis par le blessé au médecin qu'il choisit. Remarquons, d'ailleurs, que la loi n'édicte pas de sanction contre le patron en cas de refus de sa part de délivrer ce bulletin.

En raison des abus et des fraudes innombrables qui se sont produits en matière d'accidents du travail, et dans le but d'empêcher un concert frauduleux pour prolonger l'incapacité, la loi a donné au patron un droit de contrôle. Ce droit est, il est vrai, plus théorique que pratique, car son exercice est rendu très difficile par toutes les restrictions dont la loi l'entoure. Tout d'abord, le médecin traitant de la victime est obligé d'aviser l'employeur dans les quarante-huit heures de la visite de celle-ci, par une carte circulant en franchise, détachée d'un carnet à souche, signée du praticien et contre-signée par la victime, ou à son défaut par un témoin, mentionnant le constat sommaire de l'accident, c'est-à-dire le résultat de l'examen médical, et les nom et adresse de l'accidenté. Puis, dans les huit jours qui suivent l'accident, le médecin doit adresser à l'employeur un certificat en double exemplaire, indiquant l'état de la victime et les conséquences probables de l'accident. Si le praticien vient à manquer à ces obligations, la loi

1. Sicot, p. 57.

décide, à titre de sanction, que le patron et l'ouvrier ne seront pas responsables des honoraires.

Le patron, comme nous l'avons vu à propos de l'indemnité journalière, a le droit de surveiller le traitement et de faire contrôler l'état de la victime par un médecin choisi par lui. Il doit, pour cela, présenter une requête au juge de paix, pour faire autoriser le médecin désigné par lui à contre-visiter l'ouvrier afin de le renseigner sur l'état de ce dernier. Le rôle du juge de paix consiste donc, ici, à viser la désignation du médecin de l'employeur. La contre-visite ne peut avoir lieu qu'une fois par semaine et seulement en présence du médecin traitant, qui doit être prévenu au moins deux jours avant, par lettre recommandée. Si l'ouvrier tente de se soustraire à ce contrôle, soit en refusant de recevoir le médecin délégué par le patron, soit en s'absentant volontairement au moment de la visite, le patron adresse une requête au juge de paix, en y joignant le certificat ou la lettre du médecin contrôleur, constatant le refus. Comme nous l'avons vu, le juge peut, à titre de sanction, après avoir convoqué le blessé par lettre recommandée, décider la suspension du paiement de l'indemnité journalière.

Remarquons que la loi de 1938 accorde le droit de contrôle direct à l'assureur, tandis que sous l'empire de la loi de 1898, seul l'employeur jouissait de cette faculté. De plus la nouvelle loi facilite le contrôle patronal en permettant à l'employeur ou à l'assureur de désigner, une fois pour toutes, au juge de paix, le médecin désigné pour la contre-visite, ce qui évite d'adresser une demande particulière pour chaque accident.

En cas de désaccord entre le médecin contrôleur et celui de la victime sur le point de savoir si la victime est en état de reprendre son travail, nous avons vu dans le chapitre consacré à l'indemnité journalière, que le patron ou l'ouvrier peut requérir du juge de paix une expertise médicale qui doit avoir lieu dans les cinq jours. Le juge nomme un expert de son choix : si ce

dernier estime que la victime est guérie, les frais d'expertise seront à la charge de celle-ci et à partir de ce jour le patron cessera de devoir les frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi bien entendu que l'indemnité journalière.

Une autre difficulté peut se produire : si le médecin choisi par l'employeur pour contrôler l'état du blessé s'aperçoit que le traitement, que fait subir au blessé son confrère, est nocif pour sa santé et a pour effet de prolonger son état morbide, M. Pabon¹ estime que le patron peut requérir du juge de paix la nomination d'un expert, chargé de rechercher si le traitement suivi par le blessé est normal et conforme aux règles de l'art. Si, dans son rapport, l'expert déclarait que ce traitement est défectueux, le juge de paix aurait, d'après M. Pabon, le droit de convoquer le blessé et de le mettre en demeure de changer son médecin, sous peine de cessation du paiement de l'indemnité journalière et des frais médicaux et pharmaceutiques. En tout cas, à moins qu'un concert frauduleux entre le blessé et son médecin soit prouvé péremptoirement, le blessé ne peut pas être déclaré responsable de l'impéritie ou même de la mauvaise foi de son médecin. A ce propos, il est bon de noter que la loi de 1938 a établi le contrôle syndical pour les médecins et pharmaciens choisis par la victime, et on peut espérer que cette mesure aidera à mettre fin aux abus trop nombreux qui se produisent en cette matière.

Remarquons, en terminant l'examen de cette question, que, s'il survient une aggravation dans l'état de la victime d'un accident du travail, après la consolidation de sa blessure, celle-ci a la possibilité de faire réviser le jugement qui lui a alloué une rente, mais que cette demande en révision ne peut, en aucun cas, faire renaître au profit de la victime un droit aux frais médicaux et pharmaceutiques.

1. Pabon, p. 63, n° 2, 728, tome 3.

2. FRAIS FUNÉRAIRES. — Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, si l'accident avait entraîné la mort de la victime, le patron devait supporter le paiement des frais funéraires, c'est-à-dire des frais de transport du corps, d'inhumation, et du culte. La loi de 1898 avait fixé à un forfait de 100 francs, porté à 200 francs par la loi du 12 avril 1922, le maximum de ces frais. Le juge de paix n'était même pas obligé d'allouer la totalité de cette somme, il ne devait allouer que les frais dont la justification lui était apportée par le demandeur. L'insuffisance notoire du chiffre de ce forfait a été corrigée par la loi de 1938 qui l'a majoré, d'importante façon, en décidant que les frais funéraires, qui sont fixés par délibération du Conseil municipal du lieu de l'inhumation, approuvée par le préfet, ne pourraient être inférieurs à 300 francs, ni supérieurs à 1.000 francs. Cette augmentation est, d'ailleurs, très justifiée par suite de la dévalorisation incessante de la monnaie.

Le juge de paix a, en cette matière, une compétence exclusive : d'après l'article 15 de la nouvelle loi de 1938, les contestations relatives aux frais funéraires sont jugées par lui en dernier ressort, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever, et cela dans les quinze jours, les demandes de ce genre présentant presque toujours un caractère d'urgence. Nous avons déjà vu par ailleurs que ce délai, plus théorique que pratique, est dépourvu de sanction, et pourrait seulement donner lieu à une mesure disciplinaire contre le juge négligent. Remarquons qu'en donnant au juge de paix, compétence en dernier ressort sur ce point, la loi n'apporte aucune exception au droit commun, puisque le maximum des frais funéraires n'est que de 1.000 francs, et qu'ainsi il ne dépasse pas le taux de la compétence ordinaire en dernier ressort du magistrat cantonal qui est 1.500 francs.

Que doit-on entendre par « frais funéraires » ? La loi ne les a pas énumérés d'une façon précise et c'est la jurisprudence qui nous renseigne à ce sujet. Elle est unanime à admettre que le juge ne doit allouer que les

frais strictement nécessaires. On doit considérer comme tels, selon l'opinion de M. Milhaud : « Les dépenses nécessaires à l'inhumation, c'est-à-dire celles d'ensevelissement et de transport du corps au cimetière et à l'église ou au temple, les frais de culte, le salaire dû pour la garde du corps, les honoraires des ministres du culte, les frais de billets d'invitation¹. » D'après le même auteur, les frais funéraires ne doivent pas comprendre des dépenses comme le coût des messes dites à la mémoire du défunt, ou le prix des couronnes déposées sur son cercueil. De son côté, M. Sachet estime, qu'« on ne doit pas y comprendre le deuil de la veuve, ni les prières ou services religieux postérieurs à l'inhumation, tels que les services dits de neuvaine, anniversaires, etc., ni le prix de la concession du terrain destiné à la sépulture² ».

Outre les frais d'inhumation, l'employeur doit payer à la famille de la victime le prix de transport du corps au lieu de sépulture demandé par la famille. Mais cette obligation ne pèse sur le patron que si ce lieu de sépulture est situé en France continentale, ou si le décès s'est produit lors d'un déplacement effectué pour l'accomplissement du travail hors de la résidence du défunt, ou bien encore si c'est sur les sollicitations du patron que la victime a quitté le lieu de son domicile pour être embauchée. Par contre, si c'est l'ouvrier qui a quitté sa résidence habituelle pour aller chercher du travail ailleurs, les frais de transport de son corps, s'il est victime d'un accident mortel ne seront pas à la charge de son employeur. Il en est différemment si le patron est allé le recruter pour l'envoyer ailleurs. M. Gazier donne un exemple qui fait bien comprendre cette distinction : « Une domestique, originaire d'une province vient se placer à Paris, si le malheur veut qu'elle soit victime d'un accident mortel dans son travail, l'em-

1. Milhaud, p. 589, n° 66, tome 4.

2. Sachet, p. 465, n° 645, tome I.

ployeur n'aura pas à supporter les frais de retour du corps de cette victime dans son pays d'origine, mais si au contraire, cet employeur, au cours d'un voyage, embauche, dans sa province, une domestique qu'il ramène à Paris, alors au cas d'accident mortel, il devra, si la famille le demande, assumer les frais de retour du corps, au pays du domicile ou de la résidence de cette victime ³. »

Remarquons, en terminant l'examen de cette question, que lorsque la demande en paiement de frais funéraires est jointe à une demande de rente fait par les ayants droit de la victime, le Tribunal civil peut être compétent pour statuer sur le tout.

1. Gazier, p. 197, n° 261.

CHAPITRE VII

RÈGLES SPÉCIALES POUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL AGRICOLE

Les accidents du travail agricole n'étaient pas compris dans le champ d'application de la loi du 9 avril 1898. C'est la loi du 15 décembre 1922, modifiée par la loi du 30 avril 1926, qui a étendu le bénéfice de la législation sur le risque professionnel aux exploitations agricoles.

Bien que la législation de 1922 soit fondée sur les mêmes principes que celle de 1898, les règles en cette matière ne sont cependant pas tout à fait les mêmes que celles édictées pour les accidents du travail ordinaires. Les délais impartis au juge de paix pour son enquête sont notamment différents de ceux qui sont prescrits par la loi de 1898.

Quelles sont les exploitations assujetties à la législation de 1922 ? Ce sont : les exploitations agricoles de toute nature (culture, récolte, défrichement, arboriculture, fleurs, fruits, jardins, etc.) ; les exploitations d'élevage (bétail, basses-cours, pisciculture, etc.) ; les exploitations de dressage (chiens, chevaux, etc.) ; d'entraînement ; les haras ; les entreprises rattachées à une exploitation agricole, dont elles ne sont que l'accessoire, telles que laiteries, fromageries, distilleries, etc. ; les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles ; les bureaux des syndicats ou exploitations agricoles ; les sociétés coopératives agricoles régies par la loi du 5 août 1920 ; les fruitières ; les caisses mutuelles d'assurances agricoles

constituées conformément à la loi du 4 juillet 1930 ; les caisses mutuelles de crédit agricole ; les associations syndicales de propriétaires, constituées conformément à la loi du 21 juin 1865. Remarquons que la loi de 1922 protège non seulement les accidents du travail des terres, mais aussi ceux qui surviennent dans les cours d'eau ou les étangs qui font l'objet d'une entreprise de pêche ou d'élevage.

Il sera parfois assez difficile au juge de paix de délimiter exactement le domaine respectif de la loi des accidents du travail agricole et des autres lois sur les accidents du travail : ainsi les établissements tels que les laiteries, fromageries, distilleries, beurreries, cidreries, sucreries, moulins, etc., seront régis par la loi de 1922 seulement s'ils ne constituent que l'accessoire d'une exploitation agricole, au contraire s'ils ne sont rattachés par aucun lien à une exploitation de cette nature, ils tomberont dans le domaine de la loi de 1898. Le juge de paix devra examiner attentivement chaque cas différent pour savoir s'il doit appliquer les principes de l'une ou de l'autre des législations.

Les bénéficiaires de la loi sur les accidents du travail agricoles sont tous les ouvriers, employés, domestiques occupés dans les exploitations agricoles, les membres de la famille de l'exploitant, qui travaillent comme ouvriers ou employés à côté des salariés permanents ; les membres de la famille de l'exploitant qui ne travaille qu'avec l'aide de sa famille, mais qui a adhéré à la législation pour les accidents qui surviendraient aux membres de sa famille ; les exploitants qui veulent contracter une assurance pour se placer eux-mêmes sous le bénéfice de la législation ; les jardiniers travaillant pour des particuliers mais à condition qu'ils ne soient pas de petits patrons.

Mais seuls bénéficient de la loi ceux qui peuvent se prévaloir d'un contrat de louage de services, sans qu'il soit nécessaire pourtant qu'un salaire ait été stipulé. C'est ainsi qu'un ouvrier à l'essai pourra bénéficier des

dispositions de la loi s'il a travaillé sous la surveillance et l'autorité d'un patron. Nous retrouvons donc là aussi l'importance du critérium du lien de subordination.

Les chefs d'exploitations qui sont assujettis à la loi de 1922 sont les fermiers, les métayers, les usufruitiers ; les petits exploitants travaillant d'ordinaire seuls ou avec les membres de leur famille (ascendants, descendants, frères, sœurs, alliés au même degré), dont on évalue le nombre à cinq millions environ et qui depuis la loi de 1926 sont tenus de s'assurer pour leurs collaborateurs occasionnels, salariés ou non, et ont la faculté d'assurer la même protection aux membres de leur famille. Ainsi donc, le petit exploitant, depuis la loi de 1926 est responsable à l'égard du voisin qui lui donne un coup de main gratuit, aussi bien qu'à l'égard d'un collaborateur salarié. Les simples particuliers qui emploient des jardiniers sont également assujettis à notre législation.

Si un accident survient à une personne qui garde les animaux de plusieurs exploitants, ou au cours de travaux agricoles entrepris en commun, l'article 7 de la loi stipule que les exploitants seront solidairement responsables envers la victime.

En cas d'accident survenu à une personne occupée au maniement d'une machine à moteur inanimé, c'est le propriétaire de la machine et non celui du domaine rural qui est responsable.

Remarquons que la loi de 1926 a permis aux artisans ruraux tels que maréchaux-ferrants, forgerons, bourreliers, sabotiers, tonneliers, charretiers, qui sont eux-mêmes assujettis à la loi de 1898 en tant que patrons, d'adhérer à notre législation pour eux et leur famille.

La loi de 1922 exempte les petits exploitants de l'assujettissement à la loi, mais elle les encourage à se placer eux et leur famille sous la protection de la législation sur le risque professionnel. Leur adhésion à la loi est subordonnée à la condition de souscrire un contrat

d'assurance pour eux et leur famille, et en cas d'accident, les indemnités qui leur sont allouées, le sont sur la base du gain annuel déclaré par eux dans ce contrat.

Notons que la procédure en matière d'accidents du travail dans les petites exploitations, peut être dirigée contre l'assureur sans qu'il soit nécessaire de mettre le petit exploitant lui-même en cause.

Les accidents qui sont garantis par la loi de 1922 sont tous ceux qui sont survenus à l'occasion du travail dans les bâtiments ruraux, dans les champs, dans les autres lieux où s'exerce l'autorité du patron. Si l'accident survient, en dehors des heures habituelles de travail, les travailleurs ne seront protégés que s'il s'est produit pendant qu'ils faisaient un acte utile à l'entreprise (comme par exemple le nettoyage des bâtiments, des instruments, l'alimentation du bétail, etc.). Si au contraire, l'accident se produit au cours d'une occupation d'ordre privé comme le nettoyage par le salarié de sa propre chambre, ou tandis qu'il est au cabaret pour son plaisir, il ne bénéficiera pas de la protection de la loi. Par contre, si un accident survient à un valet de ferme dans un café où il s'était rendu au cours d'une foire pour conclure une vente ou un achat pour le compte de son maître, la loi s'appliquera.

Pendant le trajet de la ferme aux champs, le salarié sera également protégé par la loi, tandis que pendant le trajet de chez lui à la ferme, il ne bénéficiera pas de la protection de la loi s'il vient à être victime d'un accident.

Remarquons que l'exploitant, garanti par son assurance contre les accidents pouvant lui survenir dans un travail agricole n'est pas protégé s'il est blessé au cours d'une occupation ménagère sans rapport avec le travail agricole.

La jurisprudence met, d'ailleurs, bien en relief les différences qui séparent l'assujettissement facultatif de l'exploitant, qui, comme le font remarquer MM. Rouast et Givord, « n'est pas autre chose qu'une forme particu-

lière d'assurance¹ », de l'assujettissement obligatoire, qui détermine une responsabilité basée sur l'idée du risque d'autorité.

Comme l'expliquent très clairement ces mêmes auteurs : pour les assujettis obligatoires, l'accident du travail est celui qui survient dans un travail fait sous la subordination du patron comme conséquence du contrat de louage de services, même s'il n'a qu'un rapport occasionnel avec ce contrat. Tandis qu'au contraire en ce qui concerne les assujettis facultatifs, aucune subordination ne joue plus et il n'y a qu'à appliquer les stipulations de la police d'assurance. Si ces termes de la police n'étaient pas explicites, MM. Rouast et Givord sont d'avis qu'« on doit admettre qu'ils couvrent les accidents qui ont un rapport direct avec la profession de l'exploitant agricole² ». Selon ces éminents juristes, la notion d'accident du travail est donc beaucoup moins extensive pour l'exploitant adhérant volontairement à la loi que pour l'assujetti obligatoire.

Il n'est pas niable que cette interprétation peut amener des résultats injustes, car la loi n'a pas stipulé de différence de traitement entre ces deux catégories d'assujettis. Néanmoins la jurisprudence semble bien s'être fixée dans ce sens, c'est ainsi que la Chambre civile de la Cour de cassation a décidé que l'assurance ne couvrirait pas l'accident survenu dans le dépeçage d'un lapin parce qu'il ne s'agissait pas d'un travail agricole³, tandis qu'au contraire la même Chambre civile, dans une affaire où un assujetti volontaire agricole s'était blessé dans l'abattage d'un porc⁴, a admis que la police couvrirait cet accident par ce que « ce fait se rattache normalement à l'exploitation de la ferme et constitue un

1. Rouast et Givord. *Supplément au Traité du Droit des accidents du travail et des maladies professionnelles*, p. 19, n° 61.

2. Rouast et Givord, *id.*, p. 19, n° 61.

3. Civ., 8 mars 1932, D. H., 1932, 249.

4. Civ., 20 novembre 1935, S. 1936, 1, 60.

travail agricole ». MM. Rouast et Givord expliquent cette différence de solutions de la jurisprudence, de la façon suivante : « Le dépeçage d'un lapin, écrivent-ils, est une opération ménagère qui peut être faite par tout le monde, tandis que l'abattage d'un porc est un acte de la profession de charcutier ou de celle d'agriculteur. »

Dans le même sens, la jurisprudence a estimé que la blessure, due à la chute d'un volet, est indépendante de l'exercice de la profession agricole et n'est pas couverte par l'assujettissement de l'exploitant¹.

Comment le juge de paix devra-t-il déterminer le salaire de base pour la fixation de l'indemnité journalière en cas d'accident rentrant dans le cadre de la loi du 15 décembre 1922 ?

En cas de salaire fixe, il n'y aura pas de difficulté, le juge de paix allouera comme en matière ordinaire la moitié du salaire. Au cas où le salaire consiste à la fois en espèces et en une rémunération en nature, l'accidenté a droit à la moitié du salaire en espèces et à la moitié de l'évaluation des avantages en nature. Pour cette évaluation comme pour le cas de salaire en nature, le juge de paix se basera pour calculer l'indemnité sur le taux du salaire moyen annuel, fixé par un arrêté préfectoral. Il en est de même si la victime n'est pas salariée. Quant aux exploitants non salariés, l'indemnité journalière est basée sur le gain annuel déclaré à l'assurance dans leur contrat.

Lorsque l'accident s'est produit sur le territoire de la commune où l'exploitant a son domicile, la déclaration d'accident est faite dans les conditions prescrites par la loi du 9 avril 1898. Si l'accident s'est produit hors du territoire de cette commune, la victime est tenue d'en aviser l'exploitant par une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre doit contenir les nom et adresse de la victime, l'indication du lieu et des circonstances de l'accident, le nom des témoins. La date de

1. Rennes, 4 mai 1937. D. H. 1937, 542.

l'accusé de réception de la lettre fait courir le délai imparti à l'exploitant pour faire la déclaration d'accident, c'est-à-dire quarante-huit heures. L'exploitant doit faire établir un certificat médical et l'annexer à sa déclaration. Le maire transmet la déclaration au juge de paix.

Le juge de paix procède à l'enquête comme il est prescrit dans la loi de 1898, mais ici les délais sont un peu différents : c'est ainsi qu'il doit commencer l'enquête dans les trois jours (alors qu'il n'a que vingt-quatre heures pour cela en matière d'accidents du travail ordinaire), et qu'il doit la clôturer dans les quinze jours (alors qu'il n'a qu'un délai de dix jours pour les autres accidents). Il est compréhensible que le législateur se soit montré plus large dans les délais, en matière d'accidents agricoles, car dans les campagnes les distances sont plus grandes et les communications moins faciles que dans les villes.

Le juge de paix est tenu de convoquer au moins quatre jours à l'avance le chef de l'exploitation ou son assureur pour assister à l'enquête.

La loi du 15 décembre 1922 donne un délai maximum d'un mois aux médecins experts pour déposer leur rapport.

L'article 14 de la loi de 1922 ordonne l'affichage permanent de cette loi dans les mairies et dans les justices de paix. Les magistrats cantonaux se doivent de veiller avec soin à ce que cette disposition de la loi soit observée car son utilité est grande : cette publicité permet en effet aux intéressés de prendre connaissance des avantages dont ils peuvent bénéficier grâce à cette loi et leur indique les moyens qu'ils doivent prendre pour se placer sous sa protection.

CONCLUSION

Nous avons essayé de dégager et de préciser autant que possible le rôle du juge de paix dans les accidents du travail. En matière d'incapacité temporaire, tout se passe devant lui et l'affaire ne va pas plus loin. Par contre, en cas d'incapacité permanente ou de mort, le juge de paix ne joue un rôle qu'au début en procédant à l'enquête et en fixant le taux de l'indemnité journalière ; à partir de l'envoi du dossier au président du Tribunal civil, il se trouve dessaisi. C'est alors que commence le rôle du président : dans les cinq jours de la transmission du dossier, le président du tribunal, dans le ressort duquel siège le juge de paix enquêteur, doit en effet, convoquer la victime ou ses ayants droit, le patron et, s'il y a assurance, l'assureur, pour procéder à une tentative de conciliation. Il peut adresser cette convocation par lettre recommandée, ou la faire parvenir par l'intermédiaire du juge de paix, ce qui se produit très fréquemment en pratique.

Cette tentative de conciliation est obligatoire, car, étant donné le caractère d'ordre public de la loi, même si les parties étaient d'accord sur la rente, l'intervention de la justice est nécessaire pour en fixer le montant. L'accord des parties n'est valable que s'il est intervenu devant le président du tribunal et avec son approbation.

La mission de ce magistrat est de tenter une conciliation et non de statuer sur le fond du débat. Si les parties sont d'accord, il rend une ordonnance, de conciliation, en donnant acte, et qui indique le salaire de base, le taux d'incapacité de la victime, et la rente à

laquelle celle-ci a droit. Au cas où l'accidenté a reçu une indemnité journalière plus forte que la rente qui lui est allouée, les parties peuvent déterminer dans quelle proportion le débiteur de la rente pourra imputer ce surplus sur les premiers arrérages qu'il doit. Si le président ne parvient pas à mettre d'accord les parties, il rend une ordonnance de non-conciliation, renvoyant ces dernières à se pourvoir devant le tribunal. Il peut dans cette ordonnance de renvoi, lorsque l'indemnité journalière a été, au préalable, fixée par le juge de paix, substituer à celle-ci une provision qui lui est inférieure.

L'instance s'engage alors devant le tribunal, qui peut ordonner toutes les mesures d'instruction qu'il jugera utiles, telles qu'une expertise, médicale ou technique, une enquête, etc. Le jugement définitif fixe la rente, son point de départ et son mode de paiement. L'exécution provisoire a lieu de plein droit.

Pourquoi la loi a-t-elle ainsi divisé la compétence, entre le juge de paix, le président et le tribunal civil ? Il est certain que le législateur a craint de donner au juge de paix le pouvoir de statuer sur des sommes trop importantes : en effet les accidents, causant la mort ou une incapacité permanente, aboutissent souvent à des rentes très fortes soit pour la victime, soit pour ses ayants droit, et dont le nombre d'annuités, impossible à prévoir, peut se totaliser par des sommes considérables. Les limites ordinaires de la compétence du magistrat cantonal auraient été, fréquemment, grandement dépassées dans la fixation de telles rentes.

De plus, le législateur s'est toujours efforcé de soustraire à la compétence du juge de paix, les demandes indéterminées et il a reculé à la pensée de lui donner le pouvoir exceptionnel de statuer sur la demande de rente qui est essentiellement indéterminée. Il a pensé que le tribunal civil avec ses trois magistrats offrirait plus de garanties.

Il est à remarquer que la loi a choisi le juge de paix

pour statuer sur les matières urgentes, dans l'intérêt des parties pour qu'elles aient une justice très économique et rapide : la victime, le plus souvent sans ressources et sans capital lui permettant d'attendre, a besoin de toucher très vite l'indemnité journalière pour pouvoir subsister. De plus, le magistrat cantonal, étant sur les lieux, est mieux placé pour faire certaines constatations urgentes, et cela évite des frais et des déplacements.

Au contraire, en cas d'incapacité permanente, la fixation de la rente est moins urgente, puisqu'en attendant, la victime bénéficie de l'indemnité journalière et, ainsi, peut mieux s'accommoder de la procédure plus lente du tribunal civil.

On comprendrait donc, à la rigueur, que le législateur, toujours un peu méfiant à l'égard du juge unique, surtout à l'époque où la loi de 1898 est intervenue, ait préféré, au magistrat cantonal, un tribunal composé de trois membres, mais le juge de paix, qui connaît l'affaire de très près et qui est essentiellement un conciliateur, n'aurait-il pas pu remplir aussi heureusement que le président le rôle que la loi a donné à ce dernier, en lui conférant le pouvoir de consacrer l'accord des parties, lors de la tentative de conciliation à laquelle il procède ? Si les parties sont d'accord, cela leur éviterait des déplacements, souvent longs et coûteux, et si elles ne le sont pas encore, lors de la tentative de conciliation, le juge de paix serait aussi apte que le président à réaliser cet accord. En laissant, d'ailleurs, aux parties la voie de l'appel, leurs droits seraient dans tous les cas sauvegardés.

En outre, la scission en deux parties de la procédure, en cas d'incapacité permanente : la première devant le juge de paix qui est chargé de l'instruction de l'affaire et qui mène une enquête approfondie à son sujet, la deuxième devant le tribunal civil qui statue sur le fond, semble, à de nombreux auteurs, regrettable, tel est, en particulier, l'avis de M. Pabon, qui nous en donne les motifs en ces termes : « Il y a là une dérogation au droit

commun, qui ne nous paraît pas très heureuse, car le juge du fond est bien mieux éclairé sur les prétentions des parties lorsqu'il a fait lui-même l'instruction de la cause ; malgré tout son zèle, son expérience et son habileté, le magistrat instructeur ne parviendra jamais à rendre sur le papier ce qu'on appelle les impressions d'audience qui naissent de la vue et de l'audition personnelle des parties et des témoins ¹. » Ce jurisconsulte, dont les avis sont d'un grand poids par suite de sa longue expérience en matière de justice de paix, nous indique aussi les solutions qui auraient été les meilleures, à son avis : « Nous croyons qu'il eût été préférable, soit de faire rentrer dans la compétence du juge de paix toutes les actions qui prennent naissance dans les accidents du travail, en réservant la voie de l'appel pour celles qui ont trait à des rentes viagères, soit si on divisait la compétence, de laisser chaque tribunal, procéder lui-même à l'instruction des affaires portées devant lui. »

Il nous semble que la première de ces deux solutions serait la meilleure et que les justiciables ne perdraient rien, surtout au point de vue d'une justice plus expéditive, si le juge de paix avait le monopole de tout ce qui concerne les accidents du travail, l'appel restant une garantie pour la partie qui s'estimerait lésée. Il est à remarquer d'ailleurs que les magistrats cantonaux offrent aujourd'hui, beaucoup plus de garanties juridiques et professionnelles qu'à l'époque de la loi de 1898 : on exige en effet à l'heure actuelle les mêmes diplômes universitaires des candidats aux fonctions de juge de paix que des candidats à la magistrature de première instance, ainsi que des stages analogues. Peut-être y aurait-il là une réforme utile à accomplir dans un but de simplification et d'économie.

Depuis quarante ans que la législation sur le risque professionnel a été instituée, le juge de paix a toujours rempli avec une conscience profonde et une impartialité

1. Pabon, p. 3, n° 2.652, tome 3.

sereine le rôle délicat que la loi lui a dévolu. Ce rôle constitue véritablement celui d'un pacificateur social et son importance est indéniable surtout à notre époque où tant de professionnels de la lutte des classes, cherchent, dans des buts criminels, à exaspérer les antagonismes, existant entre salariés et patrons.

Ce qui démontre bien que le juge de paix s'est toujours acquitté de sa tâche difficile, en cette matière des accidents du travail, à la satisfaction générale tant du législateur que des justiciables, c'est que les pouvoirs que lui avait conférés la grande loi de justice sociale de 1898 lui ont été non seulement maintenus, mais encore étendus par la nouvelle loi de 1938, laquelle, comme le dit, en termes si justes, M. Gazier, constitue « une nouvelle étape qui apportera un nouvel élément dans la conciliation des rapports du travail et du capital, conciliation nécessaire aussi bien pour assurer, non pas même la grandeur, mais la vie même d'un pays, conciliation nécessaire d'intérêts inéluctablement solidaires et qu'il faut une bien courte vue pour croire contradictoires ¹ ».

1. Gazier, p. 7, n° 9.

VU :

Le Président de la thèse,
G. RIPERT.

VU :

Le Doyen,
G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- BONNEFOY. — La nouvelle législation sur les accidents du travail. *Journal des Juges de paix*. Février, mars, avril 1939.
- GAZIER. — *Commentaire de la loi du 1^{er} juillet 1938 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*. 1939.
- MILHAUD. — *Répertoire général alphabétique des Justices de paix*. 1933.
- PABON. — *Traité théorique et pratique des Justices de paix* (2^e édition). 1913.
- ROUAST et GIVORD. — *Traité du droit des accidents du travail et des maladies professionnelles*. 1934.
- *Supplément au traité du droit des accidents du travail et des maladies professionnelles*. 1939.
- ROUAST. — *Commentaire de la loi du 1^{er} juillet 1938*. Dalloz. *Recueil périodique et critique* (2^e cahier). 1939.
- SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (7^e édition). 1926.
- SAINT-POL (DE). — *Compétence du juge de paix en matière d'accidents du travail*. Thèse, Paris, 1913.
- SICOT. — *La nouvelle loi du 1^{er} juillet 1938 sur les accidents du travail*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Compétence <i>ratione loci</i>	13
CHAPITRE II. — Procédure	17
CHAPITRE III. — Détermination de la compétence <i>ratione materix</i>	23
CHAPITRE IV. — Rôle du juge de paix en cas d'incapacité temporaire	51
CHAPITRE V. — Rôle du juge de paix en cas d'incapacité permanente	71
CHAPITRE VI. — Frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires	95
CHAPITRE VII. — Règles spéciales pour les accidents du travail agricole.	107
CONCLUSION.	114
BIBLIOGRAPHIE	119

